

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/S/O/EEC
10 juin 2003

(03-2977)

Commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET DE LEURS ÉTATS MEMBRES

Offre conditionnelle initiale

La délégation des Communautés européennes et leurs États membres a fait parvenir au Secrétariat l'offre conditionnelle ci-après, en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

Remarques générales

À la Conférence ministérielle de Doha en novembre 2001, les Ministres sont convenus que les Membres auraient jusqu'au 31 mars 2003 pour présenter des offres initiales visant à améliorer les engagements spécifiques.

Conformément à cette décision et fidèles aux objectifs et aux principes énoncés dans l'AGCS, notamment aux articles IV et XIX, ainsi qu'aux lignes directrices pour les négociations convenues par le Conseil du commerce des services le 29 mars 2001, et après examen approfondi des demandes présentées par les Membres de l'OMC, notamment par les pays en développement, les CE communiquent par la présente leur offre dans le cadre des négociations en cours au titre de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et du Programme de Doha pour le développement.

La présente offre est subordonnée à la présentation par les autres Membres de l'OMC d'offres substantielles dans les secteurs pour lesquels les CE ont formulé des demandes. Les CE se réservent le droit de modifier, d'élargir ou de réduire la présente offre en totalité ou en partie, à tout moment. Les CE confirmeront la présente offre dans la mesure où les résultats desdites négociations leur paraîtront globalement acceptables.

L'offre vise les engagements horizontaux, les exemptions NPF et les engagements spécifiques relatifs aux différents secteurs de services. Elle est fondée sur la liste codifiée de l'UE à 15, communiquée au Conseil du commerce des services par les CE le 22 avril 2003 (S/DCS/W/EEC).

Dans la présente offre, les différents secteurs et sous-secteurs de services sont répertoriés conformément à la classification figurant dans le document MTN.GNS/W/120 ou à d'autres classifications reconnues à l'échelle internationale (par exemple l'Annexe sur les services financiers), avec indication, le cas échéant, du numéro correspondant de la CPC. En ce qui concerne les services informatiques, les CE ont annexé à leur Liste d'engagements une proposition de "Position convenue sur le champ de la division 84 de la CPC - Services informatiques et services connexes", qui précise, mais sans apporter de modification, les activités que recouvre la division 84 de la CPC. Les CE souhaitent rappeler la classification ou la liste d'activités figurant dans leurs propositions de négociation au sujet des services postaux et de courriers ainsi que des services environnementaux. Bien que les débats concernant la classification de ces secteurs se poursuivent, et sans vouloir préjuger les résultats auxquels ils aboutiront, les CE ont, dans le but de clarifier la portée des

engagements qu'elles proposent, présenté leur offre concernant ces secteurs conformément à l'approche suivie dans ces propositions.

La présente offre ne peut pas être interprétée comme proposant d'une quelconque manière la privatisation d'entreprises publiques ni comme empêchant les Communautés et leurs États membres de réglementer les services publics pour atteindre les objectifs de politique nationale.

Les CE sont disposées à fournir des précisions et à répondre à toutes les questions concernant la présente offre conditionnelle. Les questions peuvent être adressées à la Commission européenne par l'intermédiaire du point de contact des CE pour l'AGCS (à l'adresse électronique suivante: TRADE-GATS-CONTACT-POINTS@cec.eu.int), par l'intermédiaire de la Délégation de la Commission européenne à Genève, ou directement à la Commission européenne (Direction générale du commerce, Unité D2 (commerce des services, y compris le commerce électronique), Bruxelles, B-1049, Belgique, fax 32-2-299 24 35).

NOTES LIMINAIRES

1. Les engagements spécifiques énumérés dans la liste qui suit valent seulement pour les territoires où sont appliqués les Traités portant constitution des Communautés européennes (CE) et cela dans les conditions exposées dans ces traités. Ils s'appliquent exclusivement dans les relations entre les Communautés et leurs États membres d'une part, les pays extracommunautaires de l'autre. Ils ne modifient en rien les droits et les obligations dévolus aux États membres en vertu du droit communautaire.
2. Les États membres sont désignés par les abréviations suivantes:

A	Autriche
B	Belgique
I	Italie
D	Allemagne
IRL	Irlande
DK	Danemark
L	Luxembourg
E	Espagne
NL	Pays-Bas
F	France
FIN	Finlande
P	Portugal
GR	Grèce
S	Suède
UK	Royaume-Uni
3. Les droits et obligations découlant de l'AGCS, y compris la liste d'engagements, n'ont aucun effet auto-exécutoire et ne confèrent donc directement aucun droit à telles ou telles personnes physiques ou morales.
4. À la liste est joint un glossaire des termes utilisés par chaque État membre.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
I. "ENGAGEMENTS HORIZONTAUX"			
TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE	3) Dans tous les États membres des CE, les services considérés comme services publics sur le plan national ou local peuvent faire l'objet de monopoles publics ou de droits exclusifs réservés à des fournisseurs privés ¹ .	3) a) Le traitement accordé aux succursales (de sociétés de pays tiers) constituées conformément à la législation d'un État membre et dont le bureau immatriculé, l'administration centrale ou l'établissement principal est situé dans les Communautés ne l'est pas aux succursales d'agences établies dans un État membre par une société d'un pays tiers. Cela n'empêche cependant pas tel ou tel État membre d'accorder ce traitement aux succursales d'agences établies dans un autre État membre par une société ou entreprise d'un pays tiers pour ce qui concerne leurs activités sur le territoire du premier de ces États membres, à moins que cela ne soit explicitement interdit par le droit communautaire. ² b) Un traitement moins favorable peut être appliqué aux succursales (de sociétés de pays tiers) constituées conformément à la législation d'un État membre et dont seul le bureau immatriculé se trouve sur le territoire des Communautés, à moins qu'elles n'apportent la preuve d'un lien effectif et continu avec l'économie de l'un des États membres. ³	

¹ Note explicative: Il existe des services publics dans certains secteurs, par exemple les services connexes de consultations scientifiques et techniques, les services de recherche et développement en sciences sociales et sciences humaines, les services d'essais et d'analyses techniques, les services concernant l'environnement, les services de santé, les services de transports et les services annexes et auxiliaires de tous les modes de transport. Le droit exclusif de fournir ces services est souvent consenti à des exploitants privés, par exemple les bénéficiaires de concessions accordées par les pouvoirs publics sous réserve de certaines obligations en matière de prestations. Comme il existe souvent aussi des services publics à d'autres échelons que l'échelon central, l'établissement d'une liste d'engagements détaillée et complète par secteur est impraticable.

² Pour ce qui concerne l'Autriche, cela vaut également pour les modes 1 et 4.

³ Pour ce qui concerne l'Autriche, cela vaut également pour les modes 1 et 4.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p><u>Législation des agences de sociétés étrangères</u></p> <p>3) S: Les sociétés étrangères qui n'ont pas établi en Suède de personne morale doivent exercer leurs activités commerciales par l'entremise d'une agence établie en Suède et dotée d'une direction indépendante ainsi que d'une comptabilité distincte.</p> <p>S: Les chantiers de construction d'une durée de moins d'un an sont exonérés des prescriptions applicables à l'établissement d'une agence ou à la désignation d'un représentant résident.</p>	<p><u>Constitution des personnes morales</u></p> <p>3) S: Les sociétés à responsabilité limitée ou anonymes peuvent être fondées par une ou plusieurs personnes. Les fondateurs doivent soit résider en Suède, soit être constitués en personnes morales suédoises. Les associations de personnes ne peuvent fonder une de ces sociétés que si chacun des associés réside en Suède⁴. Des conditions correspondant à celles ci-dessus sont en vigueur pour la constitution des personnes morales de toute autre nature.</p> <p>S: Le Président-Directeur général et au moins 50 pour cent des membres du Conseil d'administration doivent résider en Suède⁵.</p> <p><u>Législation des agences de sociétés étrangères</u></p> <p>3) S: Le Président-Directeur général d'une agence doit résider en Suède⁶.</p> <p>S: Les étrangers et les citoyens suédois qui ne résident pas en Suède et qui souhaitent exercer des activités commerciales en Suède doivent désigner et faire enregistrer auprès de l'autorité locale un représentant résident responsable de ces activités.</p>	

⁴ Des dérogations à ces obligations peuvent être accordées s'il peut être prouvé que la résidence n'est pas indispensable.

⁵ Des dérogations à ces obligations peuvent être accordées s'il peut être prouvé que la résidence n'est pas indispensable.

⁶ Des dérogations à ces obligations peuvent être accordées s'il peut être prouvé que la résidence n'est pas indispensable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p><u>Personnes morales</u></p> <p>3) FIN: L'acquisition, par des étrangers, de parts sociales leur accordant plus d'un tiers du pouvoir de vote d'une grande société finlandaise ou d'une grande entreprise industrielle ou commerciale (comptant plus de 1 000 salariés ou dont le chiffre d'affaires dépasse 1 milliard de markkaa finlandais 168 millions d'euros ou encore dont le bilan total dépasse 1 milliard de markkaa finlandais 168 millions d'euros) est subordonnée à l'agrément des autorités finlandaises ; cet agrément ne peut être refusé que si des intérêts nationaux importants risquent d'être compromis</p> <p>FIN: Au moins la moitié des membres ordinaires et membres suppléants du conseil d'administration doivent être citoyens européens finlandais et résider dans les CE en Finlande. L'administrateur-gérant d'une société à responsabilité limitée doit être un citoyen finlandais finlandais et résider dans les CE en Finlande. Il peut toutefois être accordé des dérogations</p> <p><u>Acquisition de biens immobiliers</u></p> <p>DK: Des restrictions sont imposées aux acquisitions de biens immobiliers par des personnes physiques ou morales non résidentes. Des restrictions sont imposées à l'acquisition de propriétés immobilières par des personnes physiques ou morales étrangères.</p>	<p><u>Personnes morales</u></p> <p>3) FIN: Les étrangers exerçant en qualité d'entrepreneurs privés ou d'associés dans une société à responsabilité limitée ou une association de personnes finlandaise doivent obtenir un permis d'exercer et résider en permanence dans les CE en Finlande. Si une organisation étrangère a l'intention de travailler en Finlande en y implantant une agence, elle doit obtenir un permis.</p> <p>FIN: L'autorisation d'agir en qualité de fondateur d'une société à responsabilité limitée est indispensable pour les organisations ou particuliers étrangers qui n'ont pas la citoyenneté finlandaise</p> <p><u>Acquisition de biens immobiliers</u></p> <p>A: L'acquisition, l'achat, la cession à bail et la location de biens immobiliers par des personnes physiques ou morales étrangères nécessitent l'autorisation des pouvoirs régionaux compétents (Länder) qui prendront en considération le fait que des intérêts économiques, sociaux ou culturels importants sont affectés ou non.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>GR: Conformément à la Loi n 1892/90, tout citoyen désireux d'acquérir des terrains dans des zones frontalières doit obtenir à cet effet l'autorisation du Ministère de la défense. Dans la pratique administrative, l'autorisation est facilement accordée en vue d'investissements directs</p>	<p>D: L'acquisition de biens immobiliers par des étrangers dans les Länder de Berlin, Schleswig-Holstein et Sarre peut être subordonnée à une autorisation. Il est très vraisemblable qu'après 1994, seul le Land de Berlin continuera d'imposer cette restriction.</p> <p>IRL: L'agrément écrit préalable de la Commission des biens fonciers est indispensable pour l'acquisition de tout intérêt sur des terrains en Irlande par des sociétés nationales ou étrangères ou des ressortissants étrangers. Si les terrains en question sont destinés à un usage économique (autre que l'agriculture), cette restriction et levée sur délivrance, par le Ministère des entreprises et de l'emploi, d'un certificat à cet effet. Cette règle de droit ne s'applique pas aux terrains situés dans les limites des villes et des bourgs.</p> <p>I: Non consolidé en ce qui concerne l'acquisition de biens immobiliersAcquisition de biens immobiliers par des personnes physiques ou morales étrangères autorisée sous réserve de réciprocité.</p> <p>FIN: Les non-résidents ont besoin d'un permis pour acquérir ou louer durant plus de deux ans des propriétés immobilières à usage de résidence secondaire ou d'occupation des loisirs</p> <p>FIN (Îles Åland): Des restrictions sont imposées au droit des personnes physiques qui n'ont pas la citoyenneté régionale d'Åland, ainsi qu'à celui des personnes morales, d'acquérir et de détenir des biens immobiliers dans les îles Åland sans l'autorisation des autorités compétentes de ces îles</p> <p>FIN (Îles Åland): Des restrictions sont imposées au droit d'établissement et au droit de fournir des services des personnes physiques qui n'ont pas la citoyenneté régionale des îles Åland et de toute personne morale, sans l'autorisation des autorités compétentes de ces îles</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Investissements</p> <p>F: Les règles suivantes s'appliquent aux acquisitions par des étrangers de plus de 33,33 pour cent des parts de capital ou des droits de vote d'entreprises françaises existantes, ou de plus de 20 pour cent dans des sociétés françaises cotées en bourse:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les investissements⁷ de moins de FF 50 millions 7,6 millions d'euros dans des entreprises françaises dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas FF 500 millions 76 millions d'euros sont illimités, sous réserve d'un délai de 15 jours suivant la notification préalable de l'investissement et la vérification des montants en question; - après un délai d'un mois suivant la notification préalable, l'autorisation d'investir est tacitement accordée pour les autres investissements, à moins que le Ministère des affaires économiques n'ait, dans des circonstances exceptionnelles, exercé son droit de différer l'investissement. 	<p>S: Autorisation obligatoire, normalement de l'autorité locale, pour l'acquisition de résidences secondaires par des personnes physiques ou morales étrangères non résidentes. Si l'acquisition par des étrangers de résidences secondaires conduit à une augmentation des prix de l'immobilier, cette autorisation peut être refusée.</p> <p>3) A: Les succursales des sociétés anonymes (Aktiengesellschaften) et des sociétés à responsabilité limitée (Gesellschaften mit beschränkter Haftung) étrangères sont tenues d'obtenir l'autorisation du Ministère fédéral compétent pour le type d'entreprise en question; cette autorisation est laissée à la discrétion de l'autorité compétente.</p>	

⁷ Cette règle ne s'applique pas aux investissements en France dans des activités qui s'inscrivent dans l'exercice de l'autorité publique au sens que lui donne l'article 55 du Traité de Rome et la jurisprudence en la matière.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>F: La participation étrangère dans des sociétés nouvellement privatisées peut être limitée à une fraction variable du capital social offert au public, qui est déterminée cas par cas par le gouvernement français.</p> <p>E: Les investissements en Espagne par des administrations ou des organismes publics étrangers (qui font en général intervenir non seulement des intérêts économiques mais également des intérêts non économiques de ces administrations ou organismes), effectués directement ou par l'entremise de sociétés ou d'autres organismes directement ou indirectement contrôlés par des gouvernements étrangers, sont subordonnés à l'agrément préalable du gouvernement espagnol.</p> <p>P: Une autorisation⁸ est exigée dans le cas des investissements de sociétés extracommunautaires lorsqu'ils dépassent 20 pour cent du capital de la société ou lorsqu'ils entraînent une prise de contrôle effective ou un renforcement du pouvoir de décision. La participation étrangère dans les sociétés nouvellement privatisées peut être limitée à une fraction variable des parts sociales offertes au public, qui est déterminée cas par cas par le gouvernement portugais.</p>		

⁸ L'intérêt d'un investissement est mesuré au vu de son effet sur l'économie du pays. Parmi les critères pris en considération figurent la création de nouveaux emplois, une balance positive en devises, la mise en oeuvre de technologies de pointe, la réduction de la pollution industrielle, la formation professionnelle de travailleurs portugais, etc.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>I: Des droits exclusifs peuvent être accordés ou conservés à des sociétés nouvellement privatisées. Les droits de vote dans ces sociétés peuvent être limités dans certains cas. Durant cinq ans, l'acquisition d'une forte proportion du capital social de sociétés qui travaillent dans les domaines de la défense, des services de transport, des télécommunications ou de l'énergie peut être subordonnée à l'agrément du Ministère du Trésor.</p> <p>F: L'exercice de certaines activités commerciales⁹, industrielles ou artisanales est subordonné à une autorisation spéciale si le directeur-gérant n'est pas titulaire d'un permis de résidence permanente.</p>	<p>Subventions</p> <p>3) Tous les États membres: Le droit à recevoir des subventions des Communautés ou de leurs États membres peut être réservé aux personnes morales établies sur le territoire d'un État membre ou dans telle ou telle de ses subdivisions géographiques.</p> <p>Tous les États membres: Non consolidé pour les subventions à la recherche-développement</p> <p>Tous les États membres: La fourniture d'un service, ou sa subvention, dans le secteur public ne déroge pas à cet engagement.</p> <p>Tous les États membres à l'exception de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède: non consolidé pour les succursales implantées dans un État membre par une société extracommunautaire.</p>	

⁹ Ces activités commerciales, industrielles ou artisanales se rencontrent dans des secteurs tels que les autres services fournis aux entreprises, la construction, la distribution et les services de tourisme. Ne concerne pas les services de télécommunication ni les services financiers.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>4) F: Le directeur-gérant d'un établissement industriel, commercial ou artisanal¹⁰ a besoin d'obtenir une autorisation spéciale s'il n'est pas titulaire d'un permis de résidence.</p> <p>I: L'accès aux activités industrielles, commerciales ou artisanales est subordonné à la délivrance d'un permis de résidence et à une autorisation spéciale.</p>	<p>4) Tous les États membres à l'exception de l'Autriche: si des subventions peuvent être accordées à des personnes physiques, elles peuvent être réservées aux ressortissants d'un État membre des Communautés.</p> <p>A: Non consolidé</p>	

¹⁰ Ces activités commerciales, industrielles ou artisanales se rencontrent dans des secteurs tels que les autres services fournis aux entreprises, la construction, la distribution et les services de tourisme. Ne concerne pas les services de télécommunication ni les services financiers.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
		4) Les directives des CE concernant la reconnaissance mutuelle des diplômes ne s'appliquent pas aux ressortissants des pays tiers. La reconnaissance des diplômes nécessaires pour l'exercice, par des ressortissants de pays extracommunautaires, de professions réglementées reste de la compétence de chaque État membre, à moins que le droit communautaire n'en dispose autrement. Le droit de pratiquer une profession réglementée dans un État membre n'est pas assorti du droit de la pratiquer dans un autre État membre.	
	4) Non consolidé sauf pour les mesures régissant l'entrée et le séjour temporaire¹¹ dans un État membre des personnes physiques des catégories suivantes fournissant des services: i) Employés de la société en détachement (ICT) Non consolidé, sauf pour les mesures concernant l'admission et le séjour temporaire¹², dans un État membre, des catégories suivantes de personnes physiques non assujetties à l'examen des besoins économiques¹³ (sauf la FIN, où les personnes possédant des connaissances rares sont assujetties à un examen des besoins économiques et où les partenaires en détachement peuvent y être assujetties) qui fournissent des services:	4) Tous les États membres à l'exception de la Finlande: Non consolidé, sauf pour les mesures applicables aux personnes physiques visées dans la colonne "accès aux marchés" sous réserve des limitations suivantes: FIN: Néant pour les catégories visées sous "accès au marché"	

¹¹ Toutes les autres prescriptions des lois et règlements de la Communauté et des États membres concernant l'entrée, le séjour, le travail et la sécurité sociale continueront de s'appliquer, y compris les règlements concernant le salaire minimum et les conventions collectives. Dans le cas de l'Autriche, les engagements concernant le mouvement de personnel ne s'appliquent pas lorsque l'intention ou le résultat de ce mouvement consiste à intervenir dans l'issue d'un conflit du travail ou d'une négociation collective, ou à l'influencer d'une autre manière.

¹² La durée du "séjour temporaire" est définie par les États membres et, le cas échéant, par les lois et règlements communautaires concernant l'entrée, le séjour et le travail. La durée précise de ce séjour peut varier selon les catégories de personnes physiques mentionnées dans la présente liste. Pour ce qui la Suède, l'entrée et le séjour temporaire sont limités à deux ans pour la catégorie i) (prolongations possibles). Pour ce qui concerne la Finlande et la Suède, l'entrée et le séjour temporaire sont limités à trois mois pour la catégorie ii).

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>Le séjour temporaire, en détachement à l'intérieur de leur société¹⁴, de personnes physiques des catégories ci-après, à condition que le fournisseur de services soit une personne morale et que les personnes en question aient été employées directement par elle ou en aient été des associés (sauf en qualité d'actionnaires majoritaires) au moins pendant les 12 mois précédant immédiatement leur détachement:</p> <p>L'accès est subordonné aux conditions ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la personne physique en question doit être employée par une personne morale autre qu'une organisation à but non lucratif établie sur le territoire d'un Membre de l'OMC et avoir été employée par cette dernière ou en avoir été un associé (autre qu'en qualité d'actionnaire majoritaire) au moins pendant les 12 mois précédant immédiatement la date d'admission. 	<p><u>Prescriptions de résidence</u></p> <p>A: Les administrateurs gérants des agences et des personnes morales doivent être résidents de l'Autriche; les personnes physiques qui ont pour charge de faire respecter par une personne morale ou une agence la législation autrichienne du commerce doivent être résidentes de l'Autriche.</p>	
	<ul style="list-style-type: none"> - la personne physique est détachée en vue de la fourniture d'un service sur le territoire d'un État membre de la Communauté. 		

—¹³ Toutes les autres prescriptions des lois et règlements de la Communauté et des États membres concernant l'entrée, le séjour, le travail et la sécurité sociale continueront de s'appliquer, y compris les règlements concernant la durée du séjour, le salaire minimum et les conventions collectives. Dans le cas de l'Autriche, les engagements concernant le mouvement de personnel ne s'appliquent pas lorsque l'intention ou le résultat de ce mouvement consiste à intervenir dans l'issue d'un conflit du travail ou d'une négociation collective, ou à l'influencer d'autre manière.

—¹⁴ Par définition, les "employés de la société en détachement" sont des personnes physiques employées par une personne morale autre qu'une organisation sans but lucratif, établie sur le territoire d'un Membre de l'OMC et qui sont temporairement détachées en vue de la prestation d'un service dans le cadre d'une présence commerciale sur le territoire d'un État membre de la Communauté; les personnes morales en question doivent avoir leur établissement principal sur le territoire d'un Membre de l'OMC autre que les Communautés ou leurs États membres et la personne détachée doit l'être auprès d'un établissement (bureau, agence ou succursale) de ladite personne morale qui assure effectivement la prestation de services similaires sur le territoire d'un État membre auquel s'applique le Traité de la CEE. En Italie, l'"employé de la société en détachement" est défini comme une personne physique employée par une personne morale constituée en société anonyme par actions ou en société de capitaux à responsabilité limitée.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - la personne détachée doit l'être auprès d'un établissement (filiale, succursale, bureau) ou de l'établissement principal de la personne morale susmentionnée. L'entité d'accueil doit être constituée sur le territoire d'un État membre de la Communauté et assurer effectivement la fourniture de services similaires sur ce territoire. - la personne physique concernée doit appartenir à l'une des catégories suivantes: <ul style="list-style-type: none"> a) Administrateurs: personnes qui occupent un poste de rang supérieur dans une entreprise constituée en personne morale, qui ont essentiellement pour tâche d'assurer la gestion de l'établissement et auxquelles le conseil d'administration, les actionnaires de l'entreprise ou leur équivalent principalement n'adressent que des indications ou directives de caractère général concernant: <ul style="list-style-type: none"> - la direction de l'établissement, d'un de ses départements ou d'une de ses subdivisions; - la supervision et le contrôle d'autres superviseurs, professionnels ou cadres; - leur autorité personnelle de recruter et de licencier du personnel ou d'en recommander le recrutement ou le licenciement ou de prendre d'autres décisions concernant le personnel. 		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>b) Spécialistes: personnes employées par une personne morale qui possèdent des connaissances rares ou indispensables concernant le service, le matériel de recherche, les techniques ou la gestion de l'établissement. Pour déterminer ces connaissances, il sera tenu compte non seulement des connaissances particulières au type d'établissement, mais également du point de savoir si la personne en question possède de hautes qualifications pour un métier ou une profession qui exige des connaissances techniques déterminées, et en particulier la qualité de membre d'une profession accréditée.</p> <p>c) Stagiaires diplômés: Personnes titulaires d'un diplôme universitaire détachées à des fins de développement professionnel ou pour recevoir une formation aux techniques ou méthodes commerciales¹⁵. Il peut être exigé de la société d'accueil sise dans les CE de soumettre à une approbation préalable un programme de formation couvrant la durée du séjour, attestant que l'objet du séjour est ladite formation. L'examen des besoins économiques n'est pas exigé.</p>		

¹⁵ Pour ce qui concerne l'Espagne, la formation doit être en rapport avec le diplôme universitaire obtenu.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	L'entrée et le séjour sont limités à un maximum de trois ans pour les catégories a) et b), et à 12 mois pour la catégorie c).		
	<p>ii) <u>Visiteurs pour affaires (BV)</u></p> <p>L'entrée et le séjour temporaire des personnes des catégories ci-après sont autorisés sans que soit effectué un examen des besoins économiques pour une période allant jusqu'à 90 jours au cours d'une période de douze mois: Non consolidé sauf pour les mesures régissant l'entrée et le séjour temporaire¹⁶ dans un État membre des personnes physiques des catégories suivantes fournissant des services, non assujetties à un examen des besoins économiques¹⁷.</p>		

¹⁶ La durée du "séjour temporaire" est définie par les États membres et, le cas échéant, par les lois et règlements communautaires concernant l'entrée, le séjour et le travail. La durée précise de ce séjour peut varier selon les catégories de personnes physiques mentionnées dans la présente liste.

¹⁷ Toutes les autres prescriptions des lois et règlements de la Communauté et des États membres concernant l'entrée, le séjour, le travail et la sécurité sociale continueront de s'appliquer, y compris les règlements concernant la durée du séjour, le salaire minimum et les conventions collectives. Dans le cas de l'Autriche, les engagements concernant le mouvement de personnel ne s'appliquent pas lorsque l'intention ou le résultat de ce mouvement consiste à intervenir dans l'issue d'un conflit du travail ou d'une négociation collective, ou à l'influencer d'autre manière.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>a) Personnes ne résidant pas sur le territoire d'un État membre auquel s'appliquent les traités des CE, qui représentent un fournisseur de services et qui souhaitent entrer sur ce territoire et y séjourner temporairement aux fins de négocier la vente de services ou de conclure des contrats de vente de services pour le compte de ce fournisseur, à condition que ces représentants ne pratiquent pas la vente directe à la population en général et ne fournissent pas eux-mêmes des services. En outre, dans le cas de S uniquement, les personnes concernées doivent avoir été employées par ce fournisseur de services au moins pendant les 12 mois précédant immédiatement la date de leur demande d'admission.</p> <p>b) Tous les États membres sauf FIN: Personnes employées en qualité de cadres supérieurs comme définis sous i) a) ci-dessus par une personne morale, et qui sont chargées d'implanter, dans un État membre, la présence commerciale d'un fournisseur de services ressortissant d'un membre à condition que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - ces représentants ne pratiquent pas directement la vente ou la fourniture de services; et - le fournisseur de services ait son établissement principal sur le territoire d'un membre de l'OMC autre que les Communautés ou leurs États membres et n'ait sur le territoire de cet État membre aucun représentant ou bureau, ni aucune succursale ou agence. 		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>- En outre, dans le cas de S uniquement, les personnes concernées doivent avoir été employées par ce fournisseur de services au moins pendant les 12 mois précédant immédiatement la date de leur demande d'admission.</p> <p>FIN: Non consolidé pour la catégorie b)</p> <p>iii) <u>Fournisseurs de services contractuels (CSS):</u></p> <p>Non consolidé, sauf pour les mesures concernant l'admission et le séjour temporaire, dans un État membre, des catégories suivantes de personnes physiques non assujetties à l'examen des besoins économiques sauf dans les cas où cela est signalé pour un sous-secteur particulier</p> <p>a) <i>Personnes employées par des personnes morales (EJP):</i></p> <p>L'accès est subordonné aux conditions ci-après¹⁸:</p>		

¹⁸ - Le contrat de fourniture de services doit être conforme aux lois et règlements de la Communauté et de l'État membre dans lequel il est exécuté.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - Les personnes physiques sont recrutées pour la fourniture d'un service à titre temporaire par une personne morale n'ayant de présence commerciale dans aucun État membre de la Communauté européenne 		
	<ul style="list-style-type: none"> - La personne morale a obtenu un contrat de fourniture de services, pour une période ne dépassant pas trois 12 mois, avec un utilisateur final dans État membre concerné, par adjudication publique ou par le biais d'une autre procédure qui garantit que le contrat a été conclu de bonne foi¹⁹ (publication du projet de marché) lorsque cette condition est appliquée ou instituée dans l'État membre conformément aux lois et règlements de la Communauté ou de ses États membres - Le contrat de fourniture de services doit être conforme aux lois et règlements des Communautés et de l'État membre dans lequel il est exécuté. - La personne physique qui sollicite l'admission doit avoir offert les services visés en qualité de salarié employé par la personne morale qui fournit les services au moins pendant l'année (les deux années dans le cas de la Grèce) précédant immédiatement le mouvement en question 		

¹⁹ Les autorités compétentes de l'État membre doivent être en mesure d'établir que le contrat a été attribué à ladite personne morale conformément aux prescriptions énoncées dans la procédure en question.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - L'admission et le séjour temporaire dans État membre concerné seront accordés pour une période ne dépassant pas trois six mois au total (L: 25 semaines) au cours d'une période de 12 mois (24 mois dans le cas des Pays-Bas) ou pour la durée du contrat si celle-ci est plus brève 		
	<ul style="list-style-type: none"> - La personne physique doit avoir les titres universitaires et l'expérience professionnelle requis pour le secteur ou l'activité en question dans l'État membre dans lequel le service est fourni La personne physique doit posséder a) un diplôme universitaire ou des qualifications techniques attestant un niveau de connaissances équivalent²⁰, b) les qualifications professionnelles requises le cas échéant pour exercer une activité dans le secteur concerné conformément aux lois, règlements ou prescriptions des CE ou de l'État membre dans lequel le service est fourni et c) au moins trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur. - L'engagement porte exclusivement sur l'activité de service qui fait l'objet du contrat. il ne confère pas le droit d'exercer avec le titre professionnel reconnu dans État membre concerné 		

²⁰ Lorsque le diplôme ou les qualifications ont été obtenus dans un pays tiers, l'État membre de l'UE concerné peut évaluer l'équivalence de ces derniers avec le diplôme universitaire exigé sur son territoire.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - Le nombre des personnes visées par le contrat de fourniture de services ne sera pas plus élevé que celui qui est nécessaire à l'exécution du contrat, tel qu'il peut être déterminé par les lois et règlements de la Communauté et de l'État membre dans lequel le service est fourni 		
	<ul style="list-style-type: none"> - Le contrat de fourniture de services doit porter sur l'une des activités indiquées ci-après, sous réserve d'un engagement spécifique contracté par l'État membre concerné pour la partie visée du secteur et de toutes conditions supplémentaires indiquées par l'État membre pour le sous-secteur visé: - Services juridiques - Services comptables et de tenue de livres - Services de conseil fiscal (non consolidé pour DK, E, F, FIN, GR, I, IRL, P) - Services d'architecture, d'aménagement urbain et d'architecture paysagère - Services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie - Services informatiques et services connexes - Services de recherche-développement (non consolidé pour A, B, D, DK, E, FIN, GR, I, IRL, NL, P, S, UK) 		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - Publicité - Services de conseil en gestion - Services connexes aux services de consultations en matière de gestion - Services d'essais et d'analyses techniques - Services connexes de consultations scientifiques et techniques - Maintenance et réparation de matériel - Services de traduction - Services de construction (non consolidé pour A, B, D, DK, E, FIN, GR, I, IRL, L, P, S, UK) - Travaux d'études de sites (non consolidé pour A, E, FIN, GR, I, IRL, L, P) 		
	<ul style="list-style-type: none"> - Services d'enseignement supérieur (non consolidé pour A, B, D, DK, E, FIN, GR, I, IRL, NL, P, S, UK) - Services environnementaux - Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques (non consolidé pour E, F, GR, L, NL, P, UK) - Services de spectacles (non consolidé pour B, D, DK, E, FIN, GR, I, IRL, L, NL, P, S, UK) - Services liés à la vente de matériel ou à la cession d'un brevet non consolidé pour A, B, D, DK, E, FIN, GR, I, IRL, L, NL, P, S, UK). - Les engagements sont soumis à un plafond chiffré [modalités d'application et niveau à déterminer], sauf indication contraire pour un sous-secteur particulier. Sans objet pour DK, I, NL, S, UK (autre que pour les services informatiques et services connexes dans le cas de UK) 		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>b) <u>Professionnels indépendants (IP)</u> L'accès est subordonné aux conditions ci-après:</p>		
	<ul style="list-style-type: none"> - La personne physique est recrutée pour la fourniture d'un service à titre de travailleur indépendant domicilié sur le territoire d'un Membre de l'OMC autre qu'un État membre des Communautés européennes. 		
	<ul style="list-style-type: none"> - La personne morale a obtenu un contrat de fourniture de services, pour une période ne dépassant pas 12 mois, avec un utilisateur final dans État membre concerné, par adjudication publique ou par le biais d'une autre procédure qui garantit que le contrat a été conclu de bonne foi²¹ (publication du projet de marché) lorsque cette condition est appliquée ou instituée dans État membre conformément aux lois et règlements de la Communauté ou de ses États membres - Le contrat de fourniture de services doit être conforme aux lois et règlements de la Communauté et de État membre dans lequel il est exécuté. 		

²¹ Les autorités compétentes de l'État membre doivent être en mesure d'établir que le contrat a été porté attribué à ladite personne morale conformément aux prescriptions énoncées dans la procédure en question.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - L'admission et le séjour temporaire dans l'État membre concerné seront accordés pour une période ne dépassant pas six mois au total (L: 25 semaines) au cours d'une période de 12 mois ou pour la durée du contrat si celle-ci est plus brève 		
	<ul style="list-style-type: none"> - La personne physique doit posséder a) un diplôme universitaire en rapport avec le secteur d'activité concerné ou des qualifications techniques attestant un niveau équivalent de connaissances²², b) les qualifications professionnelles requises le cas échéant pour exercer une activité dans le secteur concerné conformément aux lois, règlements ou prescriptions des CE ou de l'État membre dans lequel le service est fourni et, c) au moins six ans d'expérience professionnelle dans le secteur - L'engagement porte exclusivement sur l'activité de service qui fait l'objet du contrat; il ne confère pas le droit d'exercer avec le titre professionnel reconnu dans l'État membre concerné - Le contrat de fourniture de services doit porter sur l'une des activités indiquées ci-après: 		

²² Lorsque le diplôme ou les qualifications ont été obtenus dans un pays tiers, l'État membre de l'UE concerné peut évaluer l'équivalence de ces derniers avec le diplôme universitaire exigé sur son territoire.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - Services d'architecture, d'aménagement urbain et d'architecture paysagère - Services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie - Services informatiques et services connexes - Services de conseil en gestion - Services connexes aux services de consultations en matière de gestion - Services de traduction 		
	<ul style="list-style-type: none"> - Les engagements sont soumis à un plafond chiffré [modalités d'application et niveau à déterminer], sauf indication contraire pour un sous-secteur particulier. Sans objet pour DK, NL, S, UK (autre que pour les services informatiques et services connexes dans le cas de UK) 		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
II. ENGAGEMENTS SECTORIELS			
1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES A. <u>Services professionnels</u> a) Tous les États membres à l'exception de la Finlande: Conseils juridiques sur le droit du pays d'origine et le droit international public (à l'exclusion du droit des CE)	1)2)3)4) Non consolidé pour les juristes qui occupent des charges publiques. ²³ 1)2)3)4) L'admission au Barreau est soumise à une condition de nationalité dans les pays suivants: A, B, E, FIN et GR. L'accès des juristes à la profession d'avocat auprès de la Cour de cassation et d'avocat auprès du Conseil d'État est soumis à des quotas et à une condition de nationalité dans les pays suivants: B et F.	1)2)3)4) Non consolidé pour les juristes qui occupent des charges publiques. 1) F, P: Non consolidé pour ce qui concerne la rédaction de documents juridiques DK: La fourniture de conseils juridiques est réservée aux juristes titulaires d'une autorisation danoise de pratiquer et aux cabinets juridiques immatriculés au Danemark. La délivrance de ce permis est subordonnée au passage d'un examen de droit danois.	
FIN: Services juridiques (CPC 861) + services d'arbitrage et de conciliation) ²⁴	1) F, P: Non consolidé pour ce qui concerne la rédaction de documents juridiques S: L'"advokat" (voir colonne ci contre) ne peut exercer sa profession ni en coopération avec d'autres personnes sinon d'autres "advokats" ni sous la forme d'une société à responsabilité limitée ou anonyme ²⁵ .	S: L'admission au Barreau, obligatoire seulement pour Néant sauf pour protéger l'emploi du terme suédois "advokat" (juriste/avocat/avocat) réservé aux membres du Barreau suédois. La qualité de membre de ce Barreau est subordonnée au passage d'un examen de droit suédois ou à une éducation et une expérience pratique équivalentes, ainsi qu'à l'obligation de citoyenneté et est assujettie à une prescription en matière de résidence ²⁶ .	

²³ Voir la page 5 (paragraphe 14) de la communication relative à la classification des services juridiques adressée par les CE à l'OMC le 24 mars 2003 (doc. S/CSC/W/39)

²⁴ La fourniture de services juridiques n'est autorisée que si ces derniers portent sur le droit public international, le droit communautaire et le droit de toute juridiction où le fournisseur de service ou son personnel sont habilités à exercer en tant que juristes, et, à l'instar de la fourniture d'autres services, est assujettie aux prescriptions et procédures en matière de licences applicables dans les États membres des CE. Pour les juristes fournissant des services juridiques relevant du droit international public et du droit étranger, ces prescriptions et procédures peuvent prendre diverses formes: respect des codes de déontologie locaux, utilisation du titre du pays d'origine (à moins que l'équivalence avec le titre du pays d'accueil n'ait été obtenue), prescriptions en matière d'assurance, simple inscription auprès du barreau du pays d'accueil ou admission simplifiée au barreau du pays d'accueil par le biais d'un test d'aptitude. Les services juridiques ayant trait au droit communautaire doivent en principe être fournis par un juriste pleinement qualifié admis au barreau d'un État membre des CE agissant personnellement, ou par l'entremise d'un tel juriste, et les services juridiques relatifs au droit d'un État membre des CE doivent en principe être fournis par un juriste pleinement qualifié admis au barreau de cet État membre agissant personnellement, ou par l'entremise d'un tel juriste. L'admission pleine et entière au barreau de l'État membre en

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	2) Néant	A: Les conseillers juridiques étrangers doivent appartenir à leur Barreau national; ils ne peuvent faire usage de leur titre professionnel que par référence à leur lieu d'inscription au barreau dans leur pays d'origine 2) Néant	
	3) D: Accès subordonné à l'appartenance à un barreau conformément à la législation fédérale des professions juridiques, qui limite l'exercice de la profession aux cabinets individuels ou Fourniture par l'intermédiaire de cabinets en association de personnes constitués sous une forme juridique autorisée par le Bundesrechtsanwaltsordnung.	3) DK: La fourniture de conseils juridiques est réservée aux cabinets juridiques immatriculés au Danemark. Seuls les juristes titulaires d'un permis danois de pratiquer et les cabinets juridiques immatriculés au Danemark peuvent détenir des parts d'un cabinet juridique danois. Seuls les juristes titulaires d'un permis danois de pratiquer peuvent siéger au conseil d'administration d'un cabinet juridique danois ou appartenir à sa direction. La délivrance de ce permis est subordonnée au passage d'un examen de droit danois.	F: La pratique du droit du pays hôte et du droit international (y compris le droit des CE) est ouverte aux membres des professions juridiques et judiciaires réglementées. ²⁷

question pourrait donc être nécessaire pour la représentation devant les tribunaux et autres autorités compétentes des CE puisque celle-ci implique la pratique du droit communautaire et du droit procédural national.

²⁵ Les sociétés à responsabilité limitée sont autorisées sous certaines conditions.

²⁶ S'ils ne font pas valoir la qualité d'"advokat", les juristes étrangers peuvent librement proposer des conseils juridiques

²⁷ L'accès à ces professions est régi par la Loi française n 90-1259 du 31 décembre 1990 qui ouvre l'accès à tout l'éventail des activités juridiques et judiciaires.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>F: Accès réservé aux SEL (sociétés anonymes, à responsabilité limitée ou en commandite par actions) et SCP (sociétés civiles professionnelles) Dans les SEL ou les SCP qui fournissent des services juridiques relatifs au droit français et au droit communautaire, au moins 75 pour cent des associés détenant au moins 75 des parts doivent être des juristes pleinement admis au Barreau de France</p> <p>— FIN: Pour la prestation de services juridiques en qualité de membre du Barreau, la citoyenneté finlandaise et la résidence en Finlande sont obligatoires</p> <p>A: Non consolidé</p> <p>A: Fourniture au moyen de toute forme d'associations de juristes suivant les conditions imposées par la législation sur les professions juridiques (par exemple RAO et EuRAG). La participation des juristes étrangers (qui doivent être pleinement qualifiés dans leur pays d'origine) au capital social d'un cabinet juridique, comme leur part de ses résultats d'exploitation, ne peuvent pas dépasser 25 pour cent. Ils ne peuvent pas exercer une influence significative sur la prise de décision.</p>	<p>A: Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>B, DK, GR, I, IRL, P et UK: Les sociétés de personnes qui fournissent des services juridiques relatifs au droit du pays d'accueil et au droit communautaire doivent se constituer sous une forme juridique autorisée par le droit national de l'État membre concerné (par exemple "Società tra avvocati" en I, "société de droit civil sans limitation de responsabilité en B). Pour les avocats d'IRL et du UK, cabinets individuels exclusivement.</p> <p>S: L'"advokat" (voir colonne ci-contre) ne peut exercer sa profession ni en coopération avec d'autres personnes sinon d'autres "advokats" ni sous la forme d'une société à responsabilité limitée ou anonyme²⁸.</p>	<p>S: L'admission au Barreau, obligatoire seulement pour Néant sauf pour protéger l'emploi du terme suédois "advokat" (juriste/avocat/avocat) réserve aux membres du Barreau suédois. La qualité de membre de ce Barreau est subordonnée au passage d'un examen de droit suédois ou à une éducation et une expérience pratique équivalentes, ainsi qu'à l'obligation de citoyenneté et est assujettie à une prescription en matière de résidence.²⁹</p>	<p>L: La pratique du droit du pays hôte et du droit international (y compris le droit des CE) est subordonnée à l'immatriculation en qualité d'"avocat" au Barreau du Luxembourg.</p>
	<p>4) ICT, BV et CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué ci-dessus et sous "Engagement horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Non consolidé, sauf comme indiqué ci-après—A la demande d'un client, les conseillers juridiques peuvent temporairement se rendre sur le territoire autrichien afin d'y fournir un service précis</p> <p>GR: Condition de nationalité</p>	<p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf:</p> <p>FIN: Non consolidé sauf comme indiqué ci-dessus et sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>DK: La fourniture de conseils juridiques est réservée aux juristes titulaires d'un permis danois de pratiquer. La délivrance de ce permis est subordonnée au passage d'un examen de droit danois.</p>	

²⁸ - Les sociétés à responsabilité limitée sont autorisées sous certaines conditions.

²⁹ - S'ils ne font pas valoir la qualité d'"advokat", les juristes étrangers peuvent librement proposer des conseils juridiques

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>L: Non consolidé pour la fourniture de services juridiques relatifs au droit du Luxembourg et au droit communautaire</p> <p>F: La fourniture de conseils juridiques et la rédaction de documents juridiques en tant qu'activité principale pour le public en général sont réservées aux membres des professions juridiques et judiciaires réglementées.³⁰ Ces activités peuvent également être exercées secondairement à l'activité principale par des membres d'autres professions réglementées ou par des personnes qualifiées. FIN: Pour la prestation de services juridiques en qualité de membre du Barreau, la citoyenneté finlandaise et la résidence en Finlande sont obligatoires</p>	<p>A: Néant sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés Les conseillers juridiques étrangers doivent appartenir à leur Barreau national; ils ne peuvent faire usage de leur titre professionnel que par référence à leur lieu d'inscription au barreau dans leur pays d'origine</p> <p>S: L'admission au Barreau, obligatoire seulement pour Néant sauf pour protéger l'emploi du terme suédois "advokat" (juriste/avoué/avocat) réservé aux membres du Barreau suédois. La qualité de membre de ce Barreau est subordonnée au passage d'un examen de droit suédois ou à une éducation et une expérience pratique équivalentes, ainsi qu'à l'obligation de citoyenneté et est assujettie à une prescription en matière de résidence.³¹</p>	
	<p>S: L'"advokat" (voir colonne ci-contre) ne peut exercer sa profession ni en coopération avec- d'autres personnes sinon d'autres "advokats" ni sous la forme d'une société à responsabilité limitée ou anonyme³².</p>	<p>FIN: Néant</p>	
	<p>iii) Non consolidé, sauf pour D et UK, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:</p>	<p>CSS-EJP: Non consolidé, sauf comme indiqué ci-dessus et sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p>	

³⁰ - L'accès à ces professions est régi par la Loi française n 90 1259 du 31 décembre 1990 qui ouvre l'accès à tout l'éventail des activités juridiques et judiciaires.

³¹ - S'ils ne font pas valoir la qualité d'"advokat", les juristes étrangers peuvent librement proposer des conseils juridiques

³² - Les sociétés à responsabilité limitée sont autorisées sous certaines conditions.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services comptables (CPC 86212 sauf "services d'audit", 86213, 86219)	<p>D & UK: Diplôme universitaire, qualifications professionnelles et trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur</p> <p>D: Non consolidé pour les activités réservées aux "Rechtsanwalt"</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p> <p>1) F, GR, I: Non consolidé</p> <p>2) Néant</p>	<p>1) F, GR, I: Non consolidé</p> <p>A: Aucune représentation devant les autorités compétentes</p> <p>2) Néant</p>	
	<p>3) D: Fourniture interdite aux "GmbH & CoKG" et "EWIV"</p> <p>F: Accès limité aux SEL (sociétés anonymes, à responsabilité limitée ou en commandite par actions) et SCP</p> <p>P: Accès réservé aux cabinets professionnels</p> <p>I: Accès réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>A: La participation des comptables étrangers (qui doivent être agréés conformément à la législation de leur pays d'origine) au capital social d'une personne morale autrichienne, comme leur part de ses résultats d'exploitation, ne peuvent dépasser 25 pour cent; cela s'applique uniquement aux personnes qui ne sont pas membres de l'association professionnelle autrichienne.</p>	<p>3) DK: Les comptables étrangers peuvent constituer des associations avec des comptables agréés danois, avec l'autorisation de l'Agence danoise du commerce et des sociétés.</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>4) ICT, BV et CSS-EJP: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>F: Condition de nationalité. Cependant, les professionnels extérieurs aux CE peuvent être autorisés à fournir ces services par décision du Ministère de l'économie, des finances et du budget, prise avec l'accord du Ministère des affaires étrangères. L'obligation de résidence ne peut dépasser cinq ans.</p> <p>I: Condition de nationalité dans le cas des "Ragionieri Periti commerciali"</p> <p>DK: Condition de citoyenneté sauf disposition contraire de l'Agence danoise du commerce et des sociétés</p> <p>A: Abstraction faite des engagements horizontaux, des comptables peuvent, à la demande d'un client, se rendre temporairement sur le territoire autrichien pour y fournir un service <u>précis</u>; toutefois, les personnes physiques qui fournissent des services comptables sont tenues en règle générale d'avoir leur siège professionnel (présence commerciale) en Autriche.</p> <p>iii) Non consolidé, sauf pour A, D, L, NL, UK, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A, D, NL, UK, S: Diplôme universitaire, qualifications professionnelles et trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur</p>	<p>4) ICT et BV: Tous les États membres à l'exception de la Finlande: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>DK, I: Résidence obligatoire</p> <p>A: Néant sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés Aucune représentation devant les autorités compétentes</p> <p>FIN Néant</p> <p>CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>DK,I: Résidence obligatoire</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services d'audit ³³ (CPC 86211 et 86212 sauf services comptables)	<p>A: dans le cas des CSS-EJP Examen devant l'association professionnelle autrichienne. L'employeur doit être membre de l'association professionnelle correspondante dans le pays d'origine s'il en existe.</p> <p>D: dans le cas des CSS-EJP Non consolidé pour les activités réservées par la loi aux "Wirtschaftsprüfer"</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p> <p>1) Tous les États membres sauf A et S: non consolidé</p> <p>A: Néant</p> <p>S: Seuls les auditeurs agréés en Suède peuvent fournir des services d'audit juridique dans certaines sociétés, et notamment dans toutes les sociétés anonymes. Seules ces personnes peuvent constituer des associations ou posséder des participations dans des sociétés qui pratiquent (à des fins officielles) des vérifications qualifiées des comptes. Leur agrément est subordonné au passage d'un examen suédois, à une expérience et à l'obligation de résidence.</p>	<p>1) Tous les États membres sauf A et S: Non consolidé</p> <p>A: Aucune représentation devant les autorités compétentes aucun audit prescrit par telle ou telle loi autrichienne (par exemple la législation des sociétés anonymes, la législation boursière, la législation bancaire, etc.)</p> <p>S: Résidence et examen suédois obligatoires³⁴</p>	

³³Note explicative qui concerne tous les États membres sauf A, FIN et S: Comme une présence commerciale est obligatoire pour procéder à des audits, la fourniture transfrontières est non consolidée. Seuls les auditeurs légalement établis peuvent être agréés par les organismes professionnels nationaux. Cet agrément est une condition indispensable à l'exercice de l'activité.

³⁴Les examens et l'expérience à l'étranger qui confèrent une compétence équivalente sont reconnus.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	2) Néant	2) Néant	
	<p>3) B: Fourniture interdite aux "SA" et "Sociétés en commandite"</p> <p>D: Fourniture interdite aux "GmbH & CoKG" et "EWIV"</p> <p>F: Les audits statutaires sont autorisés pour toutes les sociétés sauf les SNC, SCS et bureaux secondaires.</p> <p>P: Accès réservé aux associations professionnelles</p> <p>IRL: Accès réservé aux associations de personnes</p> <p>I: L'accès en qualité de "Ragionieri-Periti commerciali" et "Dottori commerciali" est réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>FIN: Au moins l'un des auditeurs de toute société finlandaise à responsabilité limitée doit être citoyen finlandais et résider en Finlande</p> <p>S: Seuls les auditeurs agréés en Suède peuvent fournir des services d'audit juridique dans certaines sociétés, et notamment dans toutes les sociétés anonymes. Seules ces personnes peuvent constituer des associations ou posséder des participations dans des sociétés qui pratiquent (à des fins officielles) des vérifications qualifiées des comptes. Leur agrément est subordonné au passage d'un examen suédois, à une expérience et à l'obligation de résidence.</p>	<p>3) DK: Les auditeurs étrangers peuvent former des associations avec des comptables agréés par l'État danois, avec l'autorisation préalable de l'Agence danoise du commerce et des sociétés.</p> <p>S: Résidence et examen suédois obligatoires³⁵</p>	

³⁵ Les examens et l'expérience à l'étranger qui confèrent une compétence équivalente sont reconnus.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	A: La participation des auditeurs étrangers (qui doivent être agréés conformément à la législation de leur pays d'origine) au capital social d'une personne morale autrichienne, comme leur part de ses résultats d'exploitation, ne peuvent dépasser 25 pour cent; cela s'applique uniquement aux personnes qui ne sont pas membres de l'association professionnelle autrichienne.		
	<p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Abstraction faite des engagements horizontaux, des auditeurs peuvent, à la demande d'un client, se rendre temporairement sur le territoire autrichien pour y fournir un service <u>précis</u>; toutefois, les personnes physiques qui fournissent des services d'audit sont tenues en règle générale d'avoir leur siège professionnel (présence commerciale) en Autriche.</p> <p>DK: Condition de citoyenneté, sauf disposition contraire de l'Agence danoise du commerce et des sociétés</p> <p>E, GR: Condition de nationalité pour les auditeurs statutaires</p>	<p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Néant sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés Aucune représentation devant les autorités compétentes aucun audit prescrit par telle ou telle loi autrichienne (par exemple la législation des sociétés anonymes, la législation boursière, la législation bancaire, etc.)</p> <p>DK: Résidence obligatoire</p> <p>I, P: Résidence obligatoire dans le cas des auditeurs indépendants</p> <p>S: Résidence et examen suédois obligatoires³⁶</p> <p>FIN: Néant</p>	
	E: Sociétés d'audit: les administrateurs, directeurs et associés de sociétés autres que celles visées par la huitième Directive de la CEE sur le droit des sociétés doivent satisfaire à la condition de nationalité.		

³⁶ Les examens et l'expérience à l'étranger qui confèrent une compétence équivalente sont reconnus.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services de tenue de livres (CPC 86220)	<p>I: Nationalité italienne obligatoire pour les "Ragionieri Periti commerciali". Sociétés d'audit: les administrateurs et auditeurs des "società di revisioni" autres que celles visées par la huitième Directive de la CEE sur le droit des sociétés doivent satisfaire à la condition de nationalité.</p> <p>FIN: Au moins l'un des auditeurs de toute société finlandaise à responsabilité limitée doit être citoyen finlandais et résider en Finlande</p> <p>S: Seuls les auditeurs agréés en Suède peuvent fournir des services d'audit juridique dans certaines sociétés, et notamment dans toutes les sociétés anonymes. Seules ces personnes peuvent constituer des associations ou posséder des participations dans des sociétés qui pratiquent (à des fins officielles) des vérifications qualifiées des comptes. Leur agrément est subordonné au passage d'un examen suédois, à une expérience et à l'obligation de résidence.</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) F, FIN, GR, I: Non consolidé.</p> <p>2) FIN: Non consolidé</p> <p>3) F: Accès limité aux SEL (sociétés anonymes, à responsabilité limitée ou en commandite par actions) et SCP</p> <p>I: Accès réservé aux personnes physiques L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p>	<p>CSS: Non consolidé</p> <p>1) F, FIN, GR, I: Non consolidé</p> <p>A: Aucune représentation devant les autorités compétentes</p> <p>2) FIN: Non consolidé</p> <p>3) FIN: Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>FIN: Non consolidé</p> <p>A: La participation des comptables étrangers (qui doivent être agréés conformément à la législation de leur pays d'origine) au capital social d'une personne morale autrichienne, comme leur part de ses résultats d'exploitation, ne peuvent dépasser 25 pour cent; cela s'applique uniquement aux personnes qui ne sont pas membres de l'association professionnelle autrichienne.</p> <p>4) ICT, BV et CSS-EJP: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>F: Condition de nationalité. Cependant, les professionnels extérieurs aux CE peuvent être autorisés à fournir ces services par décision du Ministère de l'économie, des finances et du budget, prise avec l'accord du Ministère des affaires étrangères. L'obligation de résidence ne peut dépasser cinq ans.</p> <p>I: Condition de nationalité dans le cas des "Ragionieri Periti commerciali" A: Abstraction faite des engagements horizontaux, des comptables peuvent, à la demande d'un client, se rendre temporairement sur le territoire autrichien pour y fournir un service <u>précis</u>; toutefois, les personnes physiques qui fournissent des services de tenue de livres sont tenues en règle générale d'avoir leur siège professionnel (présence commerciale) en Autriche.</p> <p>FIN: Non consolidé</p>	<p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Néant sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés Aucune représentation devant les autorités compétentes</p> <p>FIN: Non consolidé</p> <p>I: Condition de nationalité pour les "Ragionieri-Periti commerciali"</p> <p>P: Résidence obligatoire</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	Non consolidé sauf pour A où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:	CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:	
c) Services de conseil fiscal (CPC 863. Tous les États membres sauf FIN et S: sauf la représentation devant les tribunaux)	<p>A: Diplôme universitaire, qualifications professionnelles et trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur dans le cas des CSS-EJP Examen devant l'association professionnelle autrichienne. L'employeur doit être membre de l'association professionnelle correspondante dans le pays d'origine s'il en existe.</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p> <p>1) F: Non consolidé pour ce qui concerne la rédaction de documents juridiques</p> <p>2) Néant</p> <p>3) I: Accès réservé aux personnes physiques L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>F: Accès réservé aux SEL (sociétés anonymes, à responsabilité limitée ou en commandite par actions) et SCP</p> <p>A: La participation des conseillers fiscaux (qui doivent être agréés conformément à la législation de leur pays d'origine) au capital social d'une personne morale autrichienne, comme leur part de ses résultats d'exploitation, ne peuvent dépasser 25 pour cent; cela s'applique uniquement aux personnes qui ne sont pas membres de l'association professionnelle autrichienne.</p>	<p>I: Condition de nationalité pour les " Regionieri-Periti commerciali "</p> <p>P: Résidence obligatoire</p> <p>CSS-IP Non consolidé</p> <p>1) F: Non consolidé pour ce qui concerne la rédaction de documents juridiques</p> <p>A: Aucune représentation devant les autorités compétentes</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:	4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:	
	<p>F: La fourniture de conseils juridiques et la rédaction de documents juridiques en tant qu'activité principale pour le public en général sont réservées aux membres des professions juridiques et judiciaires réglementées.³⁷ Ces activités peuvent également être exercées secondairement à l'activité principale par des membres d'autres professions réglementées ou par des personnes qualifiées.</p> <p>I: Condition de nationalité dans le cas des "Ragionieri Periti commerciali"</p> <p>A: Abstraction faite des engagements horizontaux, des conseillers fiscaux peuvent, à la demande d'un client, se rendre temporairement sur le territoire autrichien pour y fournir un service <u>précis</u>; toutefois, les personnes physiques qui fournissent des services de conseil fiscal sont tenues en règle générale d'avoir leur siège professionnel (présence commerciale) en Autriche.</p> <p>CSS-EJP Non consolidé, sauf pour A, B, D, L, NL, UK, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" mais sans application d'un plafond chiffré et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p>	<p>A: Néant sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés Aucune représentation devant les autorités compétentes</p> <p>I, P: Résidence obligatoire</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS-EJP: Non consolidé, sauf pour A, B, D, L, NL, UK, S, où: Non non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p>	

³⁷ L'accès à ces professions est régi par la Loi française n 90-1259 du 31 décembre 1990 qui ouvre l'accès à tout l'éventail des activités juridiques et judiciaires.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>A, B, NL, UK, S: Diplôme universitaire, qualifications professionnelles et trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur</p> <p>A: Examen devant l'association professionnelle autrichienne. L'employeur doit être membre de l'association professionnelle correspondante dans le pays d'origine s'il en existe.</p>		
d) Services d'architecture (CPC 8671)	<p>D: Non consolidé, sauf pour les services consultatifs concernant les régimes étrangers de droit fiscal pour lesquels un diplôme universitaire, des qualifications professionnelles et trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur sont requis</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p> <p>1) B, GR, I, P: Non consolidé</p>	<p>1) B, GR, I, P: Non consolidé</p> <p>D: Application des règles nationales concernant les honoraires et émoluments au titre de tous les services fournis depuis l'étranger.</p> <p>A: Aucune pour ce qui concerne le simple établissement de plans; la présentation des plans à l'agrément des autorités compétentes nécessite la coopération d'un fournisseur établi de services d'architecture.</p>	
	<p>2) Néant</p> <p>3) E: Accès réservé aux personnes physiques.</p> <p>F: Accès réservé aux SEL (sociétés anonymes, à responsabilité limitée ou en commandite par actions) et SCP</p> <p>I, P: Accès réservé aux personnes physiques. Les associations professionnelles de personnes physiques sont autorisées (sauf sous la forme de sociétés).</p>	<p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>4) ICT, BV et CSS: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>GR, P: Condition de nationalité.</p>	<p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Néant sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés</p>	
	<p>F: Condition de nationalité sauf dérogation par autorisation ministérielle A: présence commerciale obligatoire</p> <p>pour les CSS uniquement: non consolidé sauf pour ce qui concerne le simple établissement de plans</p> <p>FIN: dans le cas des CSS, la personne physique doit faire la preuve qu'elle possède des connaissances spéciales adaptées au service fourni</p> <p>iii) Non consolidé, sauf pour DK, E, L, NL, UK, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>DK, NL, UK, S: Diplôme universitaire, qualifications professionnelles et trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur</p> <p>E: Titre universitaire et qualifications professionnelles reconnus par les autorités nationales et licence délivrée par l'association professionnelle Non consolidé pour CPC 86713, 86714, 86719.</p>	<p>B, D, E: L'utilisation du titre professionnel par des professionnels qualifiés de pays tiers n'est possible que dans le cadre d'accords de reconnaissance mutuelle ou, en B, avec une autorisation spéciale donnée par décret royal.</p> <p>I: Résidence obligatoire</p> <p>GR: Résidence obligatoire dans le cas des ICT</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>I: Résidence obligatoire</p> <p>A: Non consolidé sauf pour ce qui concerne le simple établissement de plans</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
e) Services d'ingénierie (CPC 8672)	<p>1) GR, I, P: Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) E: Accès réservé aux personnes physiques. I, P: Accès réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>4) ICT, BV et CSS: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: GR: Condition de nationalité A: présence commerciale obligatoire Pour les CSS uniquement: non consolidé sauf pour ce qui concerne le simple établissement de plans FIN: dans le cas des CSS, la personne physique doit faire la preuve qu'elle possède des connaissances spéciales adaptées au service fourni</p>	<p>1) GR, I, P: Non consolidé A: Aucune pour ce qui concerne le simple établissement de plans; la présentation des plans à l'agrément des autorités compétentes nécessite la coopération d'un fournisseur établi de services d'architecture.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A: Non consolidé sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés I, P: Prescriptions de résidence GR: Résidence obligatoire dans le cas des ICT FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>iii) Non consolidé, sauf pour B, DK, E, NL, UK, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:</p> <p>— B, DK, NL, UK, S: Diplôme universitaire, qualifications professionnelles et trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur</p> <p>UK: L'examen des besoins économiques doit être concluant.</p> <p>E: Titre universitaire et qualifications professionnelles reconnus par les autorités nationales et licence délivrée par l'association professionnelle</p>	<p>CSS Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>I,P: Prescriptions de résidence</p> <p>A: non consolidé sauf pour ce qui concerne le simple établissement de plans</p>	
f) Services intégrés d'ingénierie (CPC 8673)	<p>1) GR, I, P: Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) E: Accès réservé aux personnes physiques. I, P: Accès réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p>	<p>1) GR, I, P: Non consolidé</p> <p>A: Aucune pour ce qui concerne le simple établissement de plans; la présentation des plans à l'agrément des autorités compétentes nécessite la coopération d'un fournisseur établi de services d'architecture.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>4) ICT, BV et CSS: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>GR: Condition de nationalité A: présence commerciale obligatoire Pour les CSS uniquement: non consolidé sauf pour ce qui concerne le simple établissement de plans</p> <p>FIN: dans le cas des CSS, la personne physique doit faire la preuve qu'elle possède des connaissances spéciales adaptées au service fourni</p> <p>iii) Non consolidé, sauf pour B, DK, E, NL, UK, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: B, DK, NL, UK, S: Diplôme universitaire, qualifications professionnelles et trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur</p> <p>UK: L'examen des besoins économiques doit être concluant.</p> <p>E: Titre universitaire et qualifications professionnelles reconnus par les autorités nationales et licence délivrée par l'association professionnelle</p>	<p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Néant sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés</p> <p>I, P: Prescriptions de résidence</p> <p>GR: Résidence obligatoire dans le cas des ICT</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>I,P: Prescriptions de résidence</p> <p>A: Non consolidé sauf pour ce qui concerne le simple établissement de plans</p>	
g) Services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère (CPC 8674)	<p>1) B, GR, I, P: Non consolidé</p> <p>2) Néant</p>	<p>1) B, GR, I, P: Non consolidé</p> <p>A: Aucune pour ce qui concerne le simple établissement de plans; la présentation des plans à l'agrément des autorités compétentes nécessite la coopération d'un fournisseur établi de services d'architecture.</p> <p>D: Application des règles nationales concernant les honoraires et émoluments au titre de tous les services fournis depuis l'étranger.</p> <p>2) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) I, P: Accès réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>4) ICT, BV et CSS: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>GR, P: Condition de nationalité A: présence commerciale obligatoire Pour les CSS uniquement: non consolidé sauf pour ce qui concerne le simple établissement de plans</p> <p>FIN: dans le cas des CSS, la personne physique doit faire la preuve qu'elle possède des connaissances spéciales adaptées au service fourni</p>	<p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>B, D: L'utilisation du titre professionnel par des professionnels qualifiés de pays tiers n'est possible que dans le cadre d'accords de reconnaissance mutuelle ou, en B, avec une autorisation spéciale donnée par décret royal.</p> <p>A: Non consolidé sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés I: Résidence obligatoire</p> <p>GR: Résidence obligatoire dans le cas des ICT</p> <p>FIN: Néant</p>	
	<p>iii) Non consolidé, sauf pour DK, E, L, NL, UK, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>DK, NL, UK, S: Diplôme universitaire, qualifications professionnelles et trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur</p>	<p>CSS Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>I: Résidence obligatoire</p> <p>A: non consolidé sauf pour ce qui concerne le simple établissement de plans</p>	
	<p>E: Titre universitaire et qualifications professionnelles reconnus par les autorités nationales et licence délivrée par l'association professionnelle</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
h) Services médicaux et dentaires et services des accoucheuses (CPC 9312, 93191 ³⁸)	<p>1) Non consolidé pour tous les États membres sauf S: Néant</p> <p>2) FIN: Non consolidé</p> <p>3) FIN: Non consolidé</p> <p>A: Non consolidé pour les services médicaux et dentaires sauf les services de psychologues et psychothérapeutes; pour ce qui concerne les accoucheuses: accès réservé aux personnes physiques</p>	<p>1) Non consolidé pour tous les États membres sauf S: Néant</p> <p>2) FIN: Non consolidé</p> <p>3) A: Non consolidé pour les services médicaux et dentaires sauf les services de psychologues et psychothérapeutes; FIN: Non consolidé</p>	
	<p>D: Accès réservé aux personnes physiques Condition d'examen des besoins économiques dans le cas des docteurs en médecine et dentistes autorisés à traiter des adhérents aux régimes publics d'assurance. Le critère retenu est la pénurie de médecins ou de dentistes dans la région. E,D:</p> <p>Accès réservé aux personnes physiques</p> <p>I, P: Accès réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>IRL: Accès réservé aux associations de personnes et personnes physiques</p>	<p>S: Les examens étrangers conférant des compétences équivalentes sont reconnus après une formation complémentaire obligatoire</p>	

³⁸ Les services en question ne constituent qu'une partie des activités couvertes par le numéro indiqué de la CPC.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>D: Examen des besoins économiques L'examen des besoins économiques, lorsqu'il est pratiqué, fixe une limite au nombre de fournisseurs de services (docteurs en médecine et dentistes) autorisés à traiter les personnes affiliées aux régimes publics d'assurance Critères principaux: demande locale et population</p> <p>S: Examen des besoins afin de décider du nombre de cabinets privés à subventionner par la sécurité sociale des fonds publics</p> <p>UK: L'établissement des médecins dans le cadre du Service national de la santé est subordonné au plan de recrutement du personnel médical.</p> <p>F: Accès réservé aux SEL (sociétés anonymes, à responsabilité limitée ou en commandite par actions) et SCP</p>		
	<p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Non consolidé pour les services médicaux et dentaires sauf les services de psychologues et psychothérapeutes; pour les services des accoucheuses, aux fins desquels les personnes physiques peuvent implanter un cabinet en Autriche à condition qu'elles aient pratiqué au préalable la profession en question au moins trois ans.</p> <p>DK: L'autorisation limitée d'exercer une certaine fonction peut être accordée pour 18 mois au maximum.</p> <p>FIN: Non consolidé</p>	<p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Non consolidé pour les services médicaux et dentaires sauf les services de psychologues et psychothérapeutes;</p> <p>DK: Résidence obligatoire pour l'obtention de l'autorisation individuelle nécessaire, délivrée par la Direction nationale de la santé</p> <p>FIN: Non consolidé</p> <p>I: Résidence obligatoire</p> <p>S: Les examens étrangers conférant des compétences équivalentes sont reconnus après une formation complémentaire obligatoire</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>GR, P: Condition de nationalité.</p> <p>F: Condition de nationalité. Cependant, l'accès au marché est possible dans le cadre de contingents annuels.</p> <p>D: Condition de nationalité imposée aux médecins et dentistes; dérogation possible à titre exceptionnel dans l'intérêt de la santé publique. Contingent zéro pour les accoucheuses.</p> <p>CSS:Non consolidé</p>	<p>CSS:Non consolidé</p>	
i) Services vétérinaires (CPC 932)	<p>1) Non consolidé pour tous les Membres sauf UK, L, FIN et S: Néant Non consolidé</p> <p>L, FIN et S: Néant</p> <p>UK: non consolidé sauf pour les services vétérinaires techniques et de laboratoire fournis aux chirurgiens vétérinaires, conseils à caractère général, orientations et informations, etc.: soins nutritionnels, thérapie comportementale et soins pour animaux domestiques</p> <p>2) Néant</p>	<p>1) Non consolidé pour tous les Membres sauf UK, L, FIN et S: Néant Non consolidé</p> <p>L, FIN et S: Néant</p> <p>UK: non consolidé sauf pour les services vétérinaires techniques et de laboratoire fournis aux chirurgiens vétérinaires, conseils à caractère général, orientations et informations, etc.: soins nutritionnels, thérapie comportementale et soins pour animaux domestiques</p> <p>2) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) A: Non consolidé</p> <p>D, DK, E, P: Accès réservé aux personnes physiques</p> <p>I: Accès réservé aux personnes physiques L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>IRL, UK: Accès réservé aux associations de personnes et personnes physiques</p> <p>F: Accès réservé aux SEL (sociétés anonymes, à responsabilité limitée ou en commandite par actions) et SCP</p> <p>S: Examen des besoins afin de décider du nombre de cabinets privés à subventionner par la sécurité sociale</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Non consolidé</p> <p>D, F, GR, P: Condition de nationalité.</p>	<p>3) A: Non consolidé</p> <p>S: Les examens étrangers conférant des compétences équivalentes sont reconnus après une formation complémentaire obligatoire et le passage d'examens.</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Non consolidé</p> <p>I: Résidence obligatoire</p>	
		<p>S: Les examens étrangers conférant des compétences équivalentes sont reconnus après une formation complémentaire obligatoire et le passage d'examens.</p> <p>FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	CSS Non consolidé	CSS Non consolidé	
j) Services des infirmières, des physiothérapeutes et du personnel paramédical (Tous les États membres sauf A et FIN: CPC 93191 ³⁹) A: les activités suivantes de CPC 9319 sont visées: personnel infirmier, physiothérapeutes, ergothérapeutes, logothérapeutes, diététiciens et nutritionnistes. FIN: services du personnel infirmier seulement – partie de CPC 93191)	1) Non consolidé pour tous les Membres sauf FIN et S: Néant 2) Néant 3) E, P: Personnel infirmier - accès réservé aux personnes physiques. I: Personnel infirmier - accès réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés). F: Accès réservé aux SEL (sociétés anonymes, à responsabilité limitée ou en commandite par actions) et SCP A: Accès réservé aux personnes physiques S: Examen des besoins afin de décider du nombre de cabinets privés à subventionner par la sécurité sociale des fonds publics	1) Non consolidé pour tous les Membres sauf FIN et S: Néant 2) Néant 3) S: Les examens étrangers conférant des compétences équivalentes sont reconnus après une formation complémentaire obligatoire	
	4) ICT et BV : Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: DK: L'autorisation limitée d'exercer une certaine fonction peut être accordée pour 18 mois au maximum. GR , P: Condition de nationalité. I: Condition d'examen des besoins économiques: la décision dépend des vacances et pénuries régionales.	4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A: Néant sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés DK: Résidence obligatoire pour l'obtention de l'autorisation individuelle nécessaire, délivrée par la Direction nationale de la santé S: Les examens étrangers conférant des compétences équivalentes sont reconnus après une formation complémentaire obligatoire	

³⁹ Les services en question ne constituent qu'une partie des activités couvertes par le numéro indiqué de la CPC.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services des pharmaciens (fourniture et vente au détail d'articles pharmaceutiques – partie de CPC 63211 – à la population (pharmaciens))	<p>A: pour les services des accoucheuses, aux fins desquels les personnes physiques peuvent implanter un cabinet en Autriche à condition qu'elles aient pratiqué au préalable la profession en question au moins trois ans.</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) A, FIN, S: Non consolidé</p> <p>3)⁴⁰A, FIN, S: Non consolidé</p> <p>D, DK, E, GR, L, NL, P: Accès réservé aux personnes physiques</p>	<p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) A, FIN, S: Non consolidé</p> <p>3) A, FIN, S: Non consolidé</p>	

⁴⁰ Lorsque l'ouverture de pharmacies est subordonnée à l'examen des besoins économiques, les principaux critères pris en considération sont la population, le nombre des pharmacies existantes et leur densité géographique.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>I: Accès réservé aux personnes physiques L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>B, DK, E, F, GR, I, L, P: La fourniture d'articles pharmaceutiques à la population en général est un monopole des pharmaciens.</p> <p>B, D, DK, E, F, I, IRL, P: Examen des besoins économiques. Cet examen, lorsqu'il est pratiqué, fixe une limite au nombre de fournisseurs de services. Critères principaux: densité de population et répartition géographique des pharmacies existantes</p> <p>F: Les pharmacies sont autorisées en fonction des besoins de la population et dans le cadre de contingents. Accès réservé aux SEL (sociétés anonymes, à responsabilité limitée ou en commandite par actions), SNC et SARL.</p>		
	<p>E, I: L'ouverture de nouvelles pharmacies est subordonnée à l'examen des besoins économiques.</p> <p>D: L'ouverture de pharmacies fait l'objet de restrictions et n'est possible que par la reprise d'une pharmacie existante.</p>		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
k) Autres Services connexes de consultations scientifiques et techniques⁴¹ (CPC 8675)	4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A, FIN, S: Non consolidé F: Condition de nationalité. Cependant, l'accès au marché peut être ouvert à des ressortissants de pays tiers dans le cadre de contingents à condition que le fournisseur D, DK, GR: Condition de nationalité. CSS Non consolidé 1) Tous les États membres sauf A, FIN et S: non consolidé pour les services de prospection 2) Néant	4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A, FIN, S: Non consolidé I, D, DK, P: Résidence obligatoire CSS Non consolidé 1) Tous les États membres sauf A, FIN et S: non consolidé pour les services de prospection D: Application des règles nationales concernant les honoraires et émoluments au titre de tous les services de levés fournis depuis l'étranger	
	3) F: "Levés": Accès réservé aux seules SEL (anonymes, à responsabilité limitée ou en commandite par actions), SCP, SA et SARL	2) Néant 3) F: Les "services de prospection" sont soumis à autorisation.	
	I: Certaines activités de prospection liées à l'industrie extractive (minéraux, pétrole, gaz, etc.) peuvent faire l'objet de droits exclusifs. E: L'accès aux professions de géomètre et géologue est réservé aux personnes physiques.		

⁴¹ ~~Tous les États membres sauf A, FIN et S: sont exclus de ces services les services connexes de consultations scientifiques et techniques relatifs à l'exploitation des mines, etc.~~

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>B. <u>Services informatiques et services connexes</u></p> <p>(CPC 84 à l'exclusion de CPC 8499 dans le cas de A)</p> <p>Les CE souscrivent à la "Position convenue sur le champ des services informatiques – (CPC 84)" jointe en annexe.</p>	<p>P: Accès réservé aux personnes physiques</p> <p>I: L'accès aux professions de géomètre et géologue est réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>4) i) et ii): Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p> <p>D: Condition de nationalité pour les géomètres recrutés dans l'administration</p> <p>F: "Levés" Les opérations liées à la détermination des droits de propriété ou au droit foncier sont réservées aux "experts géomètres" des CE.</p> <p>iii) Non consolidé</p>	<p>4) i) et ii): Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:</p> <p>I, P: Résidence obligatoire</p> <p>FIN: Néant</p> <p>iii) Non consolidé</p>	
<p>a) Services de consultations en matière d'installation des matériels informatiques (CPC 841)</p>	<p>1),2), 3)Néant</p> <p>4) ICT, BV et CSS: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1),2), 3)Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services de réalisation de logiciels (CPC 842)	<p>iii) Non consolidé, sauf pour B, DK, GR, I, L, NL, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:</p> <p>I, NL: Non consolidé, sauf pour les ordinateurs, analystes fonctionnels, programmeurs, documentalistes de logiciels et techniciens de maintenance pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de trois ans dans le secteur sont requis</p> <p>B, DK, I, NL, S: Non consolidé, sauf pour les ordinateurs, analystes fonctionnels, programmeurs, documentalistes de logiciels et techniciens de maintenance pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de trois ans dans le secteur sont requis</p> <p>I: L'examen des besoins économiques doit être concluant</p> <p>GR: Non consolidé, sauf pour les ordinateurs, analystes fonctionnels, programmeurs, documentalistes de logiciels pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de cinq ans dans le secteur sont requis</p> <p>1),2), 3) Néant</p> <p>4) i) et ii): Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>CSS Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>1),2), 3)Néant</p> <p>4) i) et ii): Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>iii) Non consolidé, sauf pour B, DK, GR, I, L, NL, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:</p> <p>I, NL: Non consolidé, sauf pour les ordinateurs, analystes fonctionnels, programmeurs, documentalistes de logiciels et techniciens de maintenance pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de trois ans dans le secteur sont requis</p> <p>B, DK, I, NL, S: Non consolidé, sauf pour les ordinateurs, analystes fonctionnels, programmeurs, documentalistes de logiciels et techniciens de maintenance pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de trois ans dans le secteur sont requis</p>	<p>iii) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
e) Services de traitement de données (CPC 843)	<p>I: L'examen des besoins économiques doit être concluant</p> <p>GR: Non consolidé, sauf pour les ordinateurs, analystes fonctionnels, programmeurs, documentalistes de logiciels pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de cinq ans dans le secteur sont requis</p> <p>1) 2) 3) Néant</p> <p>4) i) et ii): Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) 2), 3) Néant</p> <p>4) i) et ii): Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>iii) Non consolidé, sauf pour B, DK, GR, I, L, NL, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:</p> <p>I, NL: Non consolidé, sauf pour les ordinateurs, analystes fonctionnels, programmeurs, documentalistes de logiciels et techniciens de maintenance pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de trois ans dans le secteur sont requis</p> <p>B, DK, I, NL, S: Non consolidé, sauf pour les ordinateurs, analystes fonctionnels, programmeurs, documentalistes de logiciels et techniciens de maintenance pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de trois ans dans le secteur sont requis</p> <p>I: L'examen des besoins économiques doit être concluant</p>	<p>iii) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
	<p>GR: Non consolidé, sauf pour les ordinateurs, analystes fonctionnels, programmeurs, documentalistes de logiciels pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de cinq ans dans le secteur sont requis</p>		
d) Services de bases de données (CPC 844)	<p>1)2) 3) Néant</p> <p>4) i) et ii): Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1)2) 3) Néant</p> <p>4) i) et ii): Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>iii) Non consolidé, sauf pour B, DK, GR, I, L, NL, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:</p> <p>I, NL: Non consolidé, sauf pour les ordinateurs, analystes fonctionnels, programmeurs, documentalistes de logiciels et techniciens de maintenance pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de trois ans dans le secteur sont requis</p> <p>B, DK, I, NL, S: Non consolidé, sauf pour les ordinateurs, analystes fonctionnels, programmeurs, documentalistes de logiciels et techniciens de maintenance pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de trois ans dans le secteur sont requis</p> <p>I: L'examen des besoins économiques doit être concluant</p>	<p>iii) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
<p>Entretien et réparation (CPC 845)</p>	<p>GR: Non consolidé, sauf pour les ordinateurs, analystes fonctionnels, programmeurs, documentalistes de logiciels pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de cinq ans dans le secteur sont requis</p> <p>1) 2) 3) Néant</p> <p>4) i) et ii): Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p> <p>iii) Non consolidé</p>	<p>1) 2) 3) Néant</p> <p>4) i) et ii): Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p> <p>ii) Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>e) Autres services informatiques (tous les États membres sauf A: CPC 849. A: (CPC 8491)</p> <p>C. <u>Services de recherche/développement</u></p> <p>a) Services de R&D en sciences naturelles (CPC 851)</p>	<p>1) 2), 3) Néant</p> <p>4) i) et ii): Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>iii) Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf pour A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS-EJP Non consolidé sauf pour F où: en ce qui concerne l'admission temporaire des chercheurs, comme indiqué sous "Engagements horizontaux" mais sans application d'un plafond chiffré et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p>	<p>1) 2) 3) Néant</p> <p>4) i) et ii): Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p> <p>iii) Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf pour A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS-EJP Non consolidé sauf pour F où: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p>	
	<ul style="list-style-type: none"> - Les chercheurs doivent être en possession d'un contrat de travail signé avec un organisme de recherche - Le permis de travail est accordé pour une période ne dépassant pas neuf mois et est renouvelable pour la durée du contrat 		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services de R&D en sciences sociales et sciences humaines (CPC 852)	<ul style="list-style-type: none"> - L'examen des besoins économiques doit être concluant Critère principal: évaluation de la situation du marché de l'emploi pour l'activité professionnelle concernée dans la zone géographique où le service sera fourni. - L'organisme de recherche doit acquitter une taxe auprès de l'Office des migrations internationales <p>CSS-IP: Non consolidé</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) I: L'accès à la profession de psychologue est réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>P: L'accès à la profession de psychologue est réservé aux personnes physiques.</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p>	
		<p>I, P: Résidence obligatoire dans le cas des psychologues</p> <p>FIN: Néant</p>	
	<p>CSS-EJP Non consolidé sauf pour F et L où: en ce qui concerne l'admission temporaire des chercheurs, comme indiqué sous "Engagements horizontaux" mais sans application d'un plafond chiffré et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p>	<p>CSS-EJP Non consolidé sauf pour F et L où: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - Les chercheurs doivent être en possession d'un contrat de travail signé avec un organisme de recherche - Le permis de travail est accordé pour une période ne dépassant pas neuf mois et est renouvelable pour la durée du contrat - L'examen des besoins économiques doit être concluant Critère principal: évaluation de la situation du marché de l'emploi pour l'activité professionnelle concernée dans la zone géographique où le service sera fourni. - L'organisme de recherche doit acquitter une taxe auprès de l'Office des migrations internationales <p>CSS-IP: Non consolidé</p>		
c) Services de R&D interdisciplinaires (CPC 853)	<p>1) 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf pour A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS-EJP Non consolidé sauf pour F où: en ce qui concerne l'admission temporaire des chercheurs, comme indiqué sous "Engagements horizontaux" mais sans application d'un plafond chiffré et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p>	<p>1) 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf pour A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS-EJP Non consolidé sauf pour F où: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - Les chercheurs doivent être en possession d'un contrat de travail signé avec un organisme de recherche - Le permis de travail est accordé pour une période ne dépassant pas neuf mois et est renouvelable pour la durée du contrat - L'examen des besoins économiques doit être concluant Critère principal: évaluation de la situation du marché de l'emploi pour l'activité professionnelle concernée dans la zone géographique où le service sera fourni. - L'organisme de recherche doit acquitter une taxe auprès de l'Office des migrations internationales <p>CSS-IP: Non consolidé</p>		
D. <u>Services immobiliers</u> ⁴² a) Se rapportant à des biens propres ou loués (tous les États membres sauf S: CPC 821. S: CPC 82101, 82102)	<p>1) IRL: Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) E: Accès réservé aux personnes physiques, associations de personnes ou "sociedades en comandita"</p> <p>FIN: Le Président et les membres du conseil d'administration, comme l'administrateur-gérant, doivent être citoyens finlandais</p>	<p>1) IRL: non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	

⁴² Les services en question sont ceux des agents immobiliers et cet engagement ne concerne en rien les droits ou restrictions à l'achat de biens immobiliers par des personnes physiques ou morales. S: sauf acquisition et location de terrains et d'immeubles

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) A forfait ou sous contrat (par exemple évaluation des propriétés, gestion de propriétés immobilières, etc.) (tous les États membres sauf S: CPC 822. S: CPC 82201, 82202)	<p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>E, GR: Condition de nationalité.</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) IRL: Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) E: Accès réservé aux personnes physiques.</p> <p>FIN: Le Président et les membres du conseil d'administration, comme l'administrateur gérant, doivent être citoyens finlandais</p>	<p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>F, I, P: Résidence obligatoire</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) IRL: Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) DK: L'autorisation délivrée aux agents immobiliers peut limiter l'étendue de leurs activités.</p>	
	<p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>DK: Agents immobiliers agréés: citoyenneté obligatoire sauf dérogation accordée par l'Agence danoise du commerce et des sociétés Agents immobiliers non agréés: citoyenneté obligatoire sauf dérogation accordée par l'Agence danoise du commerce et des sociétés</p> <p>GR: Condition de nationalité.</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p>	<p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>DK: Agents immobiliers agréés ou non: Résidence obligatoire sauf dérogation accordée par l'Agence danoise du commerce et des sociétés</p> <p>F, I, P: Résidence obligatoire</p> <p>FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
E. <u>Services de crédit-bail ou de location sans opérateurs</u> ⁴³ a) De bateaux (CPC 83103)	CSS Non consolidé 1) F: L'affrètement des navires est dans tous les cas subordonné à notification préalable. D: Non consolidé 2) F: L'affrètement des navires est dans tous les cas subordonné à notification préalable. D: Non consolidé 3) F: L'affrètement des navires est dans tous les cas subordonné à notification préalable. S: L'exploitation sous pavillon suédois est subordonnée à la présentation de la preuve d'une prédominance suédoise lorsque des étrangers détiennent des droits de propriété sur les navires. 4) ICT et BV : Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	CSS Non consolidé 1) D: Non consolidé 2) D: Non consolidé 3) Néant 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant	
	CSS Non consolidé	CSS Non consolidé	
b) D'aéronefs (CPC 83104)	1) Néant 2) Tous les États membres sauf FIN et S: Les aéronefs utilisés par les transporteurs aériens de la Communauté doivent être immatriculés dans État membre qui a habilité le transporteur ou ailleurs dans la Communauté. Des dérogations peuvent être accordées dans le cas des contrats de louage à court terme ou dans des circonstances exceptionnelles.	1) Néant 2) Néant	

⁴³ S: à l'exception de l'usage de véhicules loués et de véhicules commerciaux pour le transport par terre ou par air

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) D'autres matériels de transport (CPC 83101, 83102, 83105)	<p>3) Tous les États membres: Pour être immatriculés dans ces États membres, les aéronefs doivent appartenir soit à des personnes physiques qui satisfont à des critères précis de nationalité, soit à des personnes morales qui satisfont à des critères particuliers concernant la propriété du capital et le contrôle de la société (y compris la nationalité des directeurs).</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé</p>	
d) D'autres machines et matériels (CPC 83106, 83107, 83108, 83109)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<u>Services de location simple avec opérateurs</u> Location de navires avec équipage (Tous les États membres sauf FIN: CPC 7213 et 7223. FIN: CPC 7213 uniquement)	CSS Non consolidé 1) F: L'affrètement des navires est dans tous les cas subordonné à notification préalable. A, D, S: Non consolidé 2) F: L'affrètement des navires est dans tous les cas subordonné à notification préalable. A, D, S: Non consolidé 3) F: L'affrètement des navires est dans tous les cas subordonné à notification préalable. A, S: Non consolidé 4) ICT et BV : Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A, S: Non consolidé CSS Non consolidé	CSS Non consolidé 1) A, D, S: Non consolidé 2) A, D, S: Non consolidé 3) A, S: Non consolidé 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A, S: Non consolidé FIN: Néant CSS Non consolidé	
Location de véhicules commerciaux avec chauffeurs (CPC 7124) F. <u>Autres services fournis aux entreprises</u> a) Publicité (CPC 871)	1) A, S: Non consolidé 2) A, S: Non consolidé 3) A, S: Non consolidé 4) ICT et BV : Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A, S: Non consolidé CSS Non consolidé 1) 2) 3) Néant 4) ICT et BV et CSS – EJP : Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) A, S: Non consolidé 2) A, S: Non consolidé 3) A, S: Non consolidé 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A, S: Non consolidé FIN: Néant CSS Non consolidé 1) 2), 3) Néant 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Services d'études de marché et de sondage (CPC 864)	<p>iii) a) Non consolidé, sauf pour B, D, GR, I, L, UK, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:</p> <p>— B, D, I, UK, S: Qualifications requises et trois ans d'expérience professionnelle</p> <p>— I, UK: — L'examen des besoins économiques doit être concluant</p> <p>GR: Qualifications requises et cinq ans d'expérience professionnelle</p> <p>1) 2), 3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>CSS-EJP: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p>	
c) Services de conseil en gestion (CPC 865)	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2), 3) Néant</p> <p>4) ICT, BV et CSS: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>— iii) — Non consolidé, sauf pour B, D, DK, I, L, UK, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après: B, D, DK, I, S, UK: Non consolidé, sauf pour le personnel d'encadrement et les consultants principaux pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de trois ans sont requis</p> <p>— I, UK: L'examen des besoins économiques doit être concluant</p>	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2), 3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Services connexes aux services de consultation en matière de gestion (CPC 866)	<p>1) 2), 3) Néant</p> <p>4) ICT, BV et CSS: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>iii) Non consolidé, sauf pour B, D, DK, I, L, UK, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:</p> <p>— B, D, DK, I, S, UK: Non consolidé, sauf pour le personnel d'encadrement et les consultants principaux pour lesquels un diplôme universitaire et une expérience professionnelle de trois ans sont requis</p>	<p>1) 2), 3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS-EJ et CSS-IP Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
e) Services d'essais et d'analyses techniques (CPC 8676)	<p>I, UK: L'examen des besoins économiques doit être concluant</p> <p>1) I: Non consolidé pour les professions de biologiste et de chimioanalyste</p> <p>S: Non consolidé</p> <p>2) S: Non consolidé</p> <p>3) E: L'accès à la profession de chimioanalyste est réservé aux personnes physiques</p> <p>I: L'accès aux professions de biologiste et de chimioanalyste est réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>P: L'accès aux professions de biologiste et de chimioanalyste est réservé aux personnes physiques.</p> <p>S: Non consolidé</p>	<p>1) I: Non consolidé pour les professions de biologiste et de chimioanalyste</p> <p>S: Non consolidé</p> <p>2) S: Non consolidé</p> <p>3) S: Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>4) ICT, BV et CSS-EJP: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>S: Non consolidé sauf pour la catégorie des CSS-EJP</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p> <p>iii) Non consolidé, sauf pour D, DK, L, UK, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>D, DK, UK, S: Diplôme universitaire ou qualifications techniques attestant le niveau de connaissances et trois ans d'expérience professionnelle</p> <p>UK: L'examen des besoins économiques doit être concluant</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p>	<p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>S: Non consolidé</p> <p>I, P: Résidence obligatoire pour les biologistes et chimioanalystes</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS-EJP et CSS-IP iii) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
<p>f) Services de conseils et de consultations en matière d'agriculture, de chasse et de sylviculture</p> <p>(FIN: partie de CPC 88 sauf la chasse; S: partie de CPC 881 sauf la chasse)</p>	<p>1) I: Non consolidé pour les activités réservées aux agronomes et "periti agrari"</p> <p>2) Néant</p> <p>3) E: L'accès aux professions d'agronome et d'ingénieur forestier est réservé aux personnes physiques</p> <p>P: L'accès à la profession d'agronome est réservé aux personnes physiques</p> <p>I: L'accès aux professions d'agronome et de "periti agrari" est réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p>	<p>1) I: Non consolidé pour les activités réservées aux agronomes et "periti agrari"</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
g) Services de conseils et de consultations en matière de pêches (FIN: partie de CPC 88. S: partie de CPC 882)	<p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>I: Condition de nationalité pour les "periti agrari"</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2), 3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>I, P: Résidence obligatoire pour les agronomes</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé</p>	
h) Services de conseils et de consultations en matière d'extraction (FIN: partie de CPC 88. S: partie de CPC 883)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) E, P: L'accès à la profession d'ingénieur des mines est réservé aux personnes physiques.</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>P: Résidence obligatoire</p> <p>FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
k) Services de recherche et de placement de cadres ⁴⁴ (CPC 87201)	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) A, D, E, FIN, IRL, P, S: Non consolidé</p> <p>2) A, FIN: Non consolidé</p> <p>3) A, D, FIN, P: Non consolidé</p> <p>E: Monopole État</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A, FIN: Non consolidé</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) A, D, E, FIN, IRL, P, S: Non consolidé</p> <p>2) A, FIN: Non consolidé</p> <p>3) A, D, FIN, P: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A, FIN: Non consolidé</p> <p>CSS Non consolidé</p>	
Services de placement (CPC 87202)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) A, FIN: Non consolidé</p> <p>3) A, FIN, P: Non consolidé</p> <p>D: Réservé aux fournisseurs de services mandatés par l'autorité compétente. Ce mandat sera accordé en fonction de la situation et de l'évolution du marché du travail.</p> <p>B, F, E, I: Monopole État</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A, FIN: Non consolidé</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) A, FIN: Non consolidé</p> <p>3) A, FIN, P: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A, FIN: Non consolidé</p>	

⁴⁴ S: ressortissants et résidents détenteurs de permis de travail, à l'exclusion des inscrits maritimes

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services de fourniture de personnel temporaire de bureau (CPC 87203)	CSS Non consolidé 1) A D, F, FIN, I, IRL, NL, P, S: Non consolidé 2) A, FIN: Non consolidé 3) A, D, FIN, P: Non consolidé I: Monopole État 4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A, FIN: Non consolidé CSS Non consolidé 1) 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A et S: néant	CSS Non consolidé 1) A D, F, FIN, I, IRL, NL, P, S: Non consolidé 2) A, FIN: Non consolidé 3) A, D, FIN, P: Non consolidé 4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A, FIN: Non consolidé CSS Non consolidé 1) 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A et S: néant	
1) Services d'enquêtes (CPC 87301)	4) ICT et BV Non consolidé sauf A et S: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A: Présence commerciale obligatoire	4) ICT et BV Non consolidé sauf A et S: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
	CSS Non consolidé	CSS Non consolidé	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
1) Services de sécurité (tous les États membres sauf A, FIN et S: CPC 87302, 87303, 87304, 87305. A et S: tout l'éventail des activités couvertes par 87302-87309. FIN: parties de CPC 873)	1) B, E, F, I, P: Non consolidé FIN: Obligation d'établissement 2) Néant 3) E: Accès réservé aux sociedades anónimas, sociedades de responsabilidad limitada, sociedades anónimas laborales et sociedades cooperativas. L'accès au marché est subordonné à une autorisation préalable. Pour accorder cette autorisation, le Conseil des ministres tient compte de critères tels que la compétence, l'intégrité professionnelle et l'indépendance, et l'adéquation de la protection assurée pour la sécurité de la population et le maintien de l'ordre public. DK: Non consolidé pour les services de garde des aéroports. Accès réservé aux personnes morales nationales et subordonné à une autorisation préalable. Pour accorder cette autorisation, le Ministère de la justice tient compte de critères tels que la compétence, l'intégrité professionnelle et l'indépendance, l'expérience et la bonne réputation de l'entreprise qui la demande.	1) B, E, F, I, P: Non consolidé 2) Néant 3) DK: Condition de résidence et de nationalité pour la majorité des membres du Conseil d'administration et les directeurs. Non consolidé pour les services de garde des aéroports.	
	FIN: L'autorisation des autorités de comté est obligatoire pour la présence commerciale. Cette autorisation peut n'être accordée qu'aux citoyens finlandais et aux organismes finlandais immatriculés		

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>DK: Non consolidé pour les services de garde des aéroports. Condition de nationalité pour les directeurs</p> <p>F: Condition de nationalité pour les directeurs-gérants et les directeurs</p> <p>B: Condition de nationalité pour le personnel d'encadrement</p> <p>E, P: Condition de nationalité pour le personnel spécialisé</p> <p>I: Condition de nationalité imposée pour l'autorisation nécessaire des services de sécurité et de transport de fonds</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>DK: Non consolidé pour les services de garde des aéroports. Résidence obligatoire pour les directeurs</p> <p>B: Résidence obligatoire pour le personnel d'encadrement</p> <p>I: Résidence obligatoire pour l'autorisation nécessaire des services de sécurité et de transport de fonds</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé</p>	
m) Services connexes de consultations scientifiques et techniques ⁴⁵ (CPC 8675)	<p>1) Tous les États membres sauf A, FIN et S: non consolidé pour les services de prospection</p> <p>2) Néant</p>	<p>1) Tous les États membres sauf A, FIN et S: non consolidé pour les services de prospection</p> <p>D: Application des règles nationales concernant les honoraires et émoluments au titre de tous les services de levés fournis depuis l'étranger</p> <p>2) Néant</p>	

⁴⁵ Tous les États membres sauf A, FIN et S: sont exclus de ces services les services connexes de consultations scientifiques et techniques relatifs à l'exploitation des mines, etc.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) F: "Levés": Accès réservé aux seules SEL (anonymes, à responsabilité limitée ou en commandite par actions), SCP, SA et SARL</p> <p>I: Certaines activités de prospection liées à l'industrie extractive (minéraux, pétrole, gaz, etc.) peuvent faire l'objet de droits exclusifs.</p> <p>E: L'accès aux professions de géomètre et géologue est réservé aux personnes physiques.</p> <p>P: Accès réservé aux personnes physiques</p> <p>I: L'accès aux professions de géomètre et géologue est réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>4) ICT, BV et CSS-EJP: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p> <p>D: Condition de nationalité pour les géomètres recrutés dans l'administration</p> <p>F: "Levés" - Les opérations liées à la détermination des droits de propriété ou au droit foncier sont réservées aux "experts-géomètres" des CE.</p> <p>FIN: dans le cas des CSS uniquement, la personne physique doit faire la preuve qu'elle possède des connaissances spéciales adaptées au service fourni</p>	<p>3) F: Les "services de prospection" sont soumis à autorisation.</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf: FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: I, P: Résidence obligatoire FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	CSS-IP: Non consolidé	CSS-EJP: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: I, P: Résidence obligatoire CSS-IP: Non consolidé	
n) Maintenance et réparation de matériel (à l'exclusion des navires pour la navigation maritime, aéronefs et autres matériels de transport) (Tous les États membres sauf A, FIN et S: CPC 633, 8861, 8866. S: 633+886. A: 633+8861-8866 sauf armes à feu et munitions; FIN: 633, 8861-8866)	1) 2) 3) Néant 4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" iii) — Non consolidé CSS-EJP: Non consolidé sauf lorsque le service est fourni dans le cadre d'un contrat de louage ou d'un contrat après-vente, auxquels cas, comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) 2) 3) Néant 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS-EJP Non consolidé sauf lorsque le service est fourni dans le cadre d'un contrat de location ou d'un contrat après-vente auxquels cas, comme indiqué sous engagements horizontaux	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	CSS-IP: Non consolidé	CSS-IP: Non consolidé	
o) Services de nettoyage de bâtiments (CPC 874)	1) Non consolidé* 2) 3) Néant 4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS Non consolidé	1) Non consolidé* 2) 3) Néant 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS Non consolidé	
p) Services photographiques (CPC 875. Tous les États membres sauf A, FIN et S: sauf détail)	1) Tous les États membres sauf A et S: non consolidé sauf pour la photogrammétrie A, S: Néant 2) 3) Néant 4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS Non consolidé	1) Tous les États membres sauf A et S: non consolidé sauf pour la photogrammétrie: néant A, S: Néant 2) 3) Néant 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS Non consolidé	
q) Services de conditionnement (CPC 876)	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 2) 3) Néant FIN, S: Non consolidé 4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ei après: FIN, S: Non consolidé	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 2) 3) Néant FIN, S: Non consolidé 4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ei après: FIN, S: Non consolidé	

* Un engagement concernant ce mode de fourniture est impraticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
r) Services d'impression et de publication (CPC 88442)	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) Néant</p> <p>3) I: La participation étrangère aux sociétés d'édition est limitée à 49 pour cent du capital ou des droits de vote.</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) S: Résidence obligatoire pour les éditeurs et les propriétaires de sociétés d'édition ou d'imprimerie</p> <p>2) Néant</p> <p>3) S: Résidence obligatoire pour les éditeurs et les propriétaires de sociétés d'édition ou d'imprimerie</p> <p>FIN: Résidence obligatoire pour les responsables de publication</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p>	
s) Services de congrès (FIN: services de publirelations et services d'administration des expositions exclusivement. A: services d'administration des expositions exclusivement)	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) Néant</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>S: Résidence obligatoire pour les éditeurs et les propriétaires de sociétés d'édition ou d'imprimerie</p> <p>FIN: Résidence obligatoire pour les responsables d'imprimeries</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
t) Autres Services de traduction (A, FIN et S: Services de traduction et d'interprétation) (CPC 87905)	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT, BV et CSS: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>DK: Traducteurs et interprètes publics agréés: condition de citoyenneté sauf dérogation accordée par l'Agence danoise du commerce et des sociétés</p>	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2) Néant</p> <p>3) DK: L'autorisation délivrée aux traducteurs et interprètes publics agréés peut limiter l'étendue de leur activité.</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>DK: Traducteurs et interprètes publics agréés: résidence obligatoire sauf dérogation accordée par l'Agence danoise du commerce et des sociétés</p> <p>FIN: Obligation de résidence pour les traducteurs certifiés</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>iii) Non consolidé sauf pour GR, I, IRL, UK, S comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>GR: Qualifications requises et cinq ans d'expérience professionnelle</p> <p>I, IRL, UK, S: Qualifications requises et trois ans d'expérience professionnelle</p> <p>I, UK: L'examen des besoins économiques doit être concluant</p>	<p>CSS Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>DK: Les traducteurs publics agréés doivent avoir leur domicile légal au Danemark.</p>	
Services d'architecture intérieure (CPC 87907)*	<p>1) FIN: Non consolidé</p> <p>2) FIN: Non consolidé</p> <p>3) FIN: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN: Non consolidé</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>1) FIN: Non consolidé</p> <p>D: Application des règles nationales concernant les honoraires et émoluments au titre de tous les services fournis depuis l'étranger.</p> <p>2) FIN: Non consolidé</p> <p>3) FIN: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN: Non consolidé</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p> <p>CSS Non consolidé</p>	
Services d'agences de recouvrement (CPC 87902)	<p>1) 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf pour A: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p>	<p>1) 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf pour A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

* Les services en question ne constituent qu'une partie des activités couvertes par le numéro indiqué de la CPC.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>2. SERVICES DE COMMUNICATION</p> <p><u>Services postaux et services de courrier</u>⁴⁶</p> <p>Services en rapport avec le traitement⁴⁷ des envois postaux⁴⁸ conformément à la liste ci-après de sous-secteurs, même à destination de l'étranger. Les sous-secteurs i), iv) et v) ne sont pas visés lorsqu'ils relèvent de services susceptibles d'être réservés, à savoir: articles de</p>	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) Des régimes de licences peuvent être mis en place en ce qui concerne les sous-secteurs i) à iv) qui sont assujettis à une obligation générale de service universel. Ces licences peuvent être subordonnées à des obligations particulières en matière de service universel et/ou à une contribution financière à un fonds de compensation.</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS: Non consolidé</p>	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS: Non consolidé</p>	

⁴⁶ Alors que les débats au sujet de la classification de ce secteur se poursuivent, l'engagement est inscrit conformément à la proposition de classification que les CE et leurs États membres ont notifiée à l'OMC le 23 mars 2001 (document de l'OMC S/CSS/W/61), sans préjudice des résultats des débats relatifs à la classification des services postaux et des services de courrier. En outre, les CE rappellent qu'elles sont disposées à définir et contracter, après négociation, des engagements additionnels dans ce secteur. Ces engagements devraient être récapitulés dans un document de référence consacré aux services postaux et aux services de courrier.

⁴⁷ Le terme "traitement" devrait englober le dédouanement, le tri, l'acheminement et la distribution.

⁴⁸ L'expression "envois postaux" désigne les envois traités par un opérateur commercial de n'importe quel type, public ou privé.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>correspondance dont le prix est inférieur à cinq fois le tarif public de base, à condition que leur poids soit inférieur à 350 grammes⁴⁹, ainsi que le service de courrier recommandé utilisé dans le cadre de procédures judiciaires ou administratives.</p> <p>(i) Traitement des communications écrites portant une adresse, quel que soit le moyen matériel utilisé⁵⁰, y compris:</p> <ul style="list-style-type: none"> - services de courrier hybrides - courrier direct <p>ii) Traitement des colis et paquets portant une adresse⁵¹</p> <p>iii) Traitement des produits de la presse portant une adresse⁵²</p>			

⁴⁹ "Articles de correspondance": communication écrite sur toute forme de support matériel destinée à être acheminée et livrée à l'adresse indiquée par l'expéditeur sur l'article lui-même ou sur son emballage. Les livres, catalogues, journaux et périodiques ne sont pas considérés comme des articles de correspondance.

⁵⁰ Par exemple lettres, cartes postales.

⁵¹ Y compris les livres et les catalogues.

⁵² Revues, journaux, périodiques.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
iv) Traitement des envois relevant des catégories i) à iii) ci-dessus comme envois recommandés ou avec valeur déclarée			
v) Services de distribution exprès⁵³ pour les envois relevant des catégories i) à iii) ci-dessus vi) Traitement des envois sans adresse vii) Échange de documents⁵⁴ 2.B. Services de courrier — (ex 7512; services exprès seulement)	1) 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf — A: néant 4) i) et ii) Non consolidé sauf pour A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" iii) Non consolidé	1) 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 4) i) et ii) Non consolidé sauf pour A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" iii) Non consolidé	

⁵³ Les services de distribution exprès, outre qu'ils sont plus rapides et plus fiables, peuvent inclure des éléments de valeur ajoutée comme le ramassage au lieu d'origine, la remise en main propre au destinataire, la localisation, la possibilité de changer de destination et de destinataire pendant le transit, la confirmation de réception.

⁵⁴ Fourniture de moyens, y compris mise à disposition ponctuelle de locaux et de moyens de transport par un tiers, permettant la livraison par les expéditeur via un échange mutuel d'envois postaux entre usagers abonnés à ce service. L'expression "envois postaux" désigne les envois traités par un opérateur commercial de n'importe quel type, public ou privé.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>C. <u>Services de télécommunication</u></p> <p>h) Courrier électronique</p> <p>i) Services d'audiomessagerie téléphonique</p> <p>j) Services directs de recherche d'informations permanente et de serveur de bases de données;</p> <p>k) Échange électronique de données</p> <p>l) Services à valeur ajoutée/améliorés de télécopie, y compris enregistrement et retransmission et enregistrement et recherche</p> <p>m) Conversion de codes et de protocoles</p> <p>Services à valeur ajoutée⁵⁵; courrier électronique; audio-messagerie téléphonique; services directs de recherche d'informations permanente et de serveur de bases de données; échange électronique de données; conversion de codes et de protocoles</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) P: Néant La participation directe ou indirecte de personnes physiques qui n'ont pas la nationalité États membres des CE et celle des sociétés ou entreprises extracommunautaires au capital des fournisseurs de services complémentaires de télécommunication dont l'exploitation comporte l'utilisation d'infrastructures complémentaires de télécommunication ne peuvent dépasser 25 pour cent. Les infrastructures complémentaires de télécommunication sont toutes les infrastructures de télécommunication publiques qui ne font pas partie du réseau de télécommunication de base.</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p>	

⁵⁵ Non compris les services de téléphone, de transmission de données avec commutation par paquets ou circuits, de télégraphe, de télex, de radiotéléphonie mobile, de recherche téléphonique et de transmission par satellite.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	CSS Non consolidé	CSS Non consolidé	
<p>Les services de télécommunications concernent la transmission de signaux électromagnétiques - son, données, image et toute combinaison de ces éléments - à l'exclusion de la diffusion.⁵⁶ En conséquence, les engagements inscrits dans la présente liste ne visent pas l'activité économique consistant à fournir un contenu par le biais de services de télécommunications. La fourniture de ce contenu transporté par des services de télécommunications est soumise aux engagements spécifiques contractés par les Communautés européennes et leurs États membres dans d'autres secteurs pertinents.</p>			
Tous les sous-secteurs	<p>FIN: Les prescriptions générales concernant les personnes morales indiquées sous "Engagements horizontaux" dans le document GATS/SC/33 ne s'appliquent pas au secteur des télécommunications, excepté que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la moitié des fondateurs, la moitié des membres du conseil d'administration et le directeur général doivent avoir leur domicile permanent dans la Communauté. Si le fondateur est une personne morale, celle-ci doit être domiciliée dans les CE. 	<p>FIN: Les prescriptions générales concernant les personnes morales indiquées sous "Engagements horizontaux" dans le document GATS/SC/33 ne s'appliquent pas au secteur des télécommunications. Les prescriptions relatives aux îles Åland restent d'application.</p>	<p>Les Communautés européennes et leurs États membres prennent les engagements additionnels énoncés dans l'annexe, dont toutes les parties ont également force obligatoire..</p> <p>B: Les conditions d'octroi de licences peuvent avoir pour objet de garantir le service universel, y compris par le biais du financement, de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence, et ne seront pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire.</p>

⁵⁶ La diffusion est définie comme étant la chaîne de transmission ininterrompue nécessaire pour distribuer au grand public les signaux de programmes radiophoniques et télévisuels, mais elle ne couvre pas les liaisons de contribution entre les exploitants.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>1) NéantNéant excepté pour: P: Les services de base ne peuvent être fournis que par des sociétés établies au Portugal.</p> <p>— GR: Accès réservé à des sociétés anonymes, lesquelles doivent se consacrer exclusivement à la fourniture de services de télécommunications.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, excepté pour⁵⁷: GR: Accès réservé à des sociétés anonymes, lesquelles doivent se consacrer exclusivement à la fourniture de services de télécommunications.</p> <p>P: La participation directe ou indirecte de personnes physiques non ressortissantes États membres des Communautés ou celle des sociétés ou entreprises extracommunautaires au capital des fournisseurs de services de télécommunications de base ne peuvent dépasser 25 pour cent. F:</p> <p>Participation indirecte: néant Les personnes physiques ou morales non communautaires ne peuvent détenir directement plus de 20 pour cent des actions ou droits de vote dans des sociétés autorisées à établir et à exploiter une infrastructure radioélectrique pour la fourniture de services de télécommunications au public. Aux fins de</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	<p>P: Le gouvernement portugais a l'intention de présenter au Parlement un projet de loi visant à supprimer en partie les limitations actuelles de la participation étrangère au capital des sociétés fournissant des services de télécommunications de base, en 1998 au plus tard. Si elle est approuvée, la nouvelle loi sera consolidée en 1999 au plus tard.</p>

⁵⁷Note explicative: quelques pays membres des Communautés maintiennent une participation de État dans certaines sociétés exploitant des services de télécommunications. Les États membres des Communautés se réservent le droit de maintenir cette participation de État à l'avenir. Il ne s'agit pas d'une limitation de l'accès aux marchés. En Belgique, la participation et les droits de vote de État dans la société Belgacom sont fixés librement par le pouvoir législatif comme c'est actuellement le cas en vertu de la Loi du 21 mars 1991 sur la réforme des entreprises économiques appartenant à État.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	l'application de la présente disposition, les sociétés ou entreprises dûment constituées selon la législation d'un État membre des Communautés sont considérées comme des personnes morales communautaires. 4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) ICT et BV : Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
	CSS Non consolidé	CSS Non consolidé	
<u>Services nationaux et internationaux</u> Services nationaux et internationaux fournis à l'aide de toute technologie de réseau, sur infrastructures propres ou par revente, à usage public et non public, sur les segments du marché suivants (ces services correspondent aux numéros ci-après de la CPC: 7521, 7522, 7523, 7524 ^{**} , 7525, 7526 et 7529 ^{**} ; la diffusion est exclue):			

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
a) Services de téléphonie vocale b) Services de transmission de données avec commutation par paquets c) Services de transmission de données avec commutation de circuits d) Services de télex e) Services de télégraphe f) Services de télécopie g) Services de circuits loués	1) Néant, excepté pour ⁵⁸ ; E: Néant, sauf pour le calendrier de libéralisation ci-après: une licence supplémentaire pour l'ensemble du territoire en janvier 1998; libéralisation complète à partir du 30 novembre 1998.⁵⁹ IRL: Néant, sauf pour les services de téléphonie vocale offerts au public et les services fournis sur infrastructures propres (néant à compter du 1er janvier 2000). P: Néant, sauf pour les services de téléphonie vocale offerts au public, de télex et de télégraphe (néant à compter du 1er janvier 2000) et les services fournis sur infrastructures propres (néant à compter du 1er juillet 1999). GR: Néant, sauf pour les services de téléphonie vocale offerts au public et les services fournis sur infrastructures propres (néant à compter du 1er janvier 2000). 2) Néant 3) Néant, excepté pour :	1) 2) 3) Néant	Les Communautés européennes et leurs États membres prennent les engagements additionnels énoncés dans l'annexe, dont toutes les parties ont également force obligatoire.
	E: Néant, sauf pour le calendrier de libéralisation ci-après: une licence supplémentaire pour l'ensemble du territoire en janvier 1998; libéralisation complète à partir du 30 novembre 1998. ⁶⁰ .		

⁵⁸ Le Luxembourg a demandé de pouvoir reporter au 1er janvier 2000 la libéralisation des télécommunications. La CE doit encore se prononcer sur cette demande.

⁵⁹ Les demandes de licences ultérieures seront reçues à partir du 1er août 1998.

⁶⁰ Les demandes de licences ultérieures seront reçues à partir du 1er août 1998.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
o) Autres services: Services et systèmes de communication mobiles et personnels	<p>IRL: Néant, sauf pour les services de téléphonie vocale offerts au public et les services fournis sur infrastructures propres (néant à compter du 1er janvier 2000).</p> <p>P: Néant, sauf pour les services de téléphonie vocale offerts au public, de télex et de télégraphe (néant à compter du 1er janvier 2000) et les services fournis sur infrastructures propres (néant à compter du 1er juillet 1999).</p> <p>GR: Néant, sauf pour les services de téléphonie vocale offerts au public et les services fournis sur infrastructures propres (néant à compter du 1er janvier 2003).</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) Néant, sauf pour: IRL, P: Interconnexion internationale de réseaux mobiles avec d'autres réseaux fixes ou mobiles (néant à compter du 1er janvier 1999).</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant, sauf pour: IRL, P: Interconnexion internationale de réseaux mobiles avec d'autres réseaux fixes ou mobiles (néant à compter du 1er janvier 1999).</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES (Tous les États membres sauf FIN et S: CPC 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518. FIN: CPC 512, 513, 514, 516. S: CPC 511, 512, 513, 514, 516 et 517)	<p>1) Tous les États membres sauf A, S et FIN: Non consolidé sauf pour CPC 5111 et 5114: néant S: Non consolidé A: Non consolidé sauf pour 518: Néant FIN: Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>I: Droits exclusifs pour la construction, l'entretien et la gestion des grandes routes et de l'aéroport de Rome</p> <p>P: Droits exclusifs pour l'entretien et la gestion des grandes routes</p> <p>GR: Condition de nationalité pour les directeurs et le conseil d'administration des entreprises de construction fournisseuses du secteur public</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>GR: Condition de nationalité pour les directeurs d'entreprises de construction fournisseuses du secteur public</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p>	<p>1) Tous les États membres sauf A, S et FIN: Non consolidé sauf pour CPC 5111 et 5114: néant S: Non consolidé A: Non consolidé sauf pour 518: Néant FIN: Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>CSS-EJP Non consolidé, sauf pour NL et F, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" mais sans application d'un plafond chiffré et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>NL: Diplôme universitaire, qualifications professionnelles et trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur F: Non consolidé, sauf pour les mesures concernant l'admission temporaire de techniciens aux conditions ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le technicien est employé par une personne morale établie sur le territoire d'un autre Membre et détaché auprès d'un établissement ayant une présence commerciale en France qui a signé un contrat avec ladite personne morale 	<p>CSS-EJP Non consolidé sauf pour NL et F où: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<ul style="list-style-type: none"> - Le permis de travail est accordé pour une période ne dépassant pas six mois - Le technicien doit présenter un certificat de travail délivré par l'établissement ayant une présence commerciale en France et une lettre de la personne morale établie sur le territoire d'un autre Membre dans laquelle celle-ci exprime son consentement au transfert - L'examen des besoins économiques doit être concluant Critère principal: évaluation de la situation du marché de l'emploi pour l'activité professionnelle concernée dans la zone géographique où le service sera fourni. - L'établissement ayant la présence commerciale doit acquitter une taxe auprès de l'Office des migrations internationales 		
	<p>CSS-EJP pour CPC 5111 seulement: Non consolidé, sauf pour B, D, DK, UK, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" mais sans application d'un plafond chiffré et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>B, DK, UK, S: Diplôme universitaire, qualifications professionnelles et trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur</p>	<p>CSS-EJP pour CPC 5111 seulement: Non consolidé, sauf pour B, D, DK, UK, S, où: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>UK: L'examen des besoins économiques doit être concluant Critère principal: évaluation de la situation du marché de l'emploi pour le secteur concerné dans la zone géographique où le service sera fourni.</p> <p>D: Non consolidé, sauf pour un petit nombre de services liés aux travaux d'étude de sites pour lesquels un diplôme universitaire, des qualifications professionnelles et trois ans d'expérience professionnelle dans le secteur sont requis</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p>	<p>CSS-IP: Non consolidé</p>	
<p>4. SERVICES DE DISTRIBUTION ⁶¹</p> <p>A. <u>Services de courtage</u> (tous les États membres sauf S: CPC 621. S: CPC 621+6113)</p>	<p>1) F: Non consolidé pour les négociants et courtiers sur les marchés d'intérêt national</p> <p>I: Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	<p>1) F: Non consolidé pour les négociants et courtiers sur les marchés d'intérêt national</p> <p>I: Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p>	
	<p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>F: Condition de nationalité pour les négociants, agents à la commission et courtiers sur vingt (20) marchés d'intérêt national</p>	<p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>I, E, P: Résidence obligatoire</p> <p>FIN: Néant</p>	

⁶¹ Tous les États membres à l'exception de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède: La distribution d'armes, de produits chimiques, d'explosifs et de métaux précieux est exclue. En Autriche, la distribution d'articles pyrotechniques, d'articles inflammables et de dispositifs explosifs, d'armes à feu, de munitions et de matériel militaire, de tabacs et de produits du tabac, de produits pharmaceutiques, d'appareils médicaux et chirurgicaux, de substances toxiques, de certaines substances médicales et des objets à usage médical, est exclue; en Finlande, la distribution d'armes, de boissons alcooliques et de produits pharmaceutiques est exclue; en Suède, la distribution d'armes et la vente au détail de boissons alcooliques et de produits pharmaceutiques est exclue.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	CSS Non consolidé	CSS Non consolidé	
B. <u>Services de commerce de gros</u> (tous les États membres sauf S: CPC 622. S: CPC 622, 61111, 6113, 6121)	1) E, I, P: Monopole État des tabacs F: Non consolidé pour les pharmacies 2) Néant 3) E, I, P: Monopole État des tabacs F: Les pharmacies de gros: Examen des besoins économiques Cet examen, lorsqu'il est pratiqué, fixe une limite au nombre de fournisseurs de services. Critères principaux: densité de population et répartition géographique des pharmacies existantes sont autorisées en fonction des besoins de la population et dans le cadre de contingents Monopole État des tabacs et allumettes 4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: F: Condition de nationalité pour la vente en gros de produits pharmaceutiques CSS Non consolidé	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: E, I, P: Résidence obligatoire FIN: Néant CSS Non consolidé	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>C. <u>Services de commerce de détail</u></p> <p>(Tous les États membres sauf A, FIN et S: CPC 631, 632, 633, 61112, 6113, 6121, sauf 63211. A, FIN: CPC 631, 632, 6111, 6113, 6121. S: CPC 631, 632, 61112, 6113, 6121)</p>	<p>1) Tous les États membres sauf A, FIN et S: non consolidé sauf pour les ventes par correspondance: néant</p> <p>A, FIN et S: néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3)⁶² B, DK, F, I, P: Un examen des besoins économiques est effectué sur la base du traitement national. Cet examen, lorsqu'il est pratiqué, fixe une limite au nombre de grands magasins (grandes surfaces en F et surfaces dépassant 2000 m² au P). Critères principaux: nombre et impact des magasins existants, densité de la population, répartition géographique, effet sur la circulation et création de nouveaux emplois.</p> <p>I: Examen des besoins économiques pour l'implantation de tout nouveau grand magasin ou point de vente; l'autorisation peut être refusée afin de protéger les zones présentant un intérêt historique ou artistique particulier</p> <p>S: Examen des besoins économiques Cet examen, lorsqu'il est pratiqué, fixe une limite concernant le commerce temporaire des vêtements, des chaussures et des produits alimentaires non consommés sur place. Critère principal: impact sur les magasins existants dans la zone géographique en question.</p> <p>B: Examen des besoins économiques pour les grands magasins</p>	<p>1) Tous les États membres sauf A, FIN et S: non consolidé sauf pour les ventes par correspondance: néant</p> <p>A, FIN et S: néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p>	

⁶²Tous les États membres sauf A, FIN et S: lorsque l'implantation est soumise à la condition de l'examen des besoins économiques, les principaux critères retenus sont le nombre et l'impact des magasins existants, la densité de la population, la répartition géographique, l'effet sur la circulation et la création de nouveaux emplois.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
D. <u>Franchisage</u> (CPC 8929)	<p>DK: Examen des besoins économiques pour les nouveaux grands magasins</p> <p>F: Examen des besoins économiques pour les très grands magasins E, F, I Monopole État des tabacs</p> <p>P: Examen des besoins économiques pour les grandes surfaces (dépassant 2 000 m²)</p> <p>S: Les municipalités peuvent procéder à un examen des besoins économiques pour l'acceptation du commerce temporaire des vêtements, des chaussures et des produits alimentaires non consommés sur place⁶³</p> <p>IRL: Non consolidé pour la vente au détail de boissons alcoolisées</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>F: Condition de nationalité pour les détaillants en tabac ("buralistes")</p> <p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) Néant S: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>S: Non consolidé</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) Néant S: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>S: Non consolidé FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé</p>	

⁶³ Ces règles ne s'appliquent pas à la vente permanente à partir d'un point de vente fixe ou sortie usine.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
5. SERVICES D'ÉDUCATION (services d'enseignement privé uniquement)			
A. <u>Services d'enseignement primaire</u> (CPC 921)	<p>1) F: Condition de nationalité. Cependant, les personnes ayant la nationalité de pays tiers peuvent obtenir des autorités compétentes l'autorisation d'implanter et de diriger un établissement d'enseignement et d'enseigner.</p> <p>FIN, S: Non consolidé</p> <p>2) FIN, S: Non consolidé</p> <p>3) FIN, S: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN, S: Non consolidé</p>	<p>1) I: Condition de nationalité pour les fournisseurs de services habilités à délivrer des diplômes reconnus par État</p> <p>FIN, S: Non consolidé</p> <p>2) FIN, S: Non consolidé</p> <p>3) FIN, S: Non consolidé</p> <p>GR: La majorité des membres du conseil d'administration doivent avoir la nationalité grecque.</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN, S: Non consolidé</p>	
	<p>F: Condition de nationalité. Cependant, les personnes ayant la nationalité de pays tiers peuvent obtenir des autorités compétentes l'autorisation d'implanter et de diriger un établissement d'enseignement et d'enseigner.</p> <p>I: Condition de nationalité pour les fournisseurs de services habilités à délivrer des diplômes reconnus par État</p> <p>GR: Condition de nationalité pour les enseignants</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>CSS Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services d'enseignement secondaire</u> (CPC 922)	<p>1) FIN, S: Non consolidé</p> <p>F: Condition de nationalité. Cependant, les personnes ayant la nationalité de pays tiers peuvent obtenir des autorités compétentes l'autorisation d'implanter et de diriger un établissement d'enseignement et d'enseigner.</p> <p>2) FIN, S: Non consolidé</p> <p>3) FIN, S: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN, S: Non consolidé</p>	<p>1) FIN, S: Non consolidé</p> <p>I: Condition de nationalité pour les fournisseurs de services habilités à délivrer des diplômes reconnus par État</p> <p>2) FIN, S: Non consolidé</p> <p>3) FIN, S: Non consolidé</p> <p>GR: La majorité des membres du conseil d'administration doivent avoir la nationalité grecque.</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN, S: Non consolidé</p>	
	<p>F: Condition de nationalité. Cependant, les personnes ayant la nationalité de pays tiers peuvent obtenir des autorités compétentes l'autorisation d'implanter et de diriger un établissement d'enseignement et d'enseigner.</p> <p>I: Condition de nationalité pour les fournisseurs de services habilités à délivrer des diplômes reconnus par État</p> <p>GR: Condition de nationalité pour les enseignants</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>CSS Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. <u>Services d'enseignement supérieur</u> (CPC 923)	<p>1) F: Condition de nationalité. Cependant, les personnes ayant la nationalité de pays tiers peuvent obtenir des autorités compétentes l'autorisation d'implanter et de diriger un établissement d'enseignement et d'enseigner.</p> <p>A, FIN, S: Non consolidé</p> <p>2) A, FIN, S: Non consolidé</p> <p>3) E, I: Examen des besoins pour l'ouverture d'universités privées habilitées à délivrer des diplômes ou degrés reconnus; l'avis du Parlement est exigé.</p> <p>A, FIN, S: Non consolidé</p> <p>GR: Non consolidé pour les établissements d'enseignement qui délivrent des diplômes reconnus par État</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A, FIN, S: Non consolidé</p> <p>DK: Condition de nationalité pour les professeurs</p> <p>F: Condition de nationalité. Cependant, les personnes ayant la nationalité de pays tiers peuvent obtenir des autorités compétentes l'autorisation d'implanter et de diriger un établissement d'enseignement et d'enseigner.</p> <p>I: Condition de nationalité pour les fournisseurs de services habilités à délivrer des diplômes reconnus par État</p>	<p>1) I: Condition de nationalité pour les fournisseurs de services habilités à délivrer des diplômes reconnus par État</p> <p>A, FIN, S: Non consolidé</p> <p>2) A, FIN, S: Non consolidé</p> <p>3) A, FIN, S: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A, FIN, S: Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
D. <u>Services d'enseignement pour adultes</u> (CPC 924; en ce qui concerne A, CPC 9240 sauf l'enseignement pour adultes assuré par la radio ou la télévision)	<p>CSS-EJP Non consolidé sauf pour F et L où: en ce qui concerne l'admission temporaire des chercheurs, comme indiqué sous "Engagements horizontaux" mais sans application d'un plafond chiffré et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>F: Les professeurs doivent avoir signé un contrat de travail avec une université ou un autre établissement d'enseignement supérieur</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le permis de travail est accordé pour une période ne dépassant pas neuf mois et est renouvelable pour la durée du contrat - L'examen des besoins économiques doit être concluant sauf si les professeurs sont désignés directement par le Ministre chargé de l'enseignement supérieur - L'établissement employeur doit acquitter une taxe auprès de l'Office des migrations internationales <p>CSS-IP: Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) FIN, S: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN, S: Non consolidé</p>	<p>CSS-EJP Non consolidé sauf pour F et L pour lesquels non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p> <p>1) 2) 3) FIN, S: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN, S: Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	CSS Non consolidé	CSS Non consolidé	
<p>6. SERVICES CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT⁶⁴</p> <p>(S: l'offre ne s'applique pas aux travaux publics lorsqu'ils appartiennent aux municipalités, à l'État ou aux administrations fédérales et sont exploités par elles ou bien donnés en sous-traitance par ces administrations)</p>			
<p>A. Eau destinée à la consommation humaine et gestion des eaux usées</p>			
<p>A. Services de traitement des eaux usées (CPC 9401) <i>Équivalents des Services d'assainissement</i></p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) FIN: Non consolidé Néant</p> <p>3) FIN: Non consolidé Néant</p> <p>4) ICT, BV et CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:</p> <p>FIN: Non consolidé</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p>	<p>1) Non consolidé*</p> <p>2) FIN: Non consolidé Néant</p> <p>3) FIN: Non consolidé Néant</p> <p>4) ICT, BV et CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:</p> <p>FIN: Non consolidé</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p>	

⁶⁴ Les services environnementaux sont classés conformément à la proposition de classification qui figure dans le Job 7612.

* Un engagement concernant ce mode de fourniture est impraticable.

* Un engagement concernant ce mode de fourniture est impraticable.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	— iii) Non consolidé	— iii) Non consolidé	
B. Gestion des déchets solides/dangereux B. <u>Services d'enlèvement des ordures</u> (CPC 9402)	1) Non consolidé* 2) 3) Néant 4) ICT, BV et CSS-EJP Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS-IP: Non consolidé iii) Non consolidé	1) Non consolidé* 2) 3) Néant 4) ICT et BV Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS-IP: Non consolidé	
C. <u>Services de voirie et services analogues</u> (CPC 9403)	1) Non consolidé* 2) 3) FIN: Non consolidé None 4) ICT, BV et CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:	1) Non consolidé* 2) 3) FIN: Non consolidé None 4) ICT, BV et CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci après:	
	FIN: Non consolidé A: Présence commerciale obligatoire CSS-IP: Non consolidé — iii) Non consolidé	FIN: Non consolidé CSS-IP: Non consolidé — iii) Non consolidé	

* Un engagement concernant ce mode de fourniture est impraticable.

* Un engagement concernant ce mode de fourniture est impraticable.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. Protection de l'air et du climat (CPC 9404) <i>Équivalents des Services d'épuration des gaz d'échappement</i>	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf FIN: Néant 2) Néant 3) S: Monopole État du contrôle des gaz d'échappement des automobiles et camions. Ces services doivent être assurés sans but lucratif. 4) ICT et BV et CSS – EJP: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A: Présence commerciale obligatoire CSS-IP: Non consolidé	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf FIN: Néant 2) Néant 3) Néant 4) ICT et BV Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS-IP: Non consolidé	
D. Remise en état et nettoyage du sol et de l'eau Traitement, remise en état des sols et des eaux contaminés/pollués (partie de CPC 94060) <i>Correspond à des parties des services de protection de la nature et des paysages</i>	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf FIN: Néant 2) 3) Néant 4) ICT, BV et CSS-EJP: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A: Présence commerciale obligatoire CSS-IP: Non consolidé	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf FIN: Néant 2) 3) Néant 4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS-EJP: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" . CSS-IP: Non consolidé	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
E. Lutte contre le bruit et les vibrations (CPC 9405)	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf FIN: Néant 2) 3) Non consolidé sauf pour A, FIN, S: Néant 4) ICT, BV et CSS-EJP Non consolidé sauf pour A, FIN, S: non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A: Présence commerciale obligatoire CSS-IP: Non consolidé	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf FIN: Néant 2) 3) Non consolidé sauf pour A, FIN, S: Néant 4) ICT et BV Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf A, S: non consolidé , sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". CSS-IP: Non consolidé	
F. Protection de la biodiversité et des paysages Services de protection de la nature et des paysages (partie de CPC 9406)	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf FIN: Néant pour les services de conseil FIN: Néant 2) 3) Néant 4) ICT, BV et CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A: Présence commerciale obligatoire CSS-IP: Non consolidé CSS Non consolidé	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf FIN: Néant pour les services de conseil FIN: Néant 2) 3) Néant 4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS-IP: Non consolidé	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
G. Autres services environnementaux et services auxiliaires (CPC 94090) D. Autres services de protection de l'environnement (CPC 9409)	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf FIN: Néant pour les services de conseil FIN: Néant 2) 3) Néant 4) ICT, BV et CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A: Présence commerciale obligatoire CSS-IP: Non consolidé	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf FIN: Néant pour les services de conseil FIN: Néant 2) 3) Néant 4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS-EJP Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS-IP: Non consolidé	

7. SECTEUR DES SERVICES FINANCIERS⁶⁵
- Les engagements relatifs aux services financiers des Communautés et de leurs États membres sont pris conformément aux dispositions du "Mémoire d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers" (le Mémoire d'accord).
 - Ces engagements sont subordonnés aux limitations concernant l'accès aux marchés et le traitement national signalées dans la partie "Tous les secteurs" de la présente liste ainsi qu'à celles qui s'appliquent aux sous-secteurs indiqués ci-après.
 - Les engagements en matière d'accès aux marchés pour ce qui concerne les modes de fourniture 1) et 2) ne s'appliquent qu'aux transactions visées aux paragraphes 3 et 4, respectivement, de la section B du Mémoire d'accord, relative à l'accès aux marchés.
 - Nonobstant la note 1 ci-dessus, les engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national concernant le mode de fourniture 4) de services financiers sont ceux qui figurent dans la partie "Tous les secteurs" de la présente liste, sauf pour la Suède, dont les engagements sont pris conformément au Mémoire d'accord.
 - L'admission de nouveaux services ou produits financiers sur le marché peut être subordonnée à l'existence et au respect d'un cadre réglementaire visant à atteindre les objectifs énoncés à l'article 2 a) de l'Annexe sur les services financiers.
 - En règle générale et sur une base non discriminatoire, les établissements financiers constitués en sociétés dans un État membre de la Communauté doivent avoir un statut juridique déterminé.

⁶⁵ À la différence des filiales de sociétés étrangères, les succursales établies directement dans un État membre par un établissement financier non communautaire ne sont pas, à certaines exceptions limitées près, assujetties aux réglementations prudentielles harmonisées au niveau de la Communauté qui accordent aux filiales susmentionnées des facilités élargies pour implanter de nouveaux établissements et fournir des services transfrontières dans toute la Communauté. Ces succursales sont donc autorisées à opérer sur le territoire d'un État membre dans des conditions équivalant à celles qui s'appliquent aux établissements financiers nationaux de cet État membre

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
A. <u>Services d'assurance et services connexes</u>	1) A: Les activités de promotion et l'intermédiation pour le compte d'une filiale non établie dans la Communauté ou d'une succursale non établie en Autriche (sauf pour la réassurance et la rétrocession) sont interdites.	1) A: Une taxe sur les primes plus élevée est perçue sur les contrats d'assurance (sauf les contrats de réassurance et de rétrocession) conclus par une filiale non établie dans la Communauté ou par une succursale non établie en Autriche. Une dérogation peut être accordée.	Les Communautés européennes et leurs États membres souscrivent les engagements additionnels joints en annexe.
	A: L'assurance obligatoire du transport aérien, sauf pour ce qui concerne l'assurance du transport aérien commercial international , peut être uniquement souscrite auprès d'une filiale établie dans la Communauté ou d'une succursale établie en Autriche. DK: L'assurance obligatoire du transport aérien ne peut être acceptée que par des compagnies établies dans la Communauté.		

et peuvent être tenues de satisfaire à plusieurs règles prudentielles spécifiques telles que, dans le cas des banques et des services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières, un capital distinct et d'autres prescriptions relatives à la solvabilité ainsi qu'à la présentation et publication des comptes, ou, dans le cas des assurances, des prescriptions particulières en matière de garanties et de dépôts, un capital distinct et la domiciliation dans l'État membre en question des actifs représentant les réserves techniques et au moins un tiers de la marge de solvabilité. Les États membres ne peuvent appliquer les restrictions indiquées dans la présente liste qu'à l'établissement direct, en provenance d'un pays tiers, d'une présence commerciale ou à la fourniture de services transfrontières à partir d'un pays tiers; un État membre ne peut donc appliquer ces restrictions, y compris celles qui concernent l'établissement, à des filiales de sociétés de pays tiers établies dans d'autres États membres de la Communauté, sauf si ces restrictions sont également applicables à des sociétés ou ressortissants d'autres États membres conformément à la législation communautaire.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>DK: Aucune personne ou société (y compris les compagnies d'assurance) ne peut, à des fins commerciales au Danemark, participer à l'exécution de contrats d'assurance directe de personnes résidant au Danemark, de navires danois ou de biens sis au Danemark, à l'exception des compagnies agréées par les autorités compétentes danoises ou en vertu du droit danois.</p> <p>D: Les contrats d'assurance obligatoire du transport aérien ne peuvent être souscrits que par une succursale établie dans la Communauté ou par une agence établie en Allemagne.</p>		
	<p>D: Si une compagnie étrangère d'assurances a implanté une agence en Allemagne, elle ne peut conclure en Allemagne de contrats d'assurance concernant le transport international que par l'entremise de son agence en Allemagne.</p> <p>E, I: Non consolidé pour les actuaires</p>		
	<p>FIN: Seules les compagnies d'assurance la Communauté ou qui ont une succursale en Finlande peuvent offrir des services d'assurance visés au paragraphe 3 a) du Mémoire d'accord.</p> <p>FIN: La fourniture de services de courtage en assurance est subordonnée à l'existence d'un établissement permanent dans la Communauté.</p> <p>F: L'assurance des risques du transport terrestre ne peut être acceptée que par des compagnies d'assurances établies dans la Communauté.</p>		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>I: L'assurance contre les risques liés aux exportations c.a.f. de résidents en Italie ne peut être souscrite qu'auprès de compagnies d'assurance établies dans la Communauté.</p> <p>I: L'assurance du transport des marchandises, l'assurance des véhicules proprement dits et l'assurance responsabilité civile contre les risques encourus en Italie ne peuvent être souscrites qu'auprès de compagnies d'assurance établies dans la Communauté. Cette réserve ne s'applique pas au transport international des produits importés en Italie.</p> <p>P: L'assurance du transport aérien et maritime qui couvre les marchandises, les aéronefs, les coques et la responsabilité civile ne peut être acceptée que par des compagnies établies dans les CE; seules les personnes ou sociétés établies dans les CE peuvent agir en qualité d'intermédiaires dans ces transactions d'assurance au Portugal.</p> <p>S: L'assurance directe peut être uniquement effectuée par l'intermédiaire d'un fournisseur de services d'assurance agréé en Suède, à condition que le fournisseur étranger de services et la compagnie d'assurance suédoise appartiennent au même groupe de sociétés ou aient conclu entre eux un accord de coopération.</p>		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>2) A: Les activités de promotion et l'intermédiation pour le compte d'une filiale non établie dans la Communauté ou d'une succursale non établie en Autriche (sauf pour la réassurance et la rétrocession) sont interdites.</p> <p>A: L'assurance obligatoire du transport aérien, sauf pour ce qui concerne l'assurance du transport aérien commercial international, peut être uniquement souscrite auprès d'une filiale établie dans la Communauté ou d'une succursale établie en Autriche.</p>	<p>2) A: Une taxe sur les primes plus élevée est perçue sur les contrats d'assurance (sauf les contrats de réassurance et de rétrocession) conclus par une filiale non établie dans la Communauté ou par une succursale non établie en Autriche. Une dérogation peut être accordée.</p>	
	<p>DK: L'assurance obligatoire du transport aérien ne peut être acceptée que par des compagnies établies dans la Communauté.</p> <p>DK: Aucune personne ou société (y compris les compagnies d'assurance) ne peut, à des fins commerciales au Danemark, participer à l'exécution de contrats d'assurance directe de personnes résidant au Danemark, de navires danois ou de biens sis au Danemark, à l'exception des compagnies agréées par les autorités compétentes danoises ou en vertu du droit danois.</p>		
	<p>D: Les contrats d'assurance obligatoire du transport aérien ne peuvent être souscrits que par une succursale établie dans la Communauté ou par une agence établie en Allemagne.</p>		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>D: Si une compagnie étrangère d'assurances a implanté une agence en Allemagne, elle ne peut conclure en Allemagne de contrats d'assurance concernant le transport international que par l'entremise de son agence en Allemagne.</p> <p>F: L'assurance des risques du transport terrestre ne peut être acceptée que par des compagnies d'assurances établies dans la Communauté.</p> <p>I: L'assurance contre les risques liés aux exportations c.a.f. de résidents en Italie ne peut être souscrite qu'auprès de compagnies d'assurance établies dans la Communauté.</p>		
	<p>I: L'assurance du transport des marchandises, l'assurance des véhicules proprement dits et l'assurance responsabilité civile contre les risques encourus en Italie ne peuvent être souscrites qu'auprès de compagnies d'assurance établies dans la Communauté. Cette réserve ne s'applique pas au transport international des produits importés en Italie.</p>		
	<p>P: L'assurance du transport aérien et maritime qui couvre les marchandises, les aéronefs, les coques et la responsabilité civile ne peut être acceptée que par des compagnies établies dans les CE; seules les personnes ou sociétés établies dans les CE peuvent agir en qualité d'intermédiaires dans ces transactions d'assurance au Portugal.</p>		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) A: L'autorisation d'ouvrir des succursales est refusée aux compagnies d'assurance étrangères qui, dans leur pays, n'ont pas une forme juridique correspondante ou comparable à celle de société par actions ou d'association d'assurance mutuelle.</p> <p>B: Toute offre publique d'acquisition de valeurs mobilières belges faite par ou pour le compte d'une personne, d'une société ou d'une institution ne relevant pas d'un État membre de la Communauté européenne doit être autorisée par le Ministre des finances.</p> <p>E: Avant d'établir une succursale ou une agence en Espagne pour fournir certains types d'assurance, une compagnie d'assurance étrangère doit avoir été autorisée à offrir les mêmes prestations d'assurance dans son pays d'origine depuis au moins cinq ans.</p>	<p>3) FIN: L'agent général d'une compagnie d'assurance étrangère doit avoir son lieu de résidence en Finlande, sauf si la compagnie a son siège dans la Communauté.</p> <p>S: Les compagnies d'assurance autres que sur la vie non constituées en Suède qui y exercent leurs activités sont taxées sur la base des primes encaissées pour les opérations d'assurance directe et non en fonction du résultat net.</p> <p>S: Le fondateur d'une compagnie d'assurance doit être une personne physique résidant dans la Communauté ou une personne morale constituée dans l'Espace économique européen.</p>	
	<p>E, GR: Le droit d'établissement ne s'applique pas à la création de bureaux de représentation ou d'une autre présence permanente des compagnies d'assurances, sauf sous la forme d'agences, de branches ou de sièges filiales</p> <p>FIN: Le directeur général, l'un au moins des vérificateurs des comptes et la moitié au moins des fondateurs et des membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance d'une compagnie d'assurance doivent avoir leur lieu de résidence dans la Communauté, sauf dérogation accordée par le Ministère des affaires sociales et de la santé.</p>		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>FIN: Les compagnies d'assurance étrangères ne peuvent pas obtenir en Finlande la licence permettant d'opérer en tant que succursale dans les branches d'assurances retraites sociales obligatoires (retraite obligatoire, assurance accident obligatoire).</p>		
	<p>F: L'établissement de succursales est subordonné à une autorisation spéciale accordée au représentant de la succursale.</p> <p>I: L'accès à la profession actuarielle est réservé aux personnes physiques. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de sociétés).</p> <p>I: L'autorisation d'établir des succursales est soumise en dernier ressort à l'appréciation des autorités de surveillance.</p> <p>IRL: Le droit d'établissement ne s'applique pas à la création de bureaux de représentation.</p> <p>P: Les compagnies étrangères ne peuvent pratiquer l'intermédiation en assurances au Portugal que par l'entremise d'une société constituée conformément à la législation d'un État membre de la Communauté.</p>		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>P: Pour établir une succursale au Portugal, les compagnies étrangères doivent apporter la preuve d'une expérience pratique d'au moins cinq ans (quatre ans pour l'intermédiation).</p> <p>S: L'établissement des compagnies étrangères est uniquement autorisé sous forme de filiale ou par le biais d'un agent résident.</p> <p>S: Les maisons de courtage en assurance non constituées en sociétés en Suède peuvent uniquement établir une présence commerciale par le biais d'une succursale.</p>		
	<p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des conditions limitations particulières ci-après:</p> <p>GR: La majorité des membres du conseil d'administration d'une compagnie établie en Grèce doivent être ressortissants d'un État membre de la Communauté.</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Une succursale doit être dirigée par deux personnes physiques résidant en Autriche.</p> <p>DK: L'agent général de la succursale d'une compagnie d'assurance doit avoir résidé au Danemark depuis deux ans sauf s'il s'agit d'un ressortissant d'un État membre de la Communauté. Le Ministre du commerce et de l'industrie peut accorder une dérogation.</p> <p>DK: Résidence obligatoire pour le personnel d'encadrement et les membres du conseil d'administration de la société. Le Ministre du commerce et de l'industrie peut cependant accorder une dérogation. Celle-ci est accordée de façon non discriminatoire.</p> <p>E, I: Résidence obligatoire pour les actuaires</p> <p>CSS Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u> (à l'exclusion de l'assurance)	<p>1)⁶⁶</p> <p>B: L'établissement en Belgique est indispensable pour pouvoir fournir des services consultatifs en matière d'investissement.</p> <p>I: Non consolidé pour les "promotori di servizi finanziari" (fournisseurs de services financiers)</p> <p>IRL: La fourniture de services d'investissement ou de conseil en investissements nécessite soit 1) une autorisation en Irlande, pour laquelle il est en général requis que l'entité soit constituée en société, ou soit une société en commandite simple, ou un représentant exclusif, le siège central/statutaire devant dans tous les cas se trouver en Irlande (l'autorisation ne sera pas nécessaire dans certains cas, par exemple lorsqu'un fournisseur de services d'un pays tiers n'a pas de présence commerciale en Irlande et que le service n'est pas fourni à des personnes physiques), soit 2) une autorisation dans un autre État membre conformément à la Directive de la CE sur les services d'investissement.</p>	<p>1) Néant</p>	<p>Les Communautés européennes et leurs États membres souscrivent les engagements additionnels joints en annexe.</p>

⁶⁶I: La fourniture et le transfert d'informations financières et le traitement de données financières entraînant la négociation d'instruments financiers peuvent être interdits lorsqu'il y a un risque d'atteinte grave à la protection des investisseurs. Seules les banques et les sociétés d'investissement agréées sont tenues de respecter les règles régissant la conduite des affaires lorsqu'elles donnent des conseils en investissements concernant des instruments financiers et des conseils aux entreprises sur la structure du capital, la stratégie industrielle et les questions connexes, et lorsqu'elles fournissent des conseils et services concernant les fusions ou acquisitions d'entreprises. Les activités consultatives ne devraient pas inclure la gestion d'actifs.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>2)⁶⁷ —</p> <p>— D: L'émission de titres libellés en deutschmarks ne peut être gérée que par un établissement de crédit, une succursale ou une agence établis en Allemagne.</p> <p>— FIN: Les paiements (en règlement de dépenses) des organismes publics sont effectués par le biais du service finlandais des virements postaux qui est administré par la société Postipankki Ltd. Des dérogations peuvent être accordées par le Ministère des finances pour des raisons particulières.</p> <p>— GR: L'établissement dans le pays est obligatoire pour la fourniture de services de garde ou de dépôt impliquant la gestion du paiement des intérêts et du principal sur les titres émis en Grèce.</p> <p>— UK: Seule une société établie dans la Communauté peut intervenir comme chef de file pour l'émission de titres en livres sterling, y compris les émissions privées.</p>	2) Néant	

⁶⁷ I: Les personnes habilitées à gérer des actifs collectifs sont réputées responsables de toute activité d'investissement réalisée par leurs suppléants (gestion d'actifs collectifs, à l'exception des OPCVM).

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) <u>Tous les États membres:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Une société de gestion spécialisée doit être établie pour gérer les fonds communs de placement et les sociétés d'investissement (articles 6 et 13 de la Directive 85/611/CEE sur les OPCVM). - Seules les entreprises ayant leur siège statutaire dans la Communauté peuvent agir en qualité de dépositaires des actifs des sociétés d'investissement (articles 8.1 et 15.1 de la Directive 85/611/CEE sur les OPCVM). <p>A: Seuls les membres de la Bourse autrichienne peuvent y négocier des titres.</p> <p>A: Les opérations de change et les transactions sur devises sont subordonnées à l'autorisation de la Banque nationale autrichienne.</p> <p>A: Les bureaux de représentation d'intermédiaires étrangers ne peuvent pas exercer des activités de promotion pour des placements en valeurs mobilières.</p> <p>A: Les obligations hypothécaires et obligations de collectivités locales peuvent être émises par des banques spécialisées et agréées à cette fin.</p> <p>B: Toute offre publique d'acquisition de valeurs mobilières belges faite par ou pour le compte d'une personne, d'une société ou d'une institution ne relevant pas d'un État membre de la Communauté européenne doit être autorisée par le Ministre des finances.</p>	<p>3) F: Outre les établissements de crédit français, seules les filiales françaises (de droit français) de banques non françaises agréées peuvent intervenir comme chefs de file pour l'émission de titres libellés en francs français, à condition de justifier d'un volume suffisant de ressources et d'engagements à Paris. Ces conditions s'appliquent aux banques chefs de file qui tiennent les livres. Les banques non françaises peuvent, sans restrictions ni condition d'établissement, agir en qualité de cogérantes des émissions d'obligations en eurofrancs.</p> <p>I: Les bureaux de représentation d'intermédiaires étrangers ne peuvent exercer des activités consacrées à la fourniture de services en matière d'investissement</p> <p>S: Le fondateur d'un établissement bancaire doit être une personne physique résidant dans la Communauté ou une banque étrangère. Le fondateur d'une caisse d'épargne doit être une personne physique résidant dans la Communauté.</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>— DK: Les établissements financiers peuvent négocier des titres à la Bourse de Copenhague uniquement par l'intermédiaire de filiales constituées au Danemark.</p> <p>— E: Les établissements financiers peuvent négocier des valeurs cotées en bourse ou sur le marché des titres d'État uniquement par l'intermédiaire de maisons de courtage constituées en Espagne.</p> <p>— FIN: La moitié au moins des fondateurs, des membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance et des délégués, ainsi que le directeur général, le fondé de pouvoir, et la personne ayant la signature pour le compte de l'établissement de crédit doivent avoir leur lieu de résidence dans la Communauté, sauf dérogation du Ministère des finances. L'un au moins des vérificateurs des comptes doit avoir son lieu de résidence dans la Communauté.</p> <p>FIN: La moitié au moins des fondateurs, les membres du conseil d'administration, au moins un membre ordinaire et un membre suppléant du conseil de surveillance, les directeurs généraux et la personne ayant la signature pour le compte de l'établissement de crédit doivent avoir leur domicile permanent dans la Communauté. Des dérogations à ces obligations peuvent être accordées par l'Autorité de supervision financière. L'un au moins des vérificateurs des comptes doit avoir son domicile permanent dans la Communauté.</p>		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>FIN: Un courtier (personne physique) intervenant sur le marché des produits dérivés doit avoir son lieu de résidence dans la Communauté. Des dérogations peuvent être accordées aux conditions arrêtées par le Ministère des finances.</p> <p>FIN: Les paiements (en règlement de dépenses) des organismes publics sont effectués par le biais du service finlandais des virements postaux qui est administré par la société Postipankki Ltd. Des dérogations peuvent être accordées par le Ministère des finances pour des raisons particulières.</p> <p>— GR: Les établissements financiers peuvent uniquement négocier des valeurs cotées à la Bourse d'Athènes par le biais de sociétés de bourse constituées en Grèce.—</p> <p>GR: Aux fins de l'établissement et des opérations de succursales, un montant minimum de devises doit être importé, converti en drachmes euros et conservé en Grèce tant que la banque étrangère poursuivra ses activités en Grèce:</p> <ul style="list-style-type: none"> - jusqu'à quatre (4) succursales, ce montant minimum est actuellement équivalent à la moitié du capital-actions minimum requis pour la constitution d'un établissement de crédit en Grèce; - aux fins des opérations des succursales additionnelles, le capital minimum requis est égal au capital-actions minimum nécessaire à la constitution d'un établissement de crédit en Grèce. 		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>I: Les intermédiaires doivent faire appel, en vue du démarchage, à des agents de vente de services financiers agréés résidents dans le territoire d'un État membre des Communautés européennes.</p> <p>I: Le clearing et la négociation des valeurs mobilières sont réservés au système officiel de clearing. Les opérations de compensation, jusqu'au stade du règlement final des transactions sur les titres, peuvent être confiées à une société agréée par la Banque d'Italie avec l'accord de la Commission des opérations de bourse (Consob).</p> <p>I: L'offre de valeurs mobilières au public (conformément à l'article 18 de la Loi n° 216/74) à l'exception des actions et des titres de créance (y compris des titres de créances convertibles) est réservée aux sociétés à responsabilité limitée italiennes, sociétés étrangères dûment agréées, organismes publics ou sociétés appartenant à des collectivités locales, dont les fonds propres sont d'au moins 2 milliards de liras.</p> <p>I: Les personnes (physiques ou morales) qui souhaitent offrir au public des instruments financiers ailleurs que dans leurs bureaux immatriculés (démarchage, y compris toute technique de vente à distance), doivent passer par des intermédiaires dûment autorisés à fournir des services d'investissement en Italie</p>		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>I: Les services centralisés de dépôt, de garde et de gestion peuvent être uniquement fournis par la Banque d'Italie pour les titres d'État, ou par la Monte Titoli SpA pour les actions, titres participatifs et autres effets négociés sur un marché réglementé. Pour être autorisées à gérer des services centralisés de dépôt de valeurs mobilières au moyen d'un établissement sis en Italie, les sociétés doivent être constituées en Italie.</p> <p>I: Dans le cas des fonds de placement collectif autres que les OPCVM harmonisés visés par la législation communautaire directive 85/611/CEE, la société fiduciaire/dépositaire doit être constituée en Italie ou dans un autre État membre des CE de la Communauté et établie par le biais d'une succursale en Italie. Les sociétés de gestion d'OPCVM non harmonisés visés par la législation communautaire doivent également être constituées en Italie.</p> <p>I: Seules les banques, compagnies d'assurance et sociétés de placement en valeurs mobilières, sociétés d'investissement et sociétés de gestion d'OPCVM harmonisés visés par la législation communautaire ayant leur siège social dans la Communauté européenne les CE ainsi que les OPCVM constitués en Italie, peuvent exercer des activités de gestion de fonds de pension. Les sociétés de gestion (fonds à capital variable et fonds de placement immobilier) doivent aussi être constituées en Italie.</p>		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>IRL: Dans le cas des fonds de placement collectif constitués sous forme de fonds communs de placement ou de sociétés à capital variable (autres que les organismes de placement collectif en valeurs mobilières - OPCVM), la société fiduciaire/dépositaire et de gestion doit être constituée en Irlande ou dans un autre État membre de la Communauté. Dans le cas des sociétés de placement en commandite simple, au moins un des commanditaires doit être constitué en société en Irlande.</p> <p>IRL: Pour devenir membre d'une bourse en Irlande, une entité doit soit 1) être agréée à cet effet en Irlande, ce qui veut dire qu'elle doit être constituée en société ou doit être une société en commandite simple et qu'elle doit avoir son siège statutaire en Irlande, soit 2) être agréée dans un autre État membre conformément à la Directive de la CE sur les services d'investissement.</p> <p>IRL: La fourniture de services d'investissement ou de conseil en investissements nécessite soit 1) une autorisation en Irlande, pour laquelle il est en général requis que l'entité soit constituée en société, ou soit une société en commandite simple, ou un représentant exclusif, le siège central/statutaire devant dans tous les cas être établi en Irlande (l'organe de surveillance peut aussi autoriser les succursales d'entités de pays tiers), soit 2) une autorisation dans un autre État membre conformément à la Directive de la CE sur les services d'investissement.</p>		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>P: L'établissement de banques non communautaires est subordonné à une autorisation délivrée, séparément dans chaque cas, par le Ministre des finances. L'établissement de ces banques doit contribuer à renforcer l'efficacité du système bancaire national ou doit avoir une incidence notable sur l'internationalisation de l'économie portugaise.</p> <p>P: Les services liés aux capitaux risques ne peuvent pas être fournis par les succursales de sociétés de capital risque ayant leur siège dans un pays non membre de la Communauté. Les services de courtage à la bourse de Lisbonne peuvent être fournis par des maisons de courtage constituées au Portugal ou par les succursales de sociétés d'investissement agréées dans un autre pays membre de la Communauté et autorisées à fournir ces services dans leur pays d'origine. Les services de courtage à la bourse des produits dérivés de Porto et sur le marché hors cote ne peuvent pas être fournis par les succursales de maisons de courtage de pays non membres de la Communauté. La gestion des fonds de pension est réservée aux sociétés spécialisées constituées au Portugal aux fins de cette activité et aux compagnies d'assurance établies au Portugal et autorisées à exercer des activités d'assurance-vie.</p>		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>UK: Les maisons de courtage entre opérateurs primaires, qui sont une catégorie d'établissements financiers s'occupant de la dette publique, doivent être établies dans la Communauté et dotées d'un capital distinct.</p> <p>S: Les sociétés non constituées en Suède peuvent uniquement établir une présence commerciale par le biais d'une succursale et, dans le cas des banques, également d'un bureau de représentation.</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des conditions limitations particulières ci-après:</p> <p>F: Sociétés d'investissement à capital fixe: condition de nationalité pour le président du conseil d'administration, les directeurs généraux et au moins deux tiers des administrateurs; si la société est dotée d'un conseil de surveillance, les membres de ce conseil ou son directeur général et au moins deux tiers de ses membres doivent aussi satisfaire à la condition de nationalité.</p> <p>GR: Les établissements de crédit doivent désigner au moins deux personnes comme responsables de leurs opérations. Ces personnes doivent résider en Grèce.</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>I: Résidence obligatoire dans le territoire d'un État membre des Communautés européennes pour les "promotori di servizi finanziari" (agents de vente de services financiers).</p> <p>CSS Non consolidé</p>	
8. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
A. <u>Services hospitaliers</u> (CPC 9311)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) FIN, S: Non consolidé</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) FIN, S: Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>3) FIN, S: Non consolidé</p> <p>B: Le nombre des lits et l'utilisation de matériel médical lourd sont limités selon un plan de santé. L'examen des besoins se fonde sur le degré de spécialisation, la capacité et le matériel des hôpitaux. Les critères sont des règles ou formules arithmétiques fixes qui permettent de calculer les besoins en fonction de la population, de la pyramide des âges, des taux de mortalité et de la répartition géographique.</p> <p>A: Limitation du nombre des lits; l'autorisation obligatoire conformément au plan national des services de santé s'appuie sur le critère des besoins; pour l'agrément de la création d'hôpitaux, il est dûment tenu compte, cas par cas, de la densité de population, des équipements existants, de l'infrastructure de la circulation, des conditions topographiques et de la distance entre les hôpitaux</p> <p>F, I, L: Le nombre des lits autorisés est limité par un plan des services de santé fondé sur les besoins.</p> <p>F, I, L, P: L'équipement en matériel lourd est limité par un plan des services de santé fondé sur les besoins.</p>	<p>3) FIN, S: Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>I: Les services de santé et d'hygiène privés doivent être agréés par les autorités locales de santé. Les critères s'appuient sur une certaine proportion en fonction de la population.</p> <p>NL: Examen quantitatif des besoins économiques en fonction d'un plan de santé qui autorise un nombre maximum de lits en fonction de la population de chaque région sanitaire.</p> <p>E: Une autorisation préalable est requise par les "Comunidades Autónomas" en fonction des besoins économiques et compte tenu de la population ainsi que des services de santé déjà existants dans chaque région sanitaire.</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN, S: Non consolidé</p> <p>F: L'accès aux fonctions de direction est subordonné à agrément préalable. La délivrance de cette autorisation est fondée par exemple sur l'expérience et les compétences professionnelles, l'existence sur place d'administrateurs et le degré de spécialisation requis.</p> <p>GR: Condition de nationalité dans le cas des hôpitaux publics.</p>	<p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN, S: Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Autres services de santé</u> , assurés par des établissements tels que les maisons de santé ou stations d'hydrothérapie (CPC 93193)	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf pour A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>CSS Non consolidé</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf pour A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS Non consolidé</p>	
C. <u>Services sociaux</u> (tous les États membres sauf A: maisons de convalescence et de repos, foyers pour personnes âgées uniquement. A: intégralité de CPC 933)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) FIN, S: Non consolidé</p> <p>3) FIN, S: Non consolidé</p> <p>F: La fourniture de ces services est autorisée par les autorités compétentes en fonction des besoins locaux.</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN, S: Non consolidé</p> <p>F: L'accès aux fonctions de direction est subordonné à une autorisation préalable. La délivrance de cette autorisation est fondée par exemple sur l'expérience et les compétences professionnelles, l'existence sur place d'administrateurs et le degré de spécialisation requis.</p> <p>A: Présence commerciale obligatoire</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) FIN, S: Non consolidé</p> <p>3) FIN, S: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN, S: Non consolidé</p> <p>CSS Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES</p> <p>A. <u>Services d'hôtellerie, de restauration et de traiteur</u> (CPC 641, 642, 643)</p> <p>(à l'exclusion des services de traiteurs dans le secteur des transports sauf pour A, FIN, S)</p>	<p>1) Tous les États membres sauf A et FIN: non consolidé sauf dans le cas des traiteurs: néant</p> <p>FIN: Néant</p> <p>A: Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) E, GR, P, I: L'autorisation peut être refusée afin de protéger des zones présentant un intérêt historique ou artistique particulier.</p> <p>I: Les bars, cafés et restaurants sont soumis à un examen des besoins économiques sur la base du traitement national. L'application de cet examen permet de fixer une limite au nombre de fournisseurs de services. Critères principaux: nombre et impact des fournisseurs de services existants, densité de la population, répartition géographique, effet sur la circulation et création de nouveaux emplois. Examen des besoins économiques locaux pour l'ouverture de bars, cafés ou restaurants nouveaux; l'autorisation peut être refusée afin de protéger des zones présentant un intérêt historique ou artistique particulier.</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>F: Cafés et bars: condition de nationalité</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>1) Tous les États membres sauf A, FIN et S: Non consolidé sauf dans le cas des traiteurs: néant</p> <p>FIN et S: Néant</p> <p>A: Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques</u> (y compris les organisateurs d'excursions) (CPC 7471)	<p>1) S: Établissement obligatoire.</p> <p>2) Néant</p> <p>3) B: Les sociétés non constituées légalement dans la CE ne sont autorisées d'agir en qualité d'agences de voyages que si elles ont en Belgique un siège d'opérations permanent et si la personne qui en assure la gestion au jour le jour (ou celle qui demande l'autorisation) a la nationalité d'un État membre de la CE.</p> <p>P: Constitution obligatoire d'une société commerciale ayant son siège au Portugal</p> <p>I: Examen des besoins économiques</p> <p>FIN: Autorisation obligatoire de l'Administration nationale de la consommation. Cette autorisation peut n'être accordée qu'aux citoyens finlandais et aux organismes finlandais immatriculés</p> <p>S: Établissement obligatoire.</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>GR: Dans le cas des agences de voyages, Aaccès limité à deux personnes par entreprise</p> <p>FIN: Autorisation obligatoire de l'Administration nationale de la consommation. Cette autorisation peut n'être accordée qu'aux citoyens finlandais et aux organismes finlandais immatriculés</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>CSS-EJP: Non consolidé, sauf pour A, B, D, DK, I, FIN, IRL, S, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" mais sans application d'un plafond chiffré et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p>	<p>CSS-EJP: Non consolidé, sauf pour A, B, D, DK, I, FIN, IRL, S, où: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
<p>C. <u>Services de guides touristiques</u> (CPC 7472)</p>	<p>A, B, D, DK, FIN, I, IRL, S: Non consolidé, sauf pour les accompagnateurs (personnes chargées d'accompagner en voyage organisé un groupe de dix personnes au moins, sans faire office de guides dans tel ou tel endroit) pour lesquels un diplôme professionnel et trois ans d'expérience professionnelle sont requis dans A, B, D, DK, I, IRL et S</p> <p>I: L'examen des besoins économiques doit être concluant</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p> <p>1) A, P, I: Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>E, I: Le droit d'exercer la profession est réservé aux membres des organisations locales de guides touristiques.</p> <p>GR, E, F, I, P: L'accès à cette activité est subordonné à la condition de nationalité.</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>CSS-IP: Non consolidé</p> <p>1) A: Non consolidé None</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
10. SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS (autres qu'audiovisuels)			
A. <u>Services de spectacles</u> (y compris théâtre, orchestres et cirques)(CPC 9619)	<p>1) Non consolidé pour tous les États membres sauf A et S: néant</p> <p>2) FIN: Non consolidé</p> <p>3) FIN: Non consolidé</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN: Non consolidé</p> <p>F: L'accès aux fonctions de direction est subordonné à l'agrément des autorités compétentes. Condition de nationalité pour les directeurs d'entreprises de spectacles s'ils demandent une autorisation pour plus de deux ans.</p> <p>I: Examen des besoins économiques</p> <p>CSS-EJP: Non consolidé, sauf pour A et F, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" mais sans application d'un plafond chiffré et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p>	<p>1) Non consolidé pour tous les États membres sauf A et S: néant</p> <p>2) FIN: Non consolidé</p> <p>3) FIN: Non consolidé</p> <p>F, I: Non consolidé pour les subventions et toute autre forme d'aide directe ou indirecte</p> <p>S: Aides financières cas par cas à certaines activités locales, régionales ou nationales</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>FIN: Non consolidé</p> <p>CSS-EJP Non consolidé, sauf pour A et F, où: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>A: L'admission est limitée aux personnes qui exercent leur principale activité professionnelle dans le domaine des beaux-arts et qui en retirent l'essentiel de leur revenu. Ces personnes n'exerceront aucune autre activité commerciale en Autriche.</p> <p>F:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les artistes doivent avoir signé un contrat de travail avec une entreprise agréée d'organisation de spectacles - Le permis de travail est accordé pour une période ne dépassant pas neuf mois et est renouvelable pour trois mois - L'examen des besoins économiques doit être concluant <p>Critère principal: évaluation de la situation du marché de l'emploi pour le domaine d'activité concerné dans la zone géographique où le service sera fourni.</p> <p>L'entreprise d'organisation de spectacles doit acquitter une taxe auprès de l'Office des migrations internationales</p> <p>CSS-IP: Non consolidé</p>	CSS-IP: Non consolidé	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
B. <u>Services d'agences d'information et de presse</u> (CPC 962)	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) F: La participation étrangère dans les sociétés qui éditent des publications en langue française ne peut dépasser 20 pour cent du capital ou des droits de vote de la société. Agences de presse: non consolidé.</p> <p>I: Des règles spéciales destinées à empêcher la concentration s'appliquent à la presse quotidienne et aux stations de radio, et des limites spéciales sont fixées pour la propriété multimédias. Les sociétés étrangères ne peuvent contrôler des sociétés d'édition ou de radio: la participation étrangère au capital social est limitée à 49 pour cent. P: La participation de personnes physiques ou morales étrangères au capital des sociétés d'édition, y compris la presse d'information, est limitée à 10 pour cent sans droit de vote. Le capital social des sociétés de presse constituées légalement au Portugal en "Sociedades Anónimas" doit être constitué d'actions nominatives.</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: P: Condition de nationalité pour les administrateurs et directeurs</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>1) S: Résidence obligatoire pour les éditeurs et les propriétaires de sociétés d'édition ou d'imprimerie Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) S: Résidence obligatoire pour les éditeurs et les propriétaires de sociétés d'édition ou d'imprimerie Néant</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>S: Résidence obligatoire pour les éditeurs et les propriétaires de sociétés d'édition ou d'imprimerie FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
C. <u>Services des bibliothèques, archives, musées et autres services culturels</u> (CPC 963)	1) 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 4) ICT et BV Non consolidé sauf pour A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS Non consolidé	1) 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 4) ICT et BV : Non consolidé sauf pour A: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS Non consolidé	
D. <u>Services sportifs et autres services récréatifs: sauf services de paris et de jeux d'argent</u> (Tous les États membres sauf A, FIN et S: CPC 9641, 96491, sauf les services de paris et de jeux d'argent. A: CPC 964 sauf écoles de ski, services de guides de montagne et services de paris et de jeux d'argent. FIN: CPC 964 sauf, par exemple, jeux d'argent, machines à sous et similaires. S: CPC 964 sauf jeux de hasard)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) ICT et BV : Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: I: Examen des besoins économiques CSS Non consolidé	1) Néant 2) Néant 3) S: Aides financières cas par cas à certaines activités locales, régionales ou nationales 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS Non consolidé	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
11. SERVICES DE TRANSPORT A. SERVICES DE TRANSPORTS MARITIMES Transports internationaux (de marchandises et de voyageurs) CPC 7211 et CPC 7212, <u>sauf</u> le transport de cabotage (voir ci-après - 1) Services de collecte et mouvement de matériel 9) 10)	1) a) Trafic de lignes régulières: néant b) Vracquiers, transport en cueillette et autres transports maritimes internationaux, y compris le transport international de voyageurs: néant	1) a) Néant b) Néant	Les services portuaires suivants sont mis à la disposition des fournisseurs de transports maritimes internationaux selon des clauses et conditions raisonnables et non discriminatoires: 1. Pilotage 2. Remorquage et traction 3. Embarquement de provisions, de combustibles et d'eau 4. Collecte des ordures et évacuation des eaux de déballastage 5. Services techniques portuaires 6. Aides à la navigation 7. Services à terre indispensables pour l'exploitation des navires, y compris services de communication, de fourniture d'eau et d'électricité 8. Installations pour réparations en cas d'urgence 9. Services d'ancrage et d'accostage

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>2) Néant</p> <p>3) a) Établissement d'une société immatriculée aux fins d'exploiter une flotte battant pavillon national de l'État d'établissement: non consolidé</p> <p>b) Autres formes de présence commerciale pour la fourniture de services de transport maritime international (voir ci-après - 2): néant</p> <p>4) a) Équipages: non consolidé</p> <p>b) Personnel d'encadrement employé en raison d'une présence commerciale selon la définition donnée sous 3b) ci-dessus:</p> <p>ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS: Non consolidé</p>	<p>2) Néant</p> <p>3) a) Non consolidé</p> <p>b) Néant</p> <p>4) a) Non consolidé</p> <p>b) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS: Non consolidé</p>	
<p>SERVICES AUXILIAIRES DES TRANSPORTS MARITIMES</p> <p>Services de manutention des cargaisons maritimes (voir la définition donnée ci-après – 4)</p>	<p>1) Non consolidé*, sauf en cas de non-limitation en ce qui concerne le transbordement (de bord à bord ou via le quai) et/ou en ce qui concerne l'utilisation de matériel de manutention de la cargaison à bord du navire</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant⁶⁸, sauf:</p> <p>I: Examen des besoins économiques</p> <p>GR: Monopole public dans les zones portuaires</p> <p>D: Monopole dans le port de Bremen</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS: Non consolidé</p>	<p>1) Non consolidé*, sauf en cas de non-limitation en ce qui concerne le transbordement (de bord à bord ou via le quai) et/ou en ce qui concerne l'utilisation de matériel de manutention de la cargaison à bord du navire</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant</p> <p>4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p> <p>CSS: Non consolidé</p>	

⁶⁸ Formalités de concession ou d'autorisation de service public éventuellement applicables en cas d'occupation du domaine public.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services d'entreposage CPC 742	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant ⁶⁹ 4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS: Non consolidé	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS: Non consolidé	
Services de dédouanement (voir la définition donnée ci-après – 5)	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant ⁷⁰ 4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: I: "raccomandatorio marittimo" S: Autorisation nécessaire GR: condition de nationalité CSS: Non consolidé	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: DK: Obligation de résidence. CSS: Non consolidé	
Services des centres et des dépôts de conteneurs (voir la définition donnée ci-après - 6)	1) Non consolidé ⁷¹ 2) Néant 3) Néant ⁷¹ 4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS: Non consolidé	1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS: Non consolidé	

⁶⁹ Formalités de concession ou d'autorisation de service public éventuellement applicables en cas d'occupation du domaine public.

⁷⁰ Formalités de concession ou d'autorisation de service public éventuellement applicables en cas d'occupation du domaine public.

⁷¹ Formalités de concession ou d'autorisation de service public éventuellement applicables en cas d'occupation du domaine public.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Services des agences maritimes (voir la définition donnée ci-après -7)	1) Néant 2) Néant 3) Néant, excepté pour: GR: Monopole public dans les zones portuaires D: Monopole dans le port de Bremen 4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS: Non consolidé	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS: Non consolidé	
Services de transitaires (maritimes) (voir la définition donnée ci-après – 8)	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) ICT et BV: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: I: "raccomandatorio marittimo" S: Autorisation pour le dédouanement des navires CSS: Non consolidé	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS: Non consolidé	
C. <u>Services de transports aériens</u>			
d) Maintenance et réparation d'aéronefs et de leurs parties	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 2) 3) Néant 4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS Non consolidé	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 2) 3) Néant 4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS Non consolidé	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Ventes et commercialisation	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS Non consolidé	1) Distribution par SIR de services de transport aérien fournis par le transporteur exploitant du SIR: non consolidé. 2) Néant 3) Distribution par SIR de services de transport aérien fournis par le transporteur exploitant du SIR: non consolidé. 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS Non consolidé	
Systèmes informatisés de réservation	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS Non consolidé	1) Obligations faites aux transporteurs exploitants ou participants d'un SIR contrôlé par un transporteur aérien d'un ou plusieurs pays tiers: non consolidé. 2) Néant 3) Obligations faites aux transporteurs exploitants ou participants d'un SIR contrôlé par un transporteur aérien d'un ou plusieurs pays tiers: non consolidé. 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS Non consolidé	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
Assistance au sol	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant, excepté que pour certaines catégories d'activités suivant la taille des aéroports, le nombre de fournisseurs présents dans chaque aéroport peut être limité en raison des contraintes d'espace, mais il ne peut pas être inférieur à deux fournisseurs pour d'autres raisons, et des procédures non discriminatoires d'agrément préalable peuvent être appliquées. 4) ICT et BV: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS: Non consolidé	1) Non consolidé 2) Néant 3) Néant, excepté que pour certaines catégories d'activités suivant la taille des aéroports, le nombre de fournisseurs présents dans chaque aéroport peut être limité en raison des contraintes de place, mais il ne peut pas être inférieur à deux fournisseurs pour d'autres raisons, et des procédures non discriminatoires d'agrément préalable peuvent être appliquées. 4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" CSS: Non consolidé	
Gestion des aéroports (pour les exploitants d'aéroports) ⁷²	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf I I: Seulement sous la forme d'une société anonyme La participation étrangère totale dans les sociétés de gestion des aéroports est limitée à 49 pour cent du capital ou des droits de vote. La participation des organismes publics italiens doit être d'au moins 20 pour cent. 4) Non consolidé CSS: Non consolidé	1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Non consolidé, excepté pour ce qui concerne les conditions applicables aux investissements dans les sociétés de services de gestion des aéroports. I: Néant sauf comme indiqué dans la colonne concernant l'accès aux marchés 4) Non consolidé CSS: Non consolidé	

⁷² Sans préjudice du droit de prendre toute mesure jugée nécessaire à des fins de sécurité qui existe dans tous les secteurs de services, il faut souligner l'importance particulière que revêt ce droit dans ce secteur.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
E. <u>Services de transport ferroviaire</u>			
d) Entretien et réparation de matériel de transport ferroviaire (CPC 8868)	1) Non consolidé* 2) A: Non consolidé 3) A: Non consolidé S: Les opérateurs ont le droit d'établir et d'entretenir eux-mêmes leurs équipements d'infrastructure de gare, sous réserve des contraintes d'espace et de capacité ⁷³ 4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A: Non consolidé CSS Non consolidé	1) Non consolidé* 2) A: Non consolidé 3) A: Non consolidé 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A: Non consolidé FIN: Néant CSS Non consolidé	

* Un engagement concernant ce mode de fourniture est impraticable.

⁷³ Formalités de concession ou d'autorisation de service public éventuellement applicables en cas d'occupation du domaine public.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
F. <u>Services de transports routiers</u> a) Transports de voyageurs (Tous les États membres sauf FIN: CPC 71213 et 7122. FIN: CPC 71213, 71222 et 71223. S: sauf cabotage)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) A: Non consolidé</p> <p>3) Tous les États membres sauf FIN et S: Pour le transport sur le territoire d'un État membre (cabotage) par un transporteur établi hors de ce territoire: non consolidé sauf pour la location de services non réguliers d'autocars avec chauffeur (71223)⁷⁴ où toutes les limitations seront levées à partir de 1996</p> <p>A: Non consolidé</p> <p>S: Autorisation obligatoire pour les transports commerciaux terrestres. Cette autorisation est accordée en fonction de la situation financière des demandeurs, de leur expérience et de leur aptitude à fournir les services. Des limitations sont imposées à l'utilisation à cet effet de véhicules loués.</p> <p>- Pour 7122:</p> <p>E: Examen des besoins économiques Cet examen, lorsqu'il est pratiqué, fixe une limite au nombre de fournisseurs de services. Critère principal: la demande locale.</p> <p>- Pour 71221 (services de taxi): tous les États membres sauf S: examen des besoins économiques⁷⁵, plus:</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) A: Non consolidé</p> <p>3) Tous les États membres sauf FIN et S: non consolidé pour le transport sur le territoire d'un État membre (cabotage) par un transporteur établi hors de ce territoire:</p> <p>A: Non consolidé</p> <p>S: Les entreprises établies doivent utiliser des véhicules immatriculés en Suède</p>	

⁷⁴ Indique que le service en question ne constitue qu'une partie de l'éventail des activités couvertes par le numéro de la CPC.

⁷⁵ **Cet examen, lorsqu'il est pratiqué, fixe une limite au nombre de fournisseurs de services. Critère principal: la demande locale conformément aux dispositions des lois applicables. En fonction du nombre de fournisseurs de services dans la région à desservir.**

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>DK: Accès réservé aux personnes physiques et établissement local obligatoire</p> <p>I: Accès réservé aux personnes physiques</p> <p>- Pour 71222 (location de voitures particulières avec chauffeur):</p> <p>DK: Accès réservé aux personnes physiques et établissement local obligatoire</p> <p>FIN: Autorisation obligatoire, non accordée aux véhicules immatriculés à l'étranger</p> <p>I: Accès réservé aux personnes physiques et examen des besoins économiques</p> <p>P: Examen des besoins économiques</p> <p>Pour 71213 (transports interurbains réguliers)⁷⁶:</p> <p>I, E, IRL: Examen des besoins économiques</p> <p>Cet examen, lorsqu'il est pratiqué, fixe une limite au nombre de fournisseurs de services. Critère principal: les transports publics existants sur l'itinéraire concerné</p> <p>F: Non consolidé</p> <p>FIN: Autorisation obligatoire, non accordée aux véhicules immatriculés à l'étranger</p>		

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>DK: Examen des besoins économiques et résidence et citoyenneté obligatoires pour le directeur Autorisation obligatoire pour la fourniture de services de transports interurbains réguliers délivrée sur la base des connaissances spéciales du fournisseur de services, de son expérience, et sur présentation d'un certificat de bonne conduite et de garanties financières suffisantes. Résidence obligatoire pour le directeur</p> <p>P: Accès réservé aux sociétés légalement constituées</p> <p>- Pour 71223:</p> <p>FIN: Autorisation obligatoire, non accordée aux véhicules immatriculés à l'étranger</p> <p>4) ICT à et BV à Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Non consolidé</p> <p>DK: Citoyenneté Résidence obligatoire pour les directeurs</p> <p>P: Condition de nationalité pour les personnels spécialisés</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>4) ICT à et BV à: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Non consolidé</p> <p>FIN: Néant</p> <p>DK: Résidence obligatoire pour les directeurs</p> <p>CSS Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
b) Transport de marchandises (CPC 7123 S: sauf cabotage)	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) A: Non consolidé</p> <p>3) Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé pour le transport sur le territoire d'un État membre par un transporteur établi dans un autre État membre</p> <p>A, E: Non consolidé</p> <p>I: Pour le transport à l'intérieur du pays, la délivrance d'une autorisation est subordonnée à l'examen des besoins économiques Examen des besoins économiques Cet examen, lorsqu'il est pratiqué, fixe une limite au nombre de fournisseurs de services. Critère principal: la demande locale.</p> <p>FIN: Autorisation obligatoire, non accordée aux véhicules immatriculés à l'étranger</p> <p>S: Autorisation obligatoire pour les transports commerciaux terrestres. Cette autorisation est accordée en fonction de la situation financière des demandeurs, de leur expérience et de leur aptitude à fournir les services. Des limitations sont imposées à l'utilisation à cet effet de véhicules loués.</p> <p>4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Non consolidé</p> <p>CSS Non consolidé</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) A: Non consolidé</p> <p>3) Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé pour le transport sur le territoire d'un État membre par un transporteur établi dans un autre État membre</p> <p>A, E: Non consolidé</p> <p>S: Les entreprises établies doivent utiliser des véhicules immatriculés en Suède</p> <p>4) ICT et BV: Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <p>A: Non consolidé</p> <p>FIN: Néant</p> <p>CSS Non consolidé</p>	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
d) Entretien et réparation de matériel de transport routier (Tous les États membres sauf A et FIN: CPC 6112. A: 6112+8867. FIN 6112 et parties de 88)	1) Tous les États membres sauf FIN et S: Néant FIN et S: Non consolidé 2) Néant 3) S: Les opérateurs ont le droit d'établir et d'entretenir eux-mêmes leurs équipements d'infrastructure de gare, sous réserve des contraintes d'espace et de capacité 4) ICT et BV Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Tous les États membres sauf FIN et S: Néant FIN et S: Non consolidé 2) Néant 3) Néant 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" FIN: Néant CSS Non consolidé	
H. <u>Services auxiliaires de tous les modes de transport</u> <u>(FIN: sauf les transports maritimes)</u>			
b) Services d'entreposage (CPC 742) (tous les États membres sauf A et FIN: (sauf dans les ports)	1) Non consolidé* 2) 3) S: Non consolidé None 4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: S: Non consolidé CSS Non consolidé	1) Non consolidé* 2) 3) S: Non consolidé None 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: S: Non consolidé FIN: Néant CSS Non consolidé	

* Un engagement concernant ce mode de fourniture est impraticable.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
c) Services d'agences de transports de marchandises/services de transitaires (CPC 748)	1) 2) 3) S: Non consolidé Néant 4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: S: Non consolidé CSS Non consolidé	1) 2) 3) S: Non consolidé None 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: S: Non consolidé FIN: Néant CSS Non consolidé	
Inspections avant expédition (CPC 749 ⁷⁷ sauf pour FIN: CPC 7490 seulement)	1) 2) 3) A, S: Non consolidé 4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A, S: Non consolidé CSS Non consolidé	1) 2) 3) A, S: Non consolidé 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A, S: Non consolidé FIN: Néant CSS Non consolidé	
I: <u>Autres services de transport</u> (fourniture de services de transports combinés)	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf FIN: néant 2) A, S: Non consolidé 3) Néant, sans préjudice des limitations concernant tel ou tel mode de transport sauf pour A, S: non consolidé. 4) ICT et BV Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A, S: Non consolidé	1) Non consolidé pour tous les États membres sauf FIN: néant 2) A, S: Non consolidé 3) Néant, sans préjudice des limitations concernant tel ou tel mode de transport sauf pour A, S: non consolidé. 4) ICT et BV : Tous les États membres sauf FIN: Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulières ci-après: A, S: Non consolidé FIN: Néant	

⁷⁷ Les services en question ne constituent qu'une partie des activités couvertes par le numéro indiqué de la CPC.

* Un engagement concernant ce mode de fourniture est impraticable.

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
12. AUTRES SERVICES N.C.A.	CSS Non consolidé	CSS Non consolidé	
- Services de coiffure (CPC 97021)	1) Non consolidé* 2), 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 4) ICT et BV : Non consolidé pour tous les États membres sauf A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	1) Non consolidé* 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 4) ICT et BV : Non consolidé pour tous les États membres sauf A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Services de soins cosmétiques, de manucure et de pédicure (CPC 97022)	CSS Non consolidé 1) Non consolidé* 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 4) ICT et BV : Non consolidé pour tous les États membres sauf A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	CSS Non consolidé 1) Non consolidé* 2) 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 4) ICT et BV : Non consolidé pour tous les États membres sauf A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
- Autres services de soins esthétiques, n.c.a. (CPC 97029)	CSS Non consolidé 1) Non consolidé* 2), 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 4) ICT et BV : Non consolidé pour tous les États membres sauf A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	CSS Non consolidé 1) Non consolidé* 2), 3) Non consolidé pour tous les États membres sauf A: néant 4) ICT et BV : Non consolidé pour tous les États membres sauf A: non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
	CSS Non consolidé	CSS Non consolidé	

Modes de fourniture: 5) Fourniture transfrontières 6) Consommation à l'étranger 7) Présence commerciale 8) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
- Services liés à la vente de matériel ou à la cession d'un brevet	<p>1), 2), 3) Non consolidé</p> <p>4) i) et ii): Non consolidé</p> <p>iii) Non consolidé, sauf pour F en ce qui concerne l'admission temporaire de techniciens, où: comme indiqué sous "Engagements horizontaux" mais sans application d'un plafond chiffré et sous réserve des limitations particulières ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le technicien est employé par une personne morale établie sur le territoire d'un autre Membre, et - Ladite personne morale fabrique du matériel et en a vendu à un établissement ayant une présence commerciale en France, ou - Ladite personne morale a cédé un brevet à un établissement ayant une présence commerciale en France - Le technicien est chargé de superviser le montage du matériel ou d'assurer les préparatifs pour l'exploitation du brevet - Le permis de travail est accordé pour une période ne dépassant pas six mois 	<p>1), 2), 3) Non consolidé</p> <p>4) i) et ii): Non consolidé</p> <p>iii) Non consolidé sauf pour F où: Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	
	<ul style="list-style-type: none"> - Le technicien doit présenter un certificat de travail délivré par l'établissement ayant une présence commerciale en France et une lettre de la personne morale établie sur le territoire d'un autre Membre dans laquelle celle-ci exprime son consentement au transfert - L'établissement ayant la présence commerciale en France doit acquitter une taxe auprès de l'Office des migrations internationales 		

Appendice A

GLOSSAIRE

TERMES UTILISÉS DANS L'UN OU L'AUTRE ÉTAT MEMBRE

France

SC	Société civile
SCP	Société civile professionnelle
SEL	Société d'exercice libéral
SNC	Société en nom collectif
SCS	Société en Commandite Simple
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SCA	Société en Commandite par Actions
SA	Société Anonyme
<u>N.B.:</u>	Toutes ces sociétés sont dotées de la personnalité morale

Allemagne

GmbH & CoKG	Kommanditgesellschaft, bei der der persönlich haftende Gesellschafter eine GmbH (société par actions à responsabilité limitée) ist
EWIV économiques)	Europäische Wirtschaftliche Interessenvereinigung (Groupement européen d'intérêts

Italie

SPA	Società per Azioni (société anonyme par actions)
SRL	Società a Responsabilità Limitata (société à responsabilité limitée)

En Italie, les services professionnels suivants sont couverts par l'offre CE:

Ragionieri-periti commerciali Experts comptables commerciaux

Commercialisti	Comptables commerciaux
Geometri	Géomètres
Ingegneri	Ingénieurs
Architetti	Architectes
Geologi	Géologues
Medici	Médecins
Farmacisti	Pharmaciens
Psicologi	Psychologues
Veterinari	Vétérinaires
Biologi	Biologistes
Chimici	Chimistes
Periti agrari	Experts agricoles
Agronomi	Agronomes
Attuari	Actuaires

NOTES RELATIVES À LA SECTION SUR LES SERVICES DE TRANSPORT MARITIME INTERNATIONAL

Lorsque les services de transport par route, par chemin de fer ou par voies navigables intérieures (et les services auxiliaires connexes) ne sont pas intégralement pris en compte dans la présente Liste par d'autres dispositions, un entrepreneur de transport multimodal (selon la définition -3 ci-après) peut louer ou prendre en crédit-bail des camions, des wagons de chemin de fer ou des barges, et tout matériel connexe, afin d'assurer l'expédition des marchandises à l'intérieur des terres, ou peut avoir accès à ces formes de transport multimodal et les utiliser, à des conditions raisonnables et non discriminatoires, pour effectuer des opérations de transport multimodal. (On entend par "conditions et conditions raisonnables et non discriminatoires" aux fins de cet engagement [additionnel] la capacité pour un entrepreneur de transport multimodal d'organiser le transport de ses marchandises dans les délais prévus, en ayant notamment priorité sur les autres marchandises arrivées au port à une date ultérieure).

DÉFINITIONS

1. Sans préjuger de l'étendue des activités pouvant être considérées comme du "cabotage" en vertu de la législation nationale applicable, cette Liste n'inclut pas les "services de cabotage maritime", qui englobent, en principe, le transport de passagers ou de marchandises entre un port situé dans un État membre et un autre port situé dans ce même État et le transport de passagers ou de marchandises entre un port situé dans un État membre et des installations ou structures situées sur le plateau continental de ce même État.

2. On entend par "autres formes de présence commerciale pour la fourniture de services de transport maritime international" la possibilité pour des fournisseurs de services de transport maritime international des autres Membres d'exercer localement toutes les activités nécessaires pour fournir à leurs clients un service de transport partiellement ou totalement intégré, dans lequel le transport maritime constitue un élément substantiel (cet engagement ne doit toutefois pas être considéré comme limitant d'une quelconque façon les engagements pris au titre du mode de fourniture transfrontières).

Ces activités englobent sans s'y limiter:

- a) la commercialisation et la vente de transports maritimes et de services connexes par contact direct avec les clients, depuis la fixation des prix jusqu'à la facturation, ces services étant exploités ou offerts par le fournisseur de services lui-même ou par des fournisseurs de services avec lesquels le vendeur des services a passé des arrangements commerciaux permanents;
- b) l'acquisition, pour leur propre compte ou au nom de leurs clients (et la revente à leurs clients) de tous services de transport et services connexes, y compris les services de transport intérieurs par n'importe quel mode, notamment les voies de navigation intérieures, la route et le rail, qui s'avérera nécessaire pour fournir le service intégré;
- c) l'établissement des documents de transport, documents de douane ou autres documents liés à l'origine et aux caractéristiques des marchandises transportées;
- d) la fourniture d'informations commerciales par tous les moyens, y compris les systèmes d'information informatisés et les échanges de données électroniques (sous réserve des dispositions de l'annexe sur les télécommunications);

- e) la conclusion d'ententes commerciales (y compris la participation au capital social d'une société) et la nomination de personnel local (ou, dans le cas du personnel étranger sous réserve de l'engagement horizontal concernant le mouvement des personnels) avec n'importe quelle agence de navigation maritime établie sur place;
- f) les prestations fournies pour le compte des sociétés, l'organisation de l'escale du navire ou, si nécessaire, la prise en charge de marchandises.

3. On entend par "entrepreneur de transport multimodal" toute personne au nom de laquelle le connaissement/document de transport multimodal ou tout autre document attestant l'existence d'un contrat de transport multimodal de marchandises est délivré et qui est chargée du transport des marchandises en vertu du contrat de transport.

4. Les "services de manutention des cargaisons maritimes" s'entendent des activités exercées par des sociétés de manutention, notamment les sociétés d'exploitation des terminaux, mais à l'exclusion des activités directes des dockers, dès lors que cette main-d'oeuvre est organisée indépendamment des sociétés de manutention ou des sociétés d'exploitation des terminaux. Ces activités comprennent l'organisation et la supervision des opérations suivantes:

- chargement de la cargaison à bord du navire et déchargement de cette cargaison;
- arrimage et désarrimage de la cargaison;
- réception/livraison et entreposage en lieu sûr des marchandises avant l'embarquement ou après le déchargement.

5. Les "services de dédouanement" (ou services de courtiers en douane) s'entendent des activités qui consistent à effectuer pour le compte d'une autre partie les formalités douanières relatives à l'importation, à l'exportation ou au transport de bout en bout des marchandises, que ce service constitue l'activité principale du fournisseur de services ou en soit un complément habituel.

6. Les "services des centres et des dépôts de conteneurs" s'entendent des activités qui consistent à entreposer les conteneurs, que ce soit dans les zones portuaires ou à l'intérieur des terres, aux fins de leur empotage, de leur dépotage, de leur réparation et de leur préparation en vue de leur mise à disposition pour le transport maritime.

7. Les "services des agences maritimes" s'entendent des activités qui consistent à représenter en qualité d'agents, dans une zone géographique donnée, les intérêts commerciaux d'une ou de plusieurs lignes ou sociétés de navigation aux fins suivantes:

- commercialisation et vente de services de transports maritimes et services connexes, depuis l'établissement des devis jusqu'à la facturation, et délivrance de connaissements pour le compte des compagnies; acquisition et revente des services connexes nécessaires, établissement des documents et fourniture d'informations commerciales;
- prestations fournies pour le compte des sociétés, organisation à l'escale du navire ou, si nécessaire, prise en charge de marchandises.

8. Les "services de transitaires" s'entendent des activités qui consistent à organiser et à surveiller les opérations d'expédition pour le compte des expéditeurs, y compris l'acquisition de services de transport et services connexes, l'établissement des documents et la fourniture d'informations commerciales.

9. Mouvement de matériel: Le transport entre un port situé dans un État membre et un port situé dans un autre État membre est libre. Par ailleurs, les fournisseurs de transports maritimes internationaux peuvent déplacer/repositionner leur propre matériel (à savoir des conteneurs vides, plates-formes, etc) sur leurs navires entre les ports d'un État membre des CE lorsque aucune rémunération n'intervient, sauf pour:

- A, L, où la disposition ne s'applique pas.

10. Services de collecte: Le transport entre un port situé dans un État membre et un port situé dans un autre État membre est libre. Par ailleurs, les fournisseurs de transports maritimes internationaux peuvent exploiter des navires battant pavillon de quelque nationalité que ce soit aux fins du transport préalable ou futur de leurs propres marchandises internationales conteneurisées entre des ports d'un État membre des CE, sauf pour:

- A, L, où la disposition ne s'applique pas et
- D, E, F, FIN, GR, I, P et S, où une autorisation est obligatoire.

ENGAGEMENTS ADDITIONNELS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
ET DE LEURS ÉTATS MEMBRES

OBJET

Le présent document contient des définitions et des principes concernant le cadre réglementaire pour les services de télécommunications de base sur lesquels sont fondés les engagements des Communautés européennes et de leurs États membres relatifs à l'accès au marché.

DÉFINITIONS

Le terme *utilisateurs* désigne les consommateurs et les fournisseurs de services.
L'expression *installations essentielles* désigne les installations d'un réseau et d'un service publics de transport des télécommunications

- a) qui sont fournies exclusivement ou essentiellement par un seul fournisseur ou un nombre limité de fournisseurs; et
- b) qu'il n'est pas possible de remplacer d'un point de vue économique ou technique pour fournir un service.

Un *fournisseur principal* est un fournisseur qui a la capacité d'influer de manière importante sur les modalités de la participation (en ce qui concerne le prix et l'offre) sur un marché donné de services de télécommunication de base par suite:

- a) du contrôle qu'il exerce sur des installations essentielles; ou bien
- b) de l'utilisation de sa position sur le marché.

1. Sauvegardes en matière de concurrence

1.1. Prévention des pratiques anticoncurrentielles dans les télécommunications

Des mesures appropriées seront appliquées en vue d'empêcher des fournisseurs qui, seuls ou ensemble, sont un fournisseur principal, d'adopter ou de maintenir des pratiques anticoncurrentielles.

1.2. Sauvegardes

Les pratiques anticoncurrentielles mentionnées ci-dessus consistent en particulier:

- a) à pratiquer un subventionnement croisé anticoncurrentiel;
- b) à utiliser des renseignements obtenus auprès de concurrents d'une manière qui donne des résultats anticoncurrentiels; et
- c) à ne pas mettre à la disposition des autres fournisseurs de services en temps opportun les renseignements techniques sur les installations essentielles et les renseignements commercialement pertinents qui leur sont nécessaires pour fournir des services.

2. Interconnexion

2.1. La présente section traite des liaisons avec les fournisseurs de réseaux ou services publics de transport des télécommunications permettant aux utilisateurs relevant d'un fournisseur de communiquer avec les utilisateurs relevant d'un autre fournisseur et d'avoir accès à des services fournis par un autre fournisseur.

2.2. Interconnexion à assurer

Dans les limites de l'accès aux marchés autorisé, l'interconnexion avec un fournisseur principal sera assurée à tout point du réseau où cela sera techniquement possible. Cette interconnexion est assurée⁷⁸:

- a) suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et à des tarifs non discriminatoires et sa qualité est non moins favorable que celle qui est prévue pour les services similaires dudit fournisseur ou pour les services similaires des fournisseurs de services non affiliés ou pour des filiales ou autres sociétés affiliées⁷⁹;
- b) en temps opportun, suivant des modalités, à des conditions (y compris les normes et spécifications techniques) et moyennant des taxes fondées sur les coûts qui soient transparentes, raisonnables, compte tenu de la faisabilité économique, et suffisamment détaillées pour que le fournisseur n'ait pas à payer pour des éléments ou installations du réseau dont il n'a pas besoin pour le service à fournir; et
- c) sur demande, à des points en plus des points de terminaison du réseau accessibles à la majorité des utilisateurs, moyennant des tarifs qui reflètent le coût de la construction des installations additionnelles nécessaires.

2.3. Accès du public aux procédures concernant les négociations en matière d'interconnexion

Le public aura accès aux procédures applicables pour une interconnexion avec un fournisseur principal.

2.4. Transparence des arrangements en matière d'interconnexion

Il est fait en sorte qu'un fournisseur principal mette à la disposition du public soit ses accords d'interconnexion soit une offre d'interconnexion de référence.

2.5. Interconnexion: règlement des différends

Un fournisseur de services demandant l'interconnexion avec un fournisseur principal aura recours, soit:

- a) à tout moment, soit

⁷⁸Les fournisseurs de services ou de réseaux auxquels le public n'a généralement pas accès, tels les groupes fermés d'utilisateurs, bénéficient du droit garanti de se connecter au réseau ou aux services publics de transport des télécommunications suivant des modalités, à des conditions et à des tarifs non discriminatoires, transparents et fondés sur les coûts. Ces modalités, conditions et tarifs peuvent toutefois être différents de ceux applicables pour l'interconnexion entre réseaux ou services publics de télécommunication.

⁷⁹Des modalités, conditions et tarifs différents peuvent être fixés en Islande pour les exploitants actifs dans différents segments du marché, sur la base de dispositions nationales en matière de licences non discriminatoires et transparentes, dans les cas où de telles différences peuvent être objectivement justifiées par le fait que les services en question ne sont pas considérés comme des "services similaires".

- b) après un délai raisonnable qui aura été rendu public, à un organe interne indépendant, qui peut être l'organe réglementaire mentionné au paragraphe 5 ci-après pour régler les différends concernant les modalités, conditions et taxes d'interconnexion pertinentes dans un délai raisonnable, dans la mesure où celles-ci n'ont pas été établies au préalable.

3. Service universel

Tout Membre a le droit de définir le type d'obligation en matière de service universel qu'il souhaite maintenir. Ces obligations ne seront pas considérées comme étant anticoncurrentielles en soi, à condition qu'elles soient administrées de manière transparente, non discriminatoire et neutre du point de vue de la concurrence et qu'elles ne soient pas plus rigoureuses qu'il n'est nécessaire pour le type de service universel défini par le Membre.

4. Accès du public aux critères en matière de licences

Lorsqu'une licence sera nécessaire, le public aura accès aux informations suivantes:

- a) tous les critères en matière de licences et le délai normalement requis pour qu'une décision soit prise au sujet d'une demande de licence; et
- b) les modalités et conditions des licences individuelles.

Les raisons du refus d'une licence seront communiquées au requérant sur demande.

5. Indépendance des organes réglementaires

L'organe réglementaire est distinct de tout fournisseur de services de télécommunication de base et ne relève pas d'un tel fournisseur. Les décisions des organes réglementaires et les procédures qu'ils utilisent seront impartiales à l'égard de tous les participants sur le marché.

6. Attribution et utilisation des ressources rares

Toutes les procédures concernant l'attribution et l'utilisation des ressources limitées, y compris les fréquences, les numéros et les servitudes, seront mises en oeuvre de manière objective, opportune, transparente et non discriminatoire. Les renseignements sur la situation courante des bandes de fréquences attribuées seront mis à la disposition du public, mais il n'est pas obligatoire d'indiquer de manière détaillée les fréquences attribuées pour des utilisations spécifiques relevant de l'État.

**ENGAGEMENTS ADDITIONNELS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES
ET DE LEURS ÉTATS MEMBRES**

ASSURANCE

- a) Les Communautés européennes et leurs États membres notent l'étroite coopération qui s'est instaurée entre les autorités des États membres chargées de la réglementation et de la surveillance dans le domaine de l'assurance et appuient les efforts qu'elles ont engagés pour promouvoir des règles de surveillance améliorées.
- b) Les États membres feront tout leur possible pour examiner dans les six mois les demandes dûment établies présentées par des entreprises régies par les lois d'un pays tiers en vue d'obtenir les licences nécessaires à l'exécution d'activités d'assurance directe par le biais de l'établissement d'une filiale dans un État membre, conformément à la législation dudit État. Dans les cas où ces demandes sont rejetées, l'autorité de l'État membre fera tout son possible pour en informer les entreprises en question et donner les raisons du rejet de la demande.
- c) Les autorités des États membres chargées de la surveillance feront tout leur possible pour fournir sans retard indu les renseignements sollicités par des entreprises régies par les lois d'un pays tiers sur l'état d'avancement de l'examen de leurs demandes dûment établies présentées en vue d'obtenir les licences nécessaires à l'exécution d'activités d'assurance directe par le biais de l'établissement d'une filiale dans un État membre, conformément à la législation dudit État.
- d) Les Communautés européennes et leurs États membres feront tout leur possible pour examiner toute question relative au bon fonctionnement du marché intérieur de l'assurance et étudier toutes questions qui pourraient avoir une incidence sur ce marché.
- e) Les Communautés européennes et leurs États membres notent qu'en ce qui concerne l'assurance automobile, conformément à la législation communautaire en vigueur le ~~31 décembre 1997~~ **31 mars 2003** et sans préjudice de la législation future, les primes peuvent être calculées compte tenu de plusieurs facteurs de risque.
- f) Les Communautés européennes et leurs États membres notent que, conformément à la législation communautaire en vigueur le ~~31 décembre 1997~~ **31 mars 2003** et sans préjudice de la législation future, l'approbation préalable, par les autorités nationales chargées de la surveillance, des conditions établies dans les polices et des barèmes de primes qu'une compagnie d'assurance a l'intention d'utiliser n'est généralement pas nécessaire.
- g) Les Communautés européennes et leurs États membres notent que, conformément à la législation communautaire en vigueur le ~~31 décembre 1997~~ **31 mars 2003** et sans préjudice de la législation future, l'approbation préalable, par les autorités nationales chargées de la surveillance, de la majoration des taux de prime n'est généralement pas nécessaire.

AUTRES SERVICES FINANCIERS

- a) En application des directives communautaires pertinentes, les États membres feront tout leur possible pour examiner dans les 12 mois les demandes dûment établies présentées par des entreprises régies par les lois d'un pays tiers en vue d'obtenir les licences nécessaires à l'exécution d'activités bancaires par le biais de l'établissement d'une filiale dans un État membre conformément à la législation dudit État. Dans les cas où ces demandes sont rejetées, l'État membre fera tout son possible pour en informer les entreprises en question et donner les raisons du rejet de la demande.

- b) Les États membres feront tout leur possible pour fournir sans retard indu les renseignements sollicités par des entreprises régies par les lois d'un pays tiers sur l'état d'avancement de l'examen de leurs demandes dûment établies présentées en vue d'obtenir les licences nécessaires à l'exécution d'activités bancaires par le biais de l'établissement d'une filiale dans un État membre, conformément à la législation dudit État.
- c) En application des directives communautaires pertinentes, les États membres feront tout leur possible pour examiner dans les six mois les demandes dûment établies présentées par des entreprises régies par les lois d'un pays tiers en vue d'obtenir les licences nécessaires à la fourniture de services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières, tels qu'ils sont définis dans la Directive sur les services d'investissement, par le biais de l'établissement d'une filiale dans un État membre, conformément à la législation dudit État. Dans les cas où ces demandes sont rejetées, l'État membre fera tout son possible pour en informer les entreprises en question et donner les raisons du rejet de la demande.
- d) Les États membres feront leur possible pour fournir sans retard indu les renseignements sollicités par des entreprises régies par les lois d'un pays tiers sur l'état d'avancement de l'examen de leurs demandes dûment établies présentées en vue d'obtenir les licences nécessaires à la fourniture de services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières par le biais de l'établissement d'une filiale dans un État membre, conformément à la législation dudit État.

Position convenue sur le champ de la division 84 de la CPC - Services informatiques et services connexes

i) La division 84 de la CPC couvre les fonctions de base utilisées pour fournir tous les services informatiques et services connexes: programmes informatiques définis comme le jeu d'instructions nécessaires pour faire fonctionner les ordinateurs et les faire communiquer entre eux (y compris l'élaboration et la réalisation des logiciels), le traitement et le stockage des données et les services connexes, comme les services de consultation et de formation pour les membres du personnel de la société utilisatrice. Les progrès technologiques se sont traduits par une offre croissante de ces services sous la forme d'un ensemble de services connexes pouvant inclure tout ou partie de ces fonctions de base. Ainsi, les services comme l'hébergement des noms de domaines ou de sites Web, les services d'extraction de données et l'informatique collaborative consistent chacun en une combinaison de fonctions de services informatiques de base.

ii) Les services informatiques et services connexes, qu'ils soient ou non fournis par l'intermédiaire d'un réseau, y compris par Internet, incluent tous les services couvrant les éléments suivants:

- consultation, stratégie, analyse, planification, spécification, conception, élaboration, installation, réalisation, intégration, mise à l'essai, débogage, mise à jour, soutien, assistance technique, ou gestion d'ordinateurs ou de systèmes informatiques ou pour ordinateurs ou systèmes informatiques; ou
- programmes informatiques définis comme le jeu d'instructions nécessaires pour faire fonctionner les ordinateurs et les faire communiquer entre eux (d'eux-mêmes et par eux-mêmes), plus consultation, stratégie, analyse, planification, spécification, conception, élaboration, installation, réalisation, intégration, mise à l'essai, débogage, mise à jour, adaptation, maintenance, soutien, assistance technique, gestion ou utilisation de programmes informatiques ou pour programmes informatiques; ou
- traitement des données, stockage des données, hébergement des données ou services de bases de données; ou
- services de maintenance et de réparation pour les machines et le matériel de bureau, y compris les ordinateurs; ou
- services de formation pour les membres du personnel de la société utilisatrice, liés aux programmes informatiques, aux ordinateurs ou aux systèmes informatiques, non classés ailleurs.

ii) Les *services informatiques et services connexes* permettent la fourniture d'autres services (par exemple services bancaires), par voie électronique ou par d'autres moyens. Cependant, il existe une distinction importante entre service d'accès (par exemple hébergement de sites Web ou de contenu) et le service de contenu ou de base qui est livré électroniquement (par exemple services bancaires). En pareil cas, le service de contenu ou de base ne relève pas de la division 84 de la CPC.

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ET LEURS ÉTATS MEMBRES – LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services audiovisuels – Distribution d'œuvres audiovisuelles	Droits de redressement éventuellement imposés face aux pratiques déloyales en matière de prix de certains pays tiers distributeurs d'œuvres audiovisuelles	Tous les Membres	Indéterminée	Les pratiques déloyales en matière de prix peuvent perturber gravement la distribution des œuvres européennes.
Services audiovisuels	Mesures prises pour prévenir, corriger ou compenser les conditions ou actions préjudiciables, déloyales ou déraisonnables imposées aux services audiovisuels des CE, à leurs produits ou à leurs fournisseurs de services, en réaction à des actions de cette nature ou comparables d'autres membres	Tous les Membres	Indéterminée La nécessité de l'exemption disparaîtra concurremment avec l'exemption correspondante formulée par d'autres Membres.	Nécessité de protéger les Communautés européennes et leurs États membres contre des actions unilatérales préjudiciables, déloyales ou déraisonnables d'autres Membres
Services audiovisuels- Production et distributions d'œuvres audiovisuelles par la radiodiffusion ou d'autres formes de transmission au public	Mesures qui définissent les œuvres d'origine européenne de manière à accorder le traitement national aux œuvres audiovisuelles qui remplissent certains critères linguistiques et d'origine concernant l'accès à la radiodiffusion ou à des formes similaires de transmission.	Les parties à la Convention européenne sur la télévision transfrontières du Conseil de l'Europe et les autres pays européens avec lesquels un accord peut être conclu	Indéterminée L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en œuvre d'un accord d'intégration économique.	Ces mesures ont pour objectif, dans ce secteur, de promouvoir les valeurs culturelles tant au sein des États membres de la CE qu'avec d'autres pays d'Europe et d'atteindre certains objectifs de politique linguistique.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services audiovisuels - Production et distribution d'oeuvres cinématographiques et de programmes de télévision	Mesures fondées sur des accords-cadres de gouvernement à gouvernement et des accords plurilatéraux concernant la coproduction d'oeuvres audiovisuelles, qui octroient le traitement national aux oeuvres audiovisuelles visées par ces accords, en particulier pour ce qui est de la distribution et de l'accès au financement	Tous les pays avec lesquels une coopération culturelle peut se révéler souhaitable (des accords ont déjà été conclus ou sont en cours de négociation avec les pays suivants: Algérie, Angola, Argentine, Australie, Brésil, Burkina Faso, Canada, Cap-Vert, Chili, Côte d'Ivoire, Colombie, Cuba, Égypte, Guinée-Bissau, Inde, Israël, Mali, Maroc, Mexique, Mozambique, Nouvelle-Zélande, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, États de l'Europe centrale, orientale et du Sud-Est, Suisse, Tunisie, Turquie, Venezuela)	Indéterminée	Le but de ces accords est de promouvoir les liens culturels entre les pays concernés.
Services audiovisuels - Production et distribution de programmes de télévision et d'oeuvres cinématographiques	Mesures ayant pour effet d'accorder la possibilité de bénéficier de programmes d'aide (par exemple le <u>Plan d'action pour une télévision de progrès, MEDIA</u> ou <u>EURIMAGES</u>) aux oeuvres audiovisuelles et aux fournisseurs de ces oeuvres qui remplissent certains critères leur conférant l'origine européenne	Pays européens	Indéterminée L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en oeuvre d'un accord d'intégration économique.	Le but de ces programmes est de préserver et de promouvoir l'identité régionale des pays européens unis par des liens culturels de longue date.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Audiovisuel - Services de distribution	L'obligation d'obtenir une licence pour la distribution de films doublés d'origine non communautaire ne s'applique pas, en Espagne, aux films d'origine européenne spécialement recommandés pour les enfants.	Parties au Conseil de l'Europe	Indéterminée L'exemption est nécessaire, pour certains pays, jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en oeuvre d'un accord d'intégration économique.	Le but de cette mesure est de promouvoir les valeurs culturelles européennes et les objectifs en matière de politique linguistique touchant la jeunesse.
Services audiovisuels: services de diffusion télévisuelle et radiophonique	Participation étrangère dans les sociétés italiennes en excédent de 49 pour cent du capital et des droits de vote, autorisée sous réserve de réciprocité	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité d'assurer un accès effectif au marché et un traitement équivalent aux fournisseurs italiens de services
Services audiovisuels: Production et distribution d'oeuvres cinématographiques et de programmes de télévision dans les pays nordiques	Mesures adoptées par le Danemark et la Finlande pour l'octroi d'avantages prévus dans des programmes d'aide tels que NORDIC FILM et TV FUND afin de favoriser la production et la distribution d'oeuvres audiovisuelles produites dans les pays nordiques	Finlande, Norvège, Suède, Islande	Indéterminée	Préservation et promotion de l'identité régionale des pays concernés
Services audiovisuels; Production et distribution d'oeuvres cinématographiques et de programmes de télévision dans les pays nordiques	Mesures adoptées par la Finlande pour l'octroi d'avantages prévus dans des programmes d'aide tels que NORDIC FILM et TV FUND afin de favoriser la production et la distribution d'oeuvres audiovisuelles produites dans les pays nordiques	Pays nordiques	Indéterminée	Préservation et promotion de l'identité régionale des pays concernés

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services audiovisuels; production et distribution d'oeuvres cinématographiques et de programmes de télévision dans les pays nordiques	Mesures prises par la Suède pour faciliter les émissions de programmes réalisés dans les pays nordiques ainsi que pour financer les programmes d'aide tels que NORDIC FILM ou TV FUND qui ont pour but de faciliter la production d'oeuvres audiovisuelles dans les pays nordiques et leur distribution, et de faire bénéficier ces oeuvres de leurs avantages	Pays nordiques	Indéterminée	Préservation et promotion de l'identité régionale des pays concernés
Transports routiers - Voyageurs et marchandises	<p>Dispositions des accords existants ou futurs sur les transports routiers internationaux (y compris le transport combiné route/rail) et le transport des voyageurs, conclus entre la CE ou ses États membres et des pays tiers qui:</p> <ul style="list-style-type: none"> - réservent ou limitent la fourniture d'un service de transport entre les parties contractantes ou sur le territoire des parties contractantes aux véhicules immatriculés dans l'une des parties contractantes⁸⁰; - accordent une exonération fiscale à ces véhicules. 	Suisse, États d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est et tous les pays membres de la Communauté États indépendants, Albanie, Turquie, Liban, Israël, Syrie, Jordanie, Égypte, Tunisie, Algérie, Maroc, Chypre, Malte, Iran, Afghanistan, Iraq, Koweït	Indéterminée	L'exemption est nécessaire du fait des caractéristiques régionales de la fourniture transfrontières des services de transports routiers.

⁸⁰ Dans le cas de l'Autriche, la partie de l'exemption NPF relative aux droits de trafic vaut pour tous les pays avec lesquels existent ou pourraient être souhaitables des accords bilatéraux relatifs aux transports routiers ou d'autres arrangements en matière de transports routiers

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transport routier; voyageurs et marchandises	Dispositions d'accords bilatéraux ou multilatéraux de réciprocité, existants ou futurs, sur les transports routiers internationaux (y compris les transports combinés rail/route), qui réservent le transport de cabotage en Finlande	Tous les pays avec lesquels sont en vigueur des accords bilatéraux ou multilatéraux	Indéterminée	Spécificité régionale des services de transports routiers
Transports routiers (voyageurs et marchandises)	En Autriche, l'exemption de la TVA est limitée au transport international de voyageurs par des entrepreneurs étrangers utilisant à cet effet des véhicules automobiles immatriculés dans les pays indiqués à la colonne 3)	Les États qui ont succédé à l'ex-Yougoslavie, la Pologne, la Suisse, les États qui ont succédé à l'ex-URSS (à l'exception des États baltes, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, de la Moldova et de l'Ouzbékistan), la République tchèque, la République slovaque, la Hongrie	Indéterminée	Réciprocité; faciliter le développement du tourisme international
Transports routiers - Voyageurs et marchandises	En Autriche, l'exemption, sous certaines conditions, de la taxe sur les véhicules, motif pris de déclarations de réciprocité, est limitée aux véhicules immatriculés dans les pays indiqués à la colonne 3)	Pologne, Hongrie	Indéterminée	Réciprocité; faciliter le développement du tourisme international et du transport international des marchandises
Transports routiers - Voyageurs et marchandises	En Autriche, l'exemption, sous certaines conditions, de la taxe sur les véhicules, motif pris d'une réciprocité de facto, est limitée aux véhicules immatriculés dans les pays indiqués à la colonne 3)	Bulgarie, Israël, Monaco, Saint-Marin, Turquie, Hongrie, Cité du Vatican, États-Unis	Indéterminée	Réciprocité; faciliter le développement du tourisme international et du transport international des marchandises

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Services de transports routiers - Marchandises (CPC 7123)	L'autorisation d'implantation d'une présence commerciale en Espagne peut être refusée aux fournisseurs de services dont le pays d'origine n'accorde pas aux fournisseurs espagnols de services un accès effectif à son marché	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité d'assurer un accès effectif au marché et un traitement équivalent aux fournisseurs espagnols de services
SIR, vente et commercialisation de services de transport aérien	Disposition de l'article 7 du Règlement (CE) n°2299/89, modifié par le Règlement (CE) n°3089/93, selon laquelle les obligations des vendeurs de SIR et des transports aériens exploitants ou participants ne s'appliquent pas lorsque le traitement équivalent à celui appliqué conformément au Règlement n'est pas accordé dans le pays d'origine du transporteur exploitant ou du vendeur de SIR	Tous les pays où est établi un vendeur de SIR ou un transporteur aérien exploitant	Indéterminée	La nécessité de l'exemption tient au développement insuffisant de règles agréées sur le plan multilatéral pour l'exploitation des SIR
Transport par les voies navigables intérieures	Mesures fondées sur des accords existants ou futurs concernant l'accès aux voies navigables intérieures (y compris les accords en rapport avec l'axe Rhin-Main-Danube) qui réservent les droits de trafic aux exploitants basés dans les pays concernés et remplissant les critères de nationalité en matière de propriété	Suisse, États d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est et tous les pays membres de la Communauté États indépendants	Indéterminée L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en oeuvre d'un accord d'intégration économique.	Réglementer la capacité de transport sur les voies navigables intérieures en tenant compte de la spécificité géographique.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transport par les voies navigables intérieures	Réglementations ⁸¹ portant application de la Convention de Mannheim pour la navigation du Rhin	Suisse	Indéterminée	Réglementer la capacité de transport sur les voies navigables intérieures en tenant compte de la spécificité géographique.
Transport par voies navigables intérieures (voyageurs et marchandises)	En Autriche: a) Certains droits de circulation sont réservés dans le cas des navires des pays indiqués à la colonne 3) (prescriptions de nationalité en matière de propriété b) Validation des certificats et permis des pays indiqués à la colonne 3)	Bulgarie, Hongrie, États qui ont succédé à l'ex-Yougoslavie, Roumanie, République tchèque, République slovaque, États qui ont succédé à l'ex-URSS, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne	Indéterminée; l'exemption s'applique aux mesures existantes comme aux mesures nouvelles	Évolution historique; spécificités régionales
Transports maritimes; cabotage	Mesures de réciprocité existantes ou futures prises en Finlande exonérant les navires immatriculés sous le pavillon étranger de tel ou tel autre pays de l'interdiction générale de pratiquer le transport de cabotage en Finlande	Tous les pays	Indéterminée	Spécificité régionale du transport maritime de cabotage

⁸¹Cette exemption NPF vise les États membres ci-après: Belgique, ~~Danemark~~, France, Allemagne, Grèce, ~~Irlande, Italie, Luxembourg~~, Pays-Bas, ~~Portugal~~, Espagne et Royaume-Uni

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transports maritimes	Mesures de réciprocité prises par la Suède, fondées sur des accords existants ou futurs et exemptant les navires immatriculés sous le pavillon étranger d'un autre pays de l'interdiction générale de pratiquer le cabotage	Tous les pays avec lesquels des accords bilatéraux ou multilatéraux sont en vigueur	Indéterminée	Réglementation du cabotage sur la base d'accords de réciprocité
Services de location simple ou en crédit-bail de bateaux, sans équipage (CPC 83103). Location de navires avec équipage (CPC 7213 7223)	L'affrètement de navires étrangers par des consommateurs résidant en Allemagne peut être subordonné à l'octroi de la réciprocité.	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité d'assurer un accès effectif au marché et un traitement équivalent aux fournisseurs allemands de services
Édition (partie de CPC 88442)	Participation étrangère dans les sociétés italiennes en excédent de 49 pour cent du capital et des droits de vote, autorisée sous réserve de réciprocité	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité d'assurer un accès effectif au marché et un traitement équivalent aux fournisseurs italiens de services
Services d'agences d'information (partie de CPC 962)	Participation étrangère dans des sociétés établies en France éditant des publications en langue française, autorisée en excédent de 20 pour cent du capital ou des droits de vote sous réserve de réciprocité	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité d'assurer un accès effectif au marché et un traitement équivalent aux fournisseurs français de services
Services d'agences de presse (partie de CPC 962)	Accès au marché français sous réserve de réciprocité	Tous les pays	Indéterminée	Nécessité d'assurer un accès effectif au marché et un traitement équivalent aux fournisseurs français de services

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Assurance dommages directe, autre que sur la vie	Mesures fondées sur un accord bilatéral entre les Communautés européennes ⁸² et la Suisse sur l'assurance dommages directe autre que sur la vie. Cet accord prévoit, sur une base de réciprocité, la liberté d'établissement et le droit d'engager ou de poursuivre des activités dans le domaine de l'assurance dommages pour les agences et succursales d'entreprises dont le siège central est situé sur le territoire de l'autre partie contractante	Suisse	Indéterminée	Nécessité de supprimer les obstacles à l'engagement ou à la poursuite d'activités dans le domaine de l'assurance dommages dans le cadre d'un accord entre les Communautés européennes et la Suisse sur les services d'assurance dommages conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'annexe relative aux services financiers
Services financiers	Mesure accordant un régime fiscal favorable (régime extraterritorial) en Italie aux fournisseurs de services commerçant avec les pays auxquels la mesure s'applique	Les États d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est et tous les pays membres de la Communauté États indépendants	Dix ans	Nécessité d'aider les pays concernés dans leur transition vers une économie de marché
Agrément des agences ou succursales de fournisseurs étrangers de services financiers	La prise en compte des intérêts économiques dont l'obligation est consolidée en Autriche ⁸³ fait l'objet d'une dérogation dans le cas des pays indiqués à la colonne 3)	La liste de pays fera l'objet d'un examen ultérieur	Indéterminée	Réciprocité; les pays ne figurant pas dans la colonne 3) sont présumés ne pas offrir aux fournisseurs autrichiens de services des possibilités de concurrence et un accès effectif au marché équivalant à ceux offerts par l'Autriche

⁸² Les États membres ci-après ne sont pas visés par cette exemption NPF: Autriche, Finlande et Suède.

⁸³ Cette mesure ne sera pas appliquée durant les six premiers mois suivant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs	<p>Mesures prises au Danemark pour promouvoir la coopération entre les pays nordiques, par exemple:</p> <ul style="list-style-type: none"> - soutien financier à des projets de recherche-développement (Fonds industriel nordique) - financement d'études de faisabilité en vue de projets internationaux (Fonds nordique d'exportation de projets) - aide financière aux sociétés⁸⁴ qui utilisent des technologies écologiques (Société nordique de financement pour l'environnement) 	Suède, Finlande, Islande et Norvège	Indéterminée	Maintenir et développer la coopération entre les pays nordiques

⁸⁴ S'applique aux sociétés d'Europe de l'Est qui coopèrent avec une ou plusieurs sociétés nordiques

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs	<p>Mesures prises en Finlande pour promouvoir la coopération entre les pays nordiques, par exemple:</p> <p>garanties et prêts pour l'investissement et l'exportation (Banque nordique d'investissement)</p> <p>— soutien financier à des projets de recherche-développement (Fonds industriel nordique)</p> <p>—</p> <p>— financement d'études de faisabilité en vue de projets internationaux (Fonds nordique d'exportation de projets)</p> <p>— aide financière aux sociétés⁸⁵ qui utilisent des technologies écologiques (Société nordique de financement pour l'environnement)</p>	Danemark, Suède, Islande et Norvège	Indéterminée	Maintenir et développer la coopération entre les pays nordiques
Tous les secteurs	<p>Mesures prises en Suède pour promouvoir la coopération entre les pays nordiques, par exemple:</p> <p>— garanties et prêts pour l'investissement et l'exportation (Banque nordique d'investissement)</p> <p>—</p>	Danemark, Finlande, Islande et Norvège	Indéterminée	Maintenir et développer la coopération entre les pays nordiques

⁸⁵ S'applique aux sociétés d'Europe de l'Est qui coopèrent avec une ou plusieurs sociétés nordiques

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
	— soutien financier à des projets de recherche développement (Fonds industriel nordique)			
	— financement d'études de faisabilité en vue de projets internationaux (Fonds nordique d'exportation de projets)			
	— aide financière aux sociétés ⁸⁶ qui utilisent des technologies écologiques (Société nordique de financement pour l'environnement)			
Tous les secteurs:	Traitement national sans limitations accordé en Suède aux investisseurs d'un autre pays pour les investissements de toute nature	Côte d'Ivoire Madagascar Sénégal	Onze ans au minimum	Cette mesure est appliquée au titre de traités bilatéraux qui prévoient des conditions d'investissement spéciales
Tous les secteurs	L'autorisation d'acquérir des propriétés immobilières en Italie est accordée aux personnes physiques ou morales étrangères sur la base de la réciprocité.	Tous les pays	Indéterminée	La condition de réciprocité est imposée pour assurer aux Italiens un traitement équivalent dans les autres pays.

⁸⁶ S'applique aux sociétés d'Europe de l'Est qui coopèrent avec une ou plusieurs sociétés nordiques

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs	Dérogation, au Portugal, aux prescriptions de nationalité pour l'exercice de certaines activités ou professions par des personnes physiques qui fournissent des services en provenance des pays désignés	Pays de langue officielle portugaise (Angola, Brésil, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Mozambique, Sao Tomé-et-Principe)	Indéterminée	Cette mesure répond aux liens historiques qui existent entre le Portugal et ces pays.
Tous les secteurs	Facilitation des formalités d'accès en France pour l'exercice de certaines activités et professions de service par des personnes physiques ou morales de certains pays tiers	Pays d'Afrique francophone, Algérie, Suisse et Roumanie	Dix ans	Cette mesure répond aux liens historiques qui existent entre la France et ces pays.
Tous les secteurs	Au Royaume-Uni, l'obligation d'obtenir un permis de travail dans tous les secteurs des services ne s'applique pas aux citoyens des pays du Commonwealth dont un grand-parent est né dans ce pays.	Pays membres du Commonwealth britannique	Indéterminée	Cette mesure répond aux liens historiques qui existent entre ces pays et le Royaume-Uni.

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs	Mesures fondées sur des accords bilatéraux conclus entre les Communautés européennes et/ou leurs États membres et la Suisse dans le but de permettre le mouvement de toutes les catégories de personnes physiques fournissant des services	Suisse	Indéterminée	Processus de libération progressive des échanges entre la CE et son partenaire commercial régional
Tous les secteurs	Mesures fondées sur des accords bilatéraux existants ou futurs entre les Communautés européennes, certains États membres ⁸⁷ et les pays et principautés concernés, en vertu desquelles: a) le droit d'établissement est accordé aux personnes morales et physiques; et b) l'obligation d'obtenir un permis de travail ne s'applique pas aux personnes physiques fournissant des services.	Saint-Marin, Monaco, Andorre, Saint-Siège	Indéterminée	Situation géographique et existence de liens historiques, économiques et culturels entre les États membres des Communautés européennes et les pays et principautés concernés
Tous les secteurs	Mesures fondées sur des accords bilatéraux conclus entre l'Italie et des pays tiers, garantissant la délivrance de permis de travail aux travailleurs saisonniers	États d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est et du bassin méditerranéen	Indéterminée	Pénurie saisonnière de travailleurs et organisation rationnelle du mouvement des travailleurs saisonniers

⁸⁷ Sont visés les États membres ci-après: Belgique, Danemark, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Espagne et Royaume-Uni

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Tous les secteurs, principalement la construction et les services d'hôtellerie et de traiteur	Mesures fondées sur des accords bilatéraux entre les États membres de la Communauté ⁸⁸ et des pays européens et méditerranéens qui garantissent l'obtention de permis de travail pour le travail temporaire sous contrat, sur la base de contrats entre un employeur du pays tiers concerné et une société de État membre concerné, et qui autorisent l'emploi d'un nombre limité de travailleurs des pays concernés dans certains secteurs des services; ce nombre peut varier en fonction de critères définis dans l'accord.	États d'Europe centrale, orientale et du Sud-Est, y compris la Russie, l'Ukraine, le Bélarus et la Géorgie, et du bassin méditerranéen	Indéterminée L'exemption n'est nécessaire, pour certains pays, que jusqu'à la conclusion ou la pleine mise en oeuvre d'un accord d'intégration économique.	Ces accords font partie d'une initiative plus vaste visant à aider les pays concernés dans leur processus de transition économique et de développement.

⁸⁸ Sont visés les États membres ci-après: Belgique, Danemark, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Espagne et Royaume-Uni